



Résultats annuels **2007**

Groupe PSA PEUGEOT CITROËN

Rapport de gestion

- 2** Rapport d'activité
- 14** Financement du groupe
- 17** Rentabilité des capitaux employés
- 18** Gestion des risques financiers
- 23** Perspectives commerciales pour 2008
- 23** Événements postérieurs à la clôture
- 23** Chiffres clefs de la société mère Peugeot S.A.
- 24** Investissement socialement responsable

Comptes consolidés au 31 décembre 2007

- 35** États de synthèse
- 43** Notes aux états financiers consolidés au 31 décembre 2007

Rapport d'activité

● 1. Activité automobile

En 2007, le **marché automobile mondial** a progressé de 4,9 %, à 68,4 millions de voitures particulières et véhicules utilitaires légers.

Avec 3 428 400 véhicules vendus dans le monde en 2007, contre 3 365 900 en 2006, les ventes mondiales (véhicules montés et éléments détachés) de PSA PEUGEOT CITROËN sont en hausse (+ 1,9 %). Hors éléments détachés, les ventes de véhicules montés du groupe sont en croissance de 3,8 %, à 3 233 400 unités ; ce résultat traduit une bonne performance des ventes de voitures en Europe occidentale (+ 1,2 %), et surtout hors d'Europe occidentale (+ 10,9 %).

En 2007, PSA PEUGEOT CITROËN représente ainsi 5,0 % du marché mondial.

Le marché d'**Europe occidentale** s'est établi en hausse de 0,8 % sur l'ensemble de l'année, à 16 865 400 voitures particulières et véhicules utilitaires légers ; il est resté très concurrentiel dans l'ensemble des pays européens. Dans ce contexte, la demande automobile s'est contractée en Espagne (- 1,0 %) et fortement en Allemagne (- 8,0 %) du fait d'anticipations d'achats sur la fin de 2006 avant l'augmentation de TVA au 1^{er} janvier 2007.

La demande s'est accrue en France (+ 3,5 %) et au Royaume-Uni (+ 2,7 %). Le marché italien qui affiche une hausse de 6,7 % pour l'ensemble de l'année, a bénéficié d'incitations fiscales destinées à rajeunir le parc.

Sur un marché des voitures particulières et des véhicules utilitaires légers faiblement croissant en 2007, les immatriculations de PSA PEUGEOT CITROËN en Europe occidentale sont en hausse de 0,8 %, à 2 330 200 unités dont 1 225 800 Peugeot et 1 104 400 Citroën. Dans un contexte commercial difficile, la part de marché du groupe se situe à 13,8 % (7,3 % pour Peugeot, 6,6 % pour Citroën) du marché européen comme en 2006. PSA PEUGEOT CITROËN est leader sur les marchés français, belge et portugais ; il est deuxième sur les marchés espagnol, suisse et danois.

Sur le marché des véhicules utilitaires légers, le groupe maintient sa place de premier constructeur européen avec 387 400 véhicules immatriculés et une part de marché de 18,7 %.

En France, le groupe, premier constructeur, atteint une part de marché de 30,9 % avec 780 000 voitures particulières et véhicules utilitaires légers immatriculés, soit une hausse de 1,9 %. En Espagne, le groupe PSA PEUGEOT CITROËN, avec une part de marché de 19,2 %, confirme sa forte position sur le marché des

voitures particulières et des véhicules utilitaires légers ; Citroën demeure en 2007 la première marque vendue en Espagne avec 201 900 véhicules immatriculés et une part de marché de 10,7 %. Au Royaume-Uni, les immatriculations de voitures particulières et véhicules utilitaires légers du groupe s'établissent à 286 000 unités, en augmentation de 1,8 % en 2007. En Italie, la part de marché du groupe atteint 9,9 % ; avec 268 900 immatriculations, le groupe enregistre une progression de ses immatriculations de 10,9 %. En Allemagne, avec 185 600 véhicules immatriculés, le groupe voit sa part de marché baisser de 0,2 % à 5,5 %.

En dehors d'Europe occidentale, les ventes de voitures et d'éléments détachés du groupe en 2007 dépassent un million cent mille véhicules (743 300 unités pour Peugeot et 361 400 unités pour Citroën). Ces ventes représentent 32,2 % des ventes mondiales du groupe, contre 31,8 % en 2006 et 30,4 % en 2005.

Hors éléments détachés, les ventes de véhicules montés du groupe progressent fortement à l'international de 10,9 % grâce à une accélération de la croissance du groupe dans ses zones prioritaires de développement.

Les marchés d'**Europe de l'Est** se sont établis globalement en hausse de 12,3 %, à 1 122 000 millions de véhicules. Les ventes du groupe y progressent de 15,6 % à 132 500 unités. Dans les six principaux pays d'Europe centrale (Pologne, Hongrie, République tchèque, Slovaquie, Croatie, Slovaquie), la demande automobile est en hausse de 10,8 %. Sur ces six pays, les immatriculations des véhicules du groupe progressent de 13,8 % à 114 900 unités et ont atteint une part de marché de 11,6 %.

En **Russie**, le marché connaît une croissance de 37,1 %, qui combine une hausse de 61,9 % de l'activité des constructeurs étrangers et de 7,3 % pour les constructeurs locaux. Les ventes du groupe progressent de 26,3 % à 37 200 unités.

Au **Mercosur**, les marchés automobiles, en hausse de 27,6 %, à 2 873 900 unités, ont bénéficié de la relance confirmée de la demande ; la demande automobile augmente de 27,6 % au Brésil et de 27,9 % en Argentine.

Dans ce contexte de forte croissance des marchés, les ventes de PSA PEUGEOT CITROËN s'établissent à 216 000 véhicules, en progression de 29,8 %. Au Brésil, les ventes du groupe progressent de 30,3 % à 132 300 unités. Le groupe atteint une pénétration de 5,5 % du marché. En Argentine, les ventes du groupe progressent de 28,9 %, avec 83 700 unités et sa part de marché atteint 14,9 %, en progression de 0,5 %.



Le **marché chinois** a franchi les 5 274 000 véhicules particuliers produits localement, avec un rythme de croissance toujours très soutenu (+ 24,4 %).

Après une année 2006 en très forte croissance (+ 43,7 %), les ventes de Dong Feng Peugeot Citroën Automobile (DPCA) ont augmenté de 3,1 % en 2007, à 208 900 unités. La pénétration du groupe s'établit à 3,9 %. La marque Peugeot poursuit sa montée en puissance. Un plan produit fourni, la restructuration du réseau Citroën ainsi que le développement du réseau Peugeot viendront conforter les ventes en 2008.

La **Peugeot 207**, lancée en France en avril 2006, a été vendue à 520 200 exemplaires et a ainsi dépassé l'objectif fixé à 500 000 unités pour sa première année pleine de commercialisation.

Avec 828 300 ventes mondiales, le couple **206+207** progresse de 6,8 % par rapport à 2006 et, avec 536 100 ventes en Europe occidentale (+ 18,1 %), il se positionne comme le leader du segment des petites voitures en Europe.

La **Peugeot 107** a enregistré 104 346 ventes sur l'année, en augmentation de 5,9 %.

La **Peugeot 1007** a été vendue à 18 600 unités, en net recul.

Globalement, les ventes de la gamme compacte de Peugeot (Peugeot 107, 206, 207 et 1007) progressent de près de 4,7 % en 2007.

La **Peugeot 307** a été vendue à 369 100 unités dans le segment « moyen inférieur ».

La **Peugeot 308**, qui succède à la 307, a été lancée en septembre 2007 et totalisait 82 500 ventes à fin décembre.

La transition des deux modèles s'est bien passée, le couple **307+308** progressant de 1,0 % par rapport à 2006, à 451 600 ventes mondiales. Ceci est particulièrement marqué sur les berlines (3 et 5 portes), en augmentation de 21,1 %, à 341 000 ventes en 2007 contre 281 000 en 2006.

Quatre autres gammes viennent compléter l'offre de la Marque Peugeot (**407, 607, 807, 4007**) et totalisent, en 2007, 170 900 ventes. Parmi celles-ci, la **Peugeot 407** a été vendue à 136 000 exemplaires, en repli et la **Peugeot 4007**, lancée en juillet, est conforme à ses objectifs, avec 6 300 ventes en 2007.

La gamme compacte de **Citroën (C1, C2, C3)** enregistre un léger recul, avec 471 100 ventes en 2007. Les ventes de **Citroën C1** augmentent de 10,1 % à 99 500 unités. La **Citroën C3** résiste bien dans sa sixième année de vie avec 276 800 ventes.

Pour la marque Citroën, l'année 2007 aura été marquée par le lancement réussi en février du **C4 Picasso** renforçant le

Grand C4 Picasso lancé en octobre 2006 pour un total de 202 600 exemplaires vendus en 2007. La **Citroën Xsara Picasso**, lancée en 2000, a montré une bonne résistance avec 119 000 exemplaires vendus (- 35 %). Ainsi, sur le segment des monospaces de gamme moyenne, la marque Citroën enregistre une croissance de ses ventes de 55,4 % et est devenue leader européen du segment en 2007.

La **Citroën C4** (hors Picasso) maintient presque ses ventes avec 236 900 unités vendues dans le monde en 2007, contre 238 400 unités en 2006. La gamme C4 bénéficie du renfort des C4 tricorps lancées au Mercosur mi-2007 (C4 Pallas au Brésil et C4 Sedan en Argentine).

Quatre autres gammes viennent compléter l'offre de la Marque Citroën (**C5, C6, C8, C-Crosser**) et totalisent, en 2007, 77 800 ventes. Parmi celles-ci, la **Citroën C5** a été vendue à 50 900 exemplaires. La C6 augmente ses ventes de 8,1 %. La **C-Crosser**, lancée en juillet, est conforme à ses objectifs, avec 6 600 ventes en 2007.

Avec 348 400 unités vendues, les **Citroën Berlingo** et **Peugeot Partner** continuent de progresser (+1,6 %) et réalisent en 2007 leur meilleure performance historique depuis leur lancement en 1996.

Les ventes de véhicules utilitaires légers du groupe progressent au total de 9,5 %, à 435 200 unités, dont 219 100 unités pour Peugeot (+ 8,3 %) et 216 100 unités pour Citroën (+ 10,7 %). L'année 2007 a été la première année pleine des nouveaux Jumper et Boxer, lancés en juin 2006, et du lancement en janvier des nouveaux Jumpy et Expert.

Les ventes mondiales du groupe sont stables sur le premier semestre, avec un premier trimestre en légère hausse (+0,5 %) à 826 100 unités et un second trimestre en léger recul (- 0,5 %) à 938 000 unités. Le troisième trimestre voit ses ventes fortement augmenter (+ 11,9 %) à 783 600 unités, en partie imputable à un effet de base 2006 favorable. Les ventes du quatrième trimestre, en repli de 2,3 %, ressortent à 880 700 unités.

Hors ventes d'éléments détachés (qui correspondent principalement aux ventes du groupe à ses partenaires industriels iraniens, lesquelles ont reculé de - 22,5 % en 2007), les ventes de véhicules montés s'établissent respectivement du premier au quatrième trimestre à 792 100 unités (+ 2,8 %), 879 000 unités (+ 0,8 %), 734 600 unités (+ 11,8 %) et 827 700 unités (+ 1,4 %).

En Europe occidentale, les ventes de véhicules montés ont connu une progression sur la seconde partie de l'année 2007 (+ 1,6 %, - 1,6 %, + 9,2 %, - 2,4 % par trimestre).

En dehors d'Europe occidentale, les ventes de véhicules montés ont connu une progression régulière tout au long de l'année 2007 (+ 6,4 %, + 7,6 %, + 18,1 %, + 12,0 % par trimestre).

(en unités)	1 ^{er} trimestre		2 ^e trimestre		3 ^e trimestre		4 ^e trimestre	
Ventes mondiales consolidées	826 100	0,5 %	938 000	-0,5 %	783 600	11,9 %	880 700	-2,3 %
- dont éléments détachés	34 000	- 33,3 %	59 000	- 16,9 %	49 000	14,0 %	53 000	- 38,4 %
- dont véhicules montés	792 100	2,7 %	879 000	0,8 %	734 600	11,9 %	827 700	1,5 %
- dont Europe de l'ouest	596 000	1,5 %	638 000	- 1,5 %	506 000	9,1 %	583 000	- 2,3 %
- dont Europe de l'est	31 000	17,6 %	37 000	15,2 %	30 000	18,5 %	34 000	13,3 %
- dont Russie	8 000	42,5 %	9 000	16,1 %	11 000	40,8 %	9 000	12,5 %
- dont Mercosur	43 000	3,4 %	51 000	25,8 %	57 000	46,2 %	65 000	44,4 %
- dont Chine	53 000	20,5 %	50 000	- 10,7 %	49 000	6,5 %	57 000	0,0 %
- dont reste du monde	61 000	- 8,2 %	94 000	7,4 %	82 000	10,7 %	80 000	1,3 %

● 2. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe s'est établi comme suit :

(en millions d'euros)	2007	2006	2005
Automobile	47 456	44 566	45 071
Banque PSA Finance	1 999	1 761	1 656
Gefco	3 554	3 245	3 000
Faurecia	12 661	11 649	10 978
Autres activités	496	653	709
Éliminations	(5 553)	(5 280)	(5 147)
Total	60 613	56 594	56 267

Il est en progression de 7,1 % par rapport à 2006. Chaque trimestre présente une augmentation sensible par rapport au trimestre correspondant de 2006, avec un effet de base important pour le troisième trimestre. Après une croissance de 6,5 % pour les trois premiers mois de l'année, le chiffre d'affaires a progressé respectivement de 5,4 % et 11,9 % au second et troisième trimestre, pour reprendre une évolution comparable au second trimestre dans les trois derniers mois de l'année (+ 5,4 %).

2.1. Division automobile

Le chiffre d'affaires de l'automobile, à 47 456 millions d'euros, est en progression de 6,5 % par rapport à 2006. Le chiffre d'affaires véhicules neufs, à 35 003 millions d'euros contre 32 978 millions d'euros en 2006, augmente de 6,1 % sous l'effet, principalement, de la variation (+ 3,8 %) des volumes de ventes de véhicules montés hors Chine (l'activité Chine est consolidée par mise en équivalence), des effets de prix (+ 1,2 %), de mix produit (+ 2,9 %), liés à la hausse des ventes de la C4 Picasso, du lancement de la 308 et du renouvellement des véhicules utilitaires, de mix géographique (- 0,8 %), résultant de la part plus forte de l'international, et particulièrement du Mercosur, dans les ventes.

2.2. Banque PSA Finance

Banque PSA Finance a évolué en 2007 dans un environnement dont la pression concurrentielle s'est accrue sur la première partie de l'année, à la faveur notamment de la hausse des taux d'intérêt, que certains opérateurs bancaires au sein de la zone euro n'ont que partiellement répercutée à leur clientèle. À partir de l'été 2007, la crise des *subprimes* américaines a généré de fortes tensions sur les marchés financiers.

La production de financements de ventes de voitures à la clientèle finale a porté en 2007 sur 851 000 véhicules neufs et d'occasion, en hausse de 3,9 % sur le niveau de 2006.

En progression de 4,3 %, le volume des financements de véhicules neufs a atteint 660 398 unités en 2007, permettant à la banque d'assurer le maintien de son taux de pénétration sur les ventes de véhicules neufs Peugeot et Citroën au niveau atteint en 2006, soit 26,1 %. En France, le taux de pénétration a été maintenu à près de 30 %.



La plus forte progression européenne a concerné l'Allemagne où la succursale a porté son taux de pénétration à 41,7 %, contre 33 % en 2006. Au Royaume-Uni, la succursale a consolidé ses positions, portant son taux de pénétration de 26,1 % à 26,5 %. Dans un contexte de concurrence exacerbée, les sociétés financières de Banque PSA Finance en Espagne, en Belgique et aux Pays-Bas ont réussi à maintenir leurs performances acquises en 2006. En revanche, les positions se sont effritées en Italie, en Autriche et dans une moindre mesure au Portugal et en Suisse.

En Argentine et au Brésil, la combinaison d'une forte croissance des ventes du groupe PSA PEUGEOT CITROËN, soit près de 30 % en 2007, et de l'amélioration des taux de pénétration des filiales de Banque PSA Finance a conduit la banque à accroître ses volumes de financement de 44,3 %.

En montant, les financements consentis à la clientèle finale en 2007 s'établissent à 9 253 millions d'euros, contre 8 771 millions d'euros en 2006.

(en millions d'euros)	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
Encours de crédit (y compris encours titrisés)			
- à la clientèle finale	17 850	17 249	16 853
- aux réseaux de distribution	5 606	5 650	5 505
Total Banque PSA Finance	23 456	22 899	22 358
Encours de crédit (y compris encours titrisés)			
- Europe occidentale	22 150	21 998	21 694
- Hors Europe occidentale	1 306	901	664
Total Banque PSA Finance	23 456	22 899	22 358

Le chiffre d'affaires de Banque PSA Finance s'établit en 2007 à 1 999 millions d'euros, en progression de 13,5 % sur celui de 2006. Le chiffre d'affaires de Banque PSA Finance, qui correspond aux produits bruts d'intérêt sur ses créances, inclut également les produits financiers générés par la réserve de liquidité permanente constituée dans le bilan de Banque PSA Finance dans le cadre de sa stratégie de financement.

Le produit net bancaire s'est élevé à 981 millions d'euros, en hausse de 2,0 % sur celui de 2006 (962 millions d'euros).

2.3. Gefco

Le chiffre d'affaires de Gefco s'élève à 3 554 millions d'euros, en hausse de 9,5 % par rapport à 2006.

Les encours de crédit à la clientèle finale s'élèvent à 17 850 millions d'euros à fin décembre 2007, contre 17 249 millions d'euros à fin décembre 2006, en hausse de 3,5 %. La part hors d'Europe de l'ouest est en hausse de 58,2 % à 892 millions d'euros. L'encours de financement aux réseaux de distribution s'établit à fin décembre 2007 à 5 606 millions d'euros, à comparer à 5 650 millions d'euros à fin décembre 2006. Au total, l'encours de crédit de Banque PSA Finance progresse de 2,4 % pour s'établir à 23 456 millions d'euros au 31 décembre 2007, contre 22 899 millions d'euros à fin décembre 2006.

Axe important du développement de l'activité, le volume des prestations de services diffusées auprès de la clientèle s'est ainsi encore accru en 2007, pour atteindre 1 212 103 contrats, enregistrant une progression de 3,5 %.

Les ventes de Gefco au groupe PSA PEUGEOT CITROËN sont en croissance de 9,0 % à 2 151 millions d'euros. Les prestations vendues aux clients hors-groupe s'élèvent à 1 403 millions d'euros, soit une progression de 10,3 % en 2007 (+ 15 % hors impact de l'arrêt de la messagerie nationale en Allemagne).

Gefco poursuit son développement à l'International (+ 16 %).

2.4. Faurecia

L'année 2007 marque une étape dans le redressement de l'activité avec une croissance du chiffre d'affaires qui a touché toutes les activités du groupe et toutes les zones géographiques. Le chiffre d'affaires de Faurecia, à 12 661 millions d'euros, est en progression de 8,7 % par rapport à 2006.

Hors ventes de monolithes, il s'élève à 11 075 millions d'euros et augmente de 7,4 % à taux de change et périmètre constants. Les variations de change représentent un effet négatif de 1,2 % et l'effet du périmètre un impact positif de 1,7 %. L'effet périmètre comprend l'intégration des activités acquises de Cadence Innovation France dans l'activité Bloc Avant et celle de la société roumaine Euro Plastic Systems (Euro APS) qui fournit l'usine Dacia de Pitesti en Roumanie dans l'activité Intérieur Véhicule.

L'activité avec le groupe PSA PEUGEOT CITROËN porte sur 2 633 millions d'euros (+ 7,5 %), tandis que, hors groupe, le chiffre d'affaires s'établit à 10 028 millions d'euros (en hausse de 9,0 %).

La diversification du portefeuille client s'est poursuivie grâce au lancement de nouveaux programmes avec des progressions significatives chez BMW, Hyundai et Chrysler.

La croissance est particulièrement forte en Amérique du Nord et en Asie où Faurecia consolide et développe ses positions. En Europe, Faurecia enregistre, en ligne avec la croissance de la production automobile, une reprise de la progression du chiffre d'affaires, qui est tirée par le lancement au second semestre de nouveaux véhicules sur lesquels la présence de Faurecia est forte (Audi A4, Peugeot 308, Renault Laguna...) et par l'impact des voitures lancées en 2006 (Citroën C4 Grand Picasso, Peugeot 207, Ford Galaxy...).

L'année 2007 a également été marquée par les lancements réussis de 85 nouveaux programmes sur 35 nouveaux modèles.

● 3. Résultat opérationnel courant

Après un début d'année marqué par une nouvelle hausse des prix des matières premières, le résultat opérationnel courant du premier semestre 2007 s'est élevé à 842 millions d'euros et 2,7 % du chiffre d'affaires consolidé. Sur cette base, le groupe a annoncé en juillet 2007 un objectif pour le second semestre 2007 à un niveau de marge opérationnel supérieur à 2,0 % du chiffre d'affaires consolidé.

Pour le second semestre de 2007, le résultat opérationnel courant s'élève à 910 millions d'euros et 3,1 % du chiffre d'affaires.

Le résultat opérationnel courant du groupe pour 2007 s'établit à 1 752 millions d'euros, soit 2,9 % du chiffre d'affaires, à comparer à 1 119 millions d'euros et 2,0 % pour 2006.

Le chiffre d'affaires des Sièges d'Automobiles s'élève à 5 175 millions d'euros en hausse de 7,5 % par rapport à 2006 (+ 8,2 % à taux de change constant). La croissance est particulièrement forte en Amérique du Nord (+ 56,1 % à taux de change constant) et en Asie (+ 26,4 %).

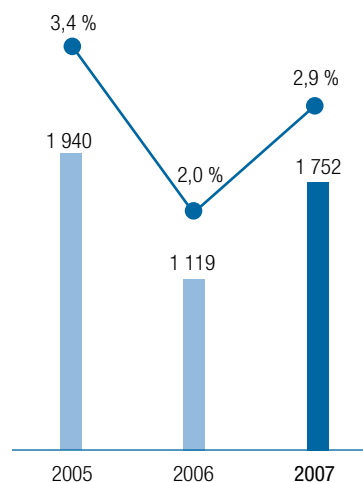
Le chiffre d'affaires des autres modules de l'Intérieur Véhicule s'élève à 3 546 millions d'euros, en progression de 2,5 % par rapport à 2006 (+1,6 % à taux de change constant) également soutenue par l'Amérique du Nord et l'Asie.

Le chiffre d'affaires des Systèmes d'Échappement, à 2 994 millions d'euros, poursuit sa progression, en hausse de 16,3 % par rapport à 2006 à taux de change constant (effet de change négatif de 3,7 %). Hors monolithes, le chiffre d'affaires s'élève à 1 409,0 millions d'euros et est en progression de 14,0 % à taux de change constant (effet de change négatif de 3,8 %). Cette activité progresse hors monolithes en Europe, en Amérique du Nord et en Asie. Le chiffre d'affaires monolithes est en augmentation de 18,5 % à taux de change constant.

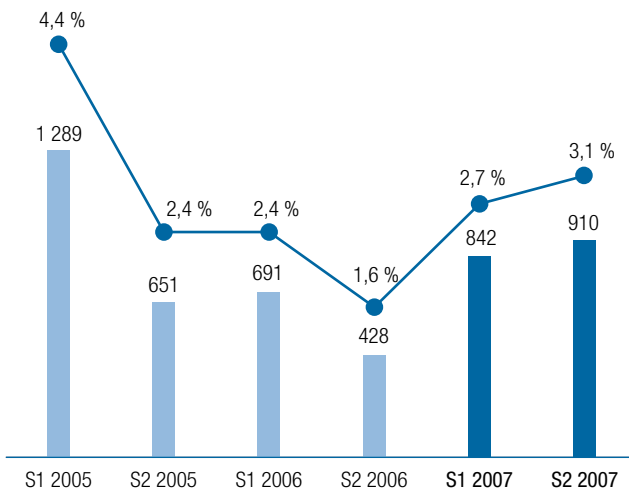
Le chiffre d'affaires de l'activité Bloc Avant s'élève à 945 millions d'euros et enregistre une forte progression de 31,5 % qui comprend l'effet de l'intégration des activités acquises de Cadence Innovation France. À données comparables, la croissance est de 18,9 % tirée par le démarrage de l'activité en Amérique du Nord et par une progression (hors impact périmètre) de 12,2 % en Europe.

Résultat opérationnel courant

(en millions d'euros - en % du chiffre d'affaires)



L'amélioration du taux de marge opérationnelle constatée sur l'année s'est traduite également sur les deux semestres de 2007.

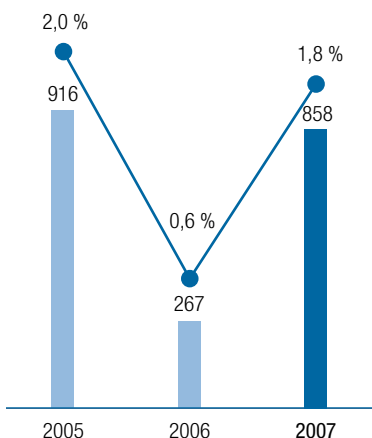


3.1. Division automobile

Le résultat opérationnel courant automobile s'élève en 2007 à 858 millions d'euros et 1,8 % du chiffre d'affaires, à comparer à 267 millions d'euros et 0,6 % du chiffre d'affaires pour 2006. La Division automobile participe pour 93 % à l'accroissement en valeur du résultat opérationnel courant groupe (+591 millions sur +633 millions d'euros).

Résultat opérationnel courant activité automobile

(en millions d'euros - en % du chiffre d'affaires)



Les éléments de croissance de la marge opérationnelle du plan CAP 2010, annoncé en septembre 2007, se mettent en place sur ce premier exercice du plan.

- Les composantes « Développement » du plan CAP 2010 participent pour 355 millions d'euros à l'accroissement du résultat opérationnel courant 2007.

Les ventes de véhicules en Europe et en grand export représentent le premier effet positif, avec 197 millions d'euros. Outre l'effet volume positif, le mix famille est également favorable du fait du couple Peugeot 206 / Peugeot 207, de la C4 Picasso et des véhicules utilitaires. Le mix géographique est défavorable à l'intérieur de l'Europe de l'ouest. Enfin la hausse des prix de vente génère un impact positif qui traduit les effets du rajeunissement de la gamme et d'une rigueur accrue dans l'affectation des moyens commerciaux.

La baisse des ventes d'éléments détachés aux partenaires industriels du groupe, principalement iraniens, a eu un impact limité sur le résultat opérationnel courant.

Les business units ont contribué pour 158 millions d'euros à l'accroissement du résultat opérationnel courant. Ces business units, responsabilisées sur leurs résultats financiers, ont été mises en place par la nouvelle organisation issue du plan stratégique CAP 2010.

- Les composantes « Réduction de coûts » du plan CAP 2010 contribuent pour 932 millions d'euros à l'augmentation du résultat opérationnel courant 2007.

La productivité industrielle (achats et productions), permet 657 millions d'euros de réduction de coûts.

Les dépenses de garantie ont diminué de 19 % en 2007, avec un premier effet sur le résultat de l'exercice.

Les frais de structure ont bénéficié d'une réduction des frais généraux et d'un allègement des effectifs. Le groupe a lancé un plan de départ volontaire qui a conduit 6 217 employés de la Division automobile en France à décider de quitter le groupe. 4 292 départs ont eu lieu sur l'année 2007 et le solde de 1 925 interviendra sur l'exercice 2008. Parmi eux, deux tiers sont des cadres, employés, techniciens ou agents de maîtrise.

- L'inflation des coûts et les dépenses de R&D pèsent sur la variation du résultat opérationnel courant 2007, avec un effet négatif de - 696 millions d'euros.

Le principal effet provient de la hausse des prix des matières premières, qui a eu un impact négatif de 285 millions d'euros, avec pour principale cause la hausse de l'acier.

La hausse des rémunérations ressort à 250 millions d'euros, rejoignant un ordre de grandeur que le groupe connaissait avant une année 2006 particulière, avec des augmentations de salaires très limitées et une absence de bonus pour les cadres supérieurs.

Les variations des cours des monnaies ont eu un effet défavorable de 72 millions d'euros en 2007, notamment sur le dollar américain.

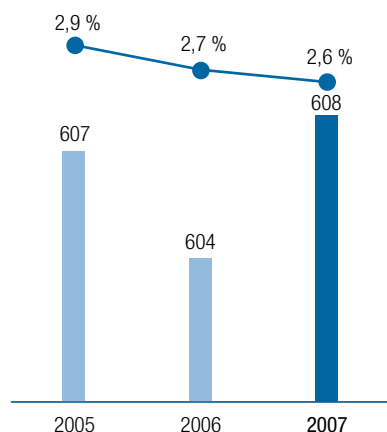
Par ailleurs, l'évolution des dépenses de recherche et développement a impacté le résultat opérationnel courant pour 93 millions d'euros. Ces dépenses sont affectées positivement par la productivité et le contrôle accru des engagements, et négativement par l'accélération du plan produit.

3.2. Banque PSA Finance

Le résultat opérationnel courant de Banque PSA Finance s'élève à 608 millions d'euros, à un niveau légèrement supérieur à celui atteint en 2006 (604 millions d'euros). Il représente 2,6 % de l'encours moyen de crédit (2,7 % en 2006).

Résultat opérationnel courant Banque PSA Finance

(en millions d'euros - en % de l'encours moyen de crédit)



De 2006 à 2007 :

- La hausse de l'encours moyen de crédit (+2,4 % à 23 456 millions d'euros) a eu un impact de 31,9 millions d'euros.
- Les marges sur encours moyen se sont légèrement dégradées, du fait de la hausse des taux d'intérêt sur les marchés financiers et de l'impact de cette hausse sur les coûts de refinancement de la banque. Cette hausse n'a toutefois eu aucun impact sur les contrats déjà conclus du fait de la politique habituelle de Banque PSA Finance, qui consiste à figer les marges sur crédit dès l'acquisition des contrats par des techniques de financement et l'usage d'instruments dérivés appropriés. Elle a par contre touché les niveaux de marge sur les nouveaux contrats conclus en 2007, la hausse des taux ne pouvant qu'être partiellement répercutée à la clientèle finale dans un environnement de concurrence accrue sur le marché du crédit automobile. Cet impact a toutefois été limité par l'exercice des swaptions qui avaient été acquises pour plafonner le coût de refinancement de la banque sur les nouvelles opérations de 2007. Au total, et en incluant les mix pays et activités, l'impact de l'évolution des marges de crédit sur le résultat opérationnel de la banque n'est négatif que de 1,9 million d'euros.

- La hausse des frais opérationnels a été limitée à 5,7 millions d'euros, soit une progression de 1,8 % par rapport à l'année précédente, inférieure à la progression des encours nets moyens (3,8 %), à celle de la production en montant (5,5 %), ainsi qu'à celle du produit net bancaire (2,0 %).

- Le coût du risque est ressorti en 2007 à 51,3 millions d'euros, soit 0,22 % des encours nets moyens, niveau supérieur à celui enregistré en 2006 (41,0 millions d'euros intégrant une reprise de provision exceptionnelle de 26 millions d'euros). Il intègre pour l'activité détail l'effet d'affinements portant sur les taux de dépréciation, établis sur la base des travaux statistiques conduits dans le cadre du projet Bâle II et permettant une minoration du coût du risque équivalent à 0,11 % des encours nets moyens. Le faible niveau du coût du risque confirme la qualité des actifs et la performance des processus de gestion du risque de crédit.

3.3. Gefco

Le résultat opérationnel courant de Gefco progresse de 2,6 %, à 155,3 millions d'euros en 2007 et 4,4 % du chiffre d'affaires, contre 151,3 millions d'euros et 4,7 % du chiffre d'affaires en 2006.

Au cours des derniers mois, les cours du baril de pétrole ont approché le niveau record de 100 dollars et les prix du gazole ont atteint le seuil de 100 euros les 100 litres avec de graves conséquences sur l'équilibre des comptes de résultats des opérateurs de transport. La répercussion partielle de ces hausses auprès des clients et des plans d'économie ont permis de limiter les effets négatifs sur les résultats.

Cette forte hausse du prix des carburants et les perturbations de l'activité en Allemagne liées à la mise en œuvre des mesures de restructuration ont pesé sur la rentabilité d'une activité qui s'est très bien tenue.

3.4. Faurecia

Le résultat opérationnel courant de Faurecia s'établit à 121,1 millions d'euros et 1,0 % du chiffre d'affaires, à comparer à celui de 2006 qui s'élevait à 69 millions d'euros et 0,6 % du chiffre d'affaires. Il est en progression de 51,9 millions d'euros sur celui de 2006 et de 0,4 point. Sur le second semestre, le résultat opérationnel courant est de 58,3 millions d'euros et se compare à une perte de 15,9 millions d'euros au second semestre 2006.

Le rebond constaté, amplifié en fin d'année, est imputable aux principaux éléments suivants :

- en Europe, il a été constaté une meilleure absorption de l'effet prix/coûts matières grâce à l'amélioration de la productivité industrielle, les premières retombées des opérations de restructuration, ainsi qu'une meilleure maîtrise des coûts de développement ;

- en Amérique du Nord, le résultat opérationnel courant s'est fortement redressé passant d'une perte de 54,8 millions d'euros au second semestre 2006 à une perte de 11,7 millions d'euros au second semestre 2007.

3.5. Recherche et développement

Le total des dépenses de recherche et de développement engagées au cours de l'exercice 2007 s'élève à 2 074 millions d'euros, en baisse de 5,5 % sur les 2 195 millions d'euros engagés en 2006. Pour 2007, un montant de 754 millions d'euros, soit 36,4 % des dépenses de l'exercice a été porté à l'actif du bilan consolidé (882 millions d'euros et 40,2 % en 2006). Les amortissements de dépenses activées s'élèvent pour l'exercice 2007 à 752 millions d'euros (704 millions d'euros en 2006). Au total, l'impact de la charge de recherche et de développement sur le compte de résultat représente, pour 2007, 2 072 millions d'euros (2 017 millions d'euros en 2006).

Pour la division automobile, les dépenses de recherche et développement engagées s'élèvent à 1 800 millions d'euros (1 854 millions

d'euros en 2006). Un montant de 595 millions d'euros a été activé, soit 33,1 % des dépenses de recherche et développement (674 millions d'euros et 36,4 % en 2006) et les amortissements de dépenses de recherche et développement activées s'établissent à 593 millions d'euros (525 millions d'euros en 2006). La charge totale de recherche et développement au compte de résultat est de 1 798 millions d'euros, contre 1 705 millions d'euros en 2006.

Les dépenses de recherche et développement de la division automobile engagées en 2007 représentent 3,8 % du chiffre d'affaires automobile (4,2 % en 2006).

Pour Faurecia, les frais bruts de recherche et de développement se sont élevés à 613 millions d'euros et 4,8 % du chiffre d'affaires (631 millions d'euros et 5,4 % du chiffre d'affaires en 2006). Nets des refacturations aux clients (345 millions d'euros) et des effets d'activation (159 millions d'euros) et d'amortissement (159 millions d'euros), ils se montent à 269 millions d'euros, soit 2,1 % du chiffre d'affaires (305 millions d'euros et 2,6 % du chiffre d'affaires en 2006).

3.6. Frais de personnel

Les frais de personnel du groupe s'établissent en 2007 à 8 999 millions d'euros, à comparer à 8 884 millions d'euros en 2006. Par division, ils se répartissent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	2007	2006	2005
Automobile	6 225	6 147	6 162
Banque PSA Finance	126	123	120
Gefco	413	390	368
Faurecia	2 104	2 104	2 002
Autres activités	131	120	140
Total PSA PEUGEOT CITROËN	8 999	8 884	8 792

Cette évolution traduit celle des effectifs inscrits ainsi que celle des rémunérations individuelles et de la répartition géographique des effectifs.

Les effectifs inscrits ont évolué comme suit :

<i>(effectifs inscrits au 31 décembre)</i>	2007	2006	2005
Automobile	134 100	139 600	139 500
Banque PSA Finance	2 300	2 400	2 400
Gefco	10 000	9 900	9 400
Faurecia	59 800	57 800	55 000
Autres activités et holding	1 600	2 100	2 200
Total PSA PEUGEOT CITROËN	207 800	211 800	208 500

Les effectifs inscrits se sont globalement réduits de 4 000 personnes.

Pour la division automobile, la réduction des effectifs de 5 530 personnes se décompose en une réduction de 8 060 personnes en Europe et une augmentation de 2 530 hors Europe, essentiellement dans une zone de développement prioritaire du groupe (Mercosur). En Europe, la France a vu les effectifs de la division automobile diminuer de 6 855 personnes, dont un peu moins d'un tiers par attrition naturelle et plus des deux tiers dans le cadre d'un plan de départ volontaire. Ce plan, initialement prévu pour 4 800 personnes, a finalement été signé par 6 217 personnes correspondant à des effectifs de structure, dont 1 925 sont toujours inscrits aux effectifs au 31 décembre 2007.

● 4. Résultat net

Le résultat net, part du groupe, est un profit de 885 millions d'euros, en forte progression sur le résultat net de 2006 (183 millions d'euros). Il représente 1,5 % du chiffre d'affaires, contre 0,3 % en 2006.

Il est à noter que le résultat net part du groupe 2006 a été retraité du fait d'un changement de méthodes comptables chez Dongfeng Peugeot Citroën Automobile (DPCA), filiale du groupe en Chine détenue à parité avec le groupe Dong Feng Motors. DPCA a appliqué dans ses comptes sociaux à compter de l'exercice 2007, des nouvelles normes comptables ASBE « *Accounting Standards for Business Enterprises* ». L'impact dans les comptes de PSA au 31 décembre 2006 est positif de 7 millions d'euros dans le résultat des sociétés mises en équivalence. Le résultat net part du groupe à fin 2006 a donc été relevé de 176 à 183 millions d'euros.

L'augmentation du résultat net est liée d'une part à l'évolution positive du résultat opérationnel courant du groupe, et d'autre part aux autres produits et charges qui incluent un niveau en baisse de provisions pour restructurations ainsi que de dépréciations exceptionnelles d'actifs.

Par action, le résultat net, part du groupe, s'élève à 3,88 euros, à comparer à 0,80 euro en 2006. Dilué de l'exercice potentiel des options d'achat d'actions accordées à certains collaborateurs du groupe (il n'existe pas de titres émis sur les marchés financiers de nature à créer dans le futur des actions Peugeot S.A.), le résultat net par action représente 3,86 euros à comparer à 0,80 euro en 2006. À noter que l'impact du retraitement de 7 millions d'euros

Pour Faurecia, les effectifs sont en croissance de 3,4 % en 2007, contre une progression de 5,1 % en 2006. Cette évolution recouvre des situations contrastées par zone géographique ; en Europe de l'ouest ; les effectifs sont stables, tandis qu'ils augmentent de façon significative dans les autres grandes zones géographiques, notamment en Europe centrale (+ 77,9 %), en Amérique du Sud (+ 17,5 %), en Afrique (+ 47,5 %) et en Asie (+ 27,5 %).

Pour Gefco, la croissance des effectifs de 0,8 % (à comparer à une progression du chiffre d'affaires de 9,5 %) se concentre essentiellement, comme en 2006, dans les zones de développement international (Europe centrale et orientale, Russie et Mercosur).

sur les résultats de DPCA se traduit par une augmentation de 0,03 euro du résultat net par action.

Au cours de l'exercice 2007, Peugeot S.A. a racheté 1 250 000 actions à un cours moyen de 60,62 euros, dans le but de couvrir le programme d'options d'achat d'actions mis en place en août 2007.

Le nombre moyen d'actions servant de base au calcul du résultat par action après dilution est passé de 229 061 247 actions en 2006 à 229 210 309 actions en 2007.

Fin novembre 2007, le groupe a procédé à l'annulation de 337 968 actions représentant 0,14 % du capital. Ces actions rachetées par le groupe fin 2005 ont été annulées dans le cadre du délai maximal de 24 mois.

4.1. Produits et charges opérationnels non courants

Les produits et charges opérationnels non courants représentent pour 2007 une charge de 632 millions d'euros à comparer à une charge de 808 millions d'euros en 2006. Ils comprennent pour l'essentiel :

- les frais de rationalisation des structures ;
- les dépréciations exceptionnelles de certains actifs de Faurecia, de la Division automobile et de Peugeot Motocycles ;
- partiellement compensés par des plus-values sur cessions d'actifs immobiliers.



Par division, les autres produits et charges concernent principalement la division automobile et Faurecia :

<i>(en millions d'euros)</i>	2007	2006	2005
Automobile	(348)	(375)	(22)
Banque PSA Finance	-	-	-
Gefco	(42)	3	2
Faurecia	(226)	(386)	3
Autres activités et holding	(16)	(50)	(315)
Total PSA PEUGEOT CITROËN	(632)	(808)	(332)

Les produits et charges opérationnels non courants étaient en 2006 intégrés dans les autres produits et charges.

Les frais de rationalisation des structures se sont élevés à 380 millions d'euros en 2007, à comparer à 429 millions d'euros en 2006.

Pour la division automobile, ces frais représentent 229 millions d'euros et concernent principalement le plan de départs volontaires ouverts aux salariés français entre juin et décembre 2007. Le coût global du plan ressort à 211 millions d'euros, dont 120 millions avaient été provisionnés dans les comptes au 30 juin 2007.

Cette charge correspond aux indemnités (263 millions), à des dépenses réglementaires et des mesures d'accompagnement (14 et 5 millions), et tient compte d'une réduction des engagements de retraites de 71 millions d'euros.

Pour Faurecia, les frais de restructuration portent sur 105 millions d'euros dans le cadre de restructurations industrielles, et concernent 1 728 personnes.

Pour la Division transport et logistique, les coûts de restructuration de Gefco en Allemagne s'élèvent à 40 millions et concernent 430 personnes de l'activité messagerie.

Par division, les frais de rationalisation se répartissent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	2007	2006	2005
Automobile	229	245	21
Banque PSA Finance	-	-	-
Gefco	42	6	-
Faurecia	105	169	137
Autres activités et holding	4	9	2
Total PSA PEUGEOT CITROËN	380	429	160

Les pertes de valeurs, ou dépréciations exceptionnelles d'actifs, portent sur un montant de 349 millions d'euros, à comparer à 469 millions d'euros en 2006. Par division, elles se répartissent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	2007	2006	2005
Automobile	216	194	-
Banque PSA Finance	-	-	-
Gefco	-	-	-
Faurecia	121	234	180
Autres activités et holding	12	41	-
Total PSA PEUGEOT CITROËN	349	469	180

Pour la division automobile, les dépréciations comptabilisées en 2006 concernaient les actifs associés à deux programmes automobiles (frais de recherche et développement précédemment activés pour 108 millions d'euros et outillages spécifiques pour 86 millions d'euros). La baisse des volumes constatée sur ces deux programmes au premier semestre 2007 a conduit, après renouvellement de leurs tests de valeur, à déprécier intégralement les immobilisations corporelles de ces deux programmes entraînant une perte de valeur complémentaire de 216 millions d'euros.

Pour Faurecia, elles concernent principalement, à hauteur de 65 millions d'euros, la perte de valeur et autres dépréciations d'actifs et, pour 56 millions d'euros, des provisions pour risques et charges. L'actualisation des flux de trésorerie attendus à l'horizon du plan moyen terme de Faurecia, soit 2011, a conduit à constater une dépréciation de 61 millions d'euros des actifs immobilisés.

Pour les autres activités, elles concernent en totalité la société Peugeot Motocycles qui développe, produit et vend des scooters et motocycles de marque Peugeot. Suite à de nouvelles estimations sur l'activité, une dépréciation de 12 millions d'euros affectée uniquement à des immobilisations corporelles a été comptabilisée en 2007.

Les résultats de cession de biens immobiliers (95 millions d'euros) correspondent essentiellement à 85 millions d'euros dans la division automobile avec la cession du site de l'usine de Ryton (Royaume-Uni) fermée fin 2006.

4.2. Résultat financier

Le résultat financier, correspondant au solde des produits sur prêts, titres de placement et trésorerie, des charges de financement et des produits et charges à caractère financier, représente pour 2007 une charge de 40 millions d'euros, à comparer à une charge de 105 millions d'euros en 2006.

Les produits et charges à caractère financier étaient en 2006 intégrés dans les autres produits et charges pour un montant de 47 millions d'euros ; le solde 2006 des produits sur prêts, titres de placement et trésorerie et des charges de financement a donc fait l'objet d'un retraitement.

Par activité, Faurecia supporte un résultat financier négatif de 115 millions d'euros, en hausse par rapport à 2006 (90 millions d'euros) du fait de la hausse des taux. Le taux moyen de financement passe en effet de 3,9 % à 4,2 %. Il a bénéficié de la politique de couverture de taux d'intérêt mis en place par le groupe sous la forme d'options de taux plafond (Cap).

Les autres activités industrielles et commerciales bénéficient fortement de l'amélioration du résultat opérationnel courant de l'activité automobile. Les placements de trésorerie ont porté sur une moyenne journalière de 5 667 millions d'euros, à un taux d'intérêt moyen de 4,1 %, générant un produit de 231 millions d'euros. Les placements de trésorerie, qui sont principalement en zone euro, comprennent pour l'essentiel des parts d'OPCVM monétaires gérés par des établissements financiers de premier plan et des titres de créances négociables émis par des émetteurs « *investment grade* », l'exigence interne quant à la durée des placements étant ajustée suivant la notation. La rémunération de tous les placements est ramenée sur base taux variable par l'utilisation des instruments dérivés appropriés et s'établit à un niveau légèrement supérieur au taux interbancaire au jour le jour. Les financements ont porté sur une moyenne journalière de 2 339 millions d'euros, à un taux d'intérêt moyen de 4,5 %, générant une charge de 109 millions d'euros. Ils incluent les émissions obligataires à échéance 2011 et 2033 émises par le groupe à des conditions de rémunération légèrement supérieures à celle des autres financements.

4.3. Impôt sur les résultats

La charge d'impôt sur le périmètre consolidé par intégration globale s'élève à 302 millions d'euros et 28,0 % du résultat avant impôt, à comparer à 156 millions d'euros et 75,7 % en 2006.

L'évolution provient en premier lieu de l'assiette imposable : le résultat avant impôts des sociétés consolidées par intégration globale passe de 206 millions d'euros en 2006 à 1 080 millions d'euros en 2007. Le taux apparent d'imposition est fortement impacté en 2007, mais dans des proportions moindres qu'en 2006, par le caractère non déductible en droit fiscal français des pertes de valeur sur actifs et par la décision de ne pas reconnaître d'actifs différés d'impôts sur déficits lorsque les perspectives à court terme de rétablissement des résultats ne le permettent pas, notamment pour Faurecia. Les actifs nets d'impôts différés sur déficits sont en réduction, passant de 52 millions d'euros à fin décembre 2006 à 39 millions d'euros à fin décembre 2007.

4.4. Résultat net des sociétés mises en équivalence

Le résultat net des sociétés mises en équivalence est pour l'exercice 2007 un produit de 48 millions d'euros, à comparer à un produit de 20 millions d'euros en 2006 (13 millions plus 7 millions d'impact des normes ASBE sur les comptes de DPCA). Les sociétés mises en équivalence comprennent pour l'essentiel, d'une part, Dongfeng Peugeot Citroën Automobile (DPCA), d'autre part, les coopérations avec d'autres constructeurs automobiles lorsqu'elles font l'objet d'une structure juridique spécifique, ce qui est le cas pour les coopérations avec Fiat, Toyota et Renault.



Après prise en compte des retraitements et écritures de consolidation, la contribution de DPCA aux résultats du groupe est positive de 31 millions d'euros, à comparer à une contribution positive de 18 millions d'euros en 2006. DPCA a enregistré en 2007 une nouvelle hausse de ses ventes, à 207 300 facturations VN contre 201 300 en 2006. Le chiffre d'affaires de DPCA s'est ainsi établi à 18 392 millions de yuans, en baisse de - 0,6 % sur l'exercice précédent (au 31 décembre 2007, un euro représentait 10,41 yuans). Le résultat opérationnel courant de DPCA s'établit pour 2007 à 467 millions de yuans, soit 2,5 % du chiffre d'affaires, à comparer à un résultat opérationnel courant de 843 millions de yuans en 2006. Dans un contexte de plus en plus concurrentiel caractérisé par un nombre de lancements accru de nos concurrents, DPCA dont le cycle produit n'a pas permis le lancement en 2007 de nouveaux modèles est néanmoins parvenue à maintenir ses ventes. Après prise en compte des coûts de financement, de l'impact des variations de change sur la dette de DPCA et de la charge d'impôts, le résultat net social de DPCA est un profit de 706 millions de yuans, à comparer à un profit net de 535 millions de yuans en 2006.

La contribution de Toyota Peugeot Citroën Automobiles (TPCA) est pour 2007 positive de 14 millions d'euros (13 millions d'euros en 2006). L'usine de Kolin (République tchèque) qui assemble les Toyota Aygo, Citroën C1 et Peugeot 107, a produit 310 000 véhicules en 2007 (contre 300 000 en 2006).

La contribution de la Française de Mécanique est défavorable de 27 millions d'euros, contre 9 millions en 2006, les moyens relatifs au moteur V6 essence ayant fait l'objet d'un amortissement exceptionnel à hauteur de 25 millions d'euros pour la part de PSA en 2007.

La contribution de Sevel Italie, société en partenariat avec Fiat, redevient positive, de 9 millions d'euros après une contribution négative de 21 millions d'euros en 2006 en raison des coûts de démarrage du programme X2/50, correspondant pour Peugeot et Citroën aux véhicules Boxer et Jumper.

Financement du groupe

L'année 2007 montre un retournement du résultat opérationnel courant du groupe, qui se retrouve également dans les cash-flows d'exploitation des activités industrielles et commerciales. À 4 435 millions d'euros, ceux-ci se situent, en 2007, à un niveau nettement supérieur à celui atteint en 2006 (3 435 millions d'euros). Ils ont largement couvert les flux d'investissements (2 833 millions d'euros). Cette performance a été assurée par

un bon contrôle des besoins en fonds de roulement ainsi que par un niveau d'investissement maîtrisé en Europe, bénéficiant des efforts de productivité.

Au total, la position financière nette des activités industrielles et commerciales du groupe s'améliore fortement, passant de 116 millions d'euros à fin 2006 à 1 404 millions d'euros à fin 2007.

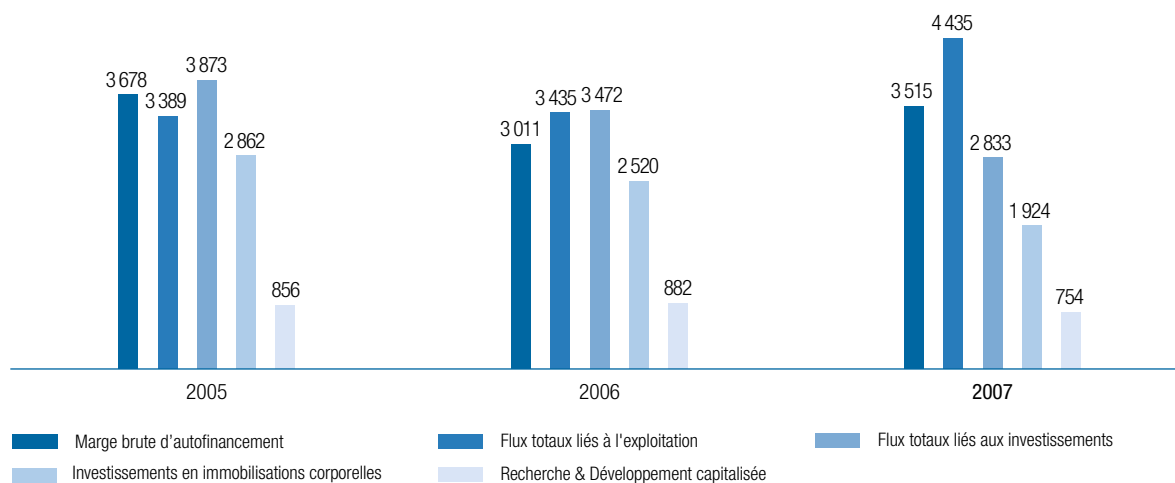
● 1. Flux de trésorerie

1.1. Flux d'exploitation

Les flux d'exploitation des activités industrielles et commerciales s'élèvent pour 2007 à 4 435 millions d'euros, à comparer à 3 435 millions d'euros pour l'exercice 2006.

Activités industrielles et commerciales – Marge brute d'autofinancement, Flux totaux liés aux investissements, Investissements en immobilisations corporelles et Recherche & Développement capitalisée

(en millions d'euros)



La marge brute d'autofinancement des activités industrielles et commerciales s'établit à 3 515 millions d'euros en 2007, contre 3 011 millions d'euros en 2006. Elle représente 6,0 % du chiffre d'affaires contre 5,4 % en 2006. L'évolution de la marge brute d'autofinancement reflète pour l'essentiel la hausse du résultat opérationnel courant des activités industrielles et commerciales, passée de 515 millions d'euros en 2006 à 1 144 millions d'euros en 2007.

Le besoin en fonds de roulement des activités industrielles et commerciales s'est réduit de 920 millions d'euros, après une réduction de 424 millions d'euros enregistrée en 2006.

La variation des stocks consolidés génère une augmentation des besoins en fonds de roulement de 116 millions d'euros, à comparer à une augmentation de 16 millions d'euros en 2006. Pour la division automobile, la variation de stocks consolidés correspond à une augmentation des besoins en fonds de roulement de 144 millions d'euros, à comparer à une réduction de 49 millions d'euros en 2006.

Sur la base d'un suivi en gestion de tous les véhicules Peugeot et Citroën (y compris véhicules produits en coopération mais hors Chine), l'évolution des stocks est favorable. Les stocks de voitures neuves passent de 287 000 véhicules au 31 décembre 2006 à 276 000 véhicules au 31 décembre 2007, avec toutefois une valeur unitaire des stocks de véhicules plus élevée.



Stocks de voitures neuves (Peugeot et Citroën)

<i>(véhicules montés, hors Chine, en unités)</i>	Constructeur	Réseau propre	Total
31 décembre 2005	250 000	55 000	305 000
30 juin 2006	254 000	61 000	315 000
31 décembre 2006	228 000	59 000	287 000
30 juin 2007	267 000	62 000	329 000
31 décembre 2007	215 000	60 000	276 000

Le crédit fournisseur qui, à fin 2006, était en hausse de 310 millions d'euros, s'est accru de 190 millions d'euros à fin 2007. Cette hausse résulte d'une augmentation du crédit fournisseur pour Faurecia (62 millions d'euros) et Gefco (28 millions d'euros) du fait de l'évolution de leur activité. Pour la division automobile, l'évolution du crédit fournisseur est de 145 millions d'euros. Sur le périmètre consolidé par intégration globale (c'est-à-dire hors les sociétés de coopération avec Toyota (TPCA) et Fiat (SevelNord et SevelSud) et hors DPCA, filiale du groupe en Chine), l'augmentation de l'activité apporte un effet favorable.

La variation des provisions courantes résulte principalement de la provision pour garantie résultant de l'amélioration des ventes et du mix produits, ainsi que de la constatation différée des baisses de coûts. Les reprises de provisions non courantes portent essentiellement sur les retraites et sont liées au plan de départ volontaire.

1.2. Flux d'investissements

Les flux liés aux investissements des activités industrielles et commerciales s'établissent en 2007 à 2 833 millions d'euros, à comparer à 3 472 millions d'euros en 2006.

Flux d'investissements

<i>(en millions d'euros)</i>	2007	2006	2005
Automobile	2 306	2 887	3 259
Gefco	55	53	50
Faurecia	464	501	595
Autres activités	8	31	(31)
Total	2 833	3 472	3 873

Les investissements corporels bruts des sociétés industrielles et commerciales sont en réduction significative, passant de 2 520 millions d'euros à 1 924 millions d'euros en 2007.

Investissements corporels bruts

<i>(en millions d'euros)</i>	2007	2006	2005
Automobile	1 576	2 150	2 370
Gefco	36	49	49
Faurecia	307	301	423
Autres activités	6	20	20
Total	1 924	2 520	2 862

Pour la division automobile, la réduction des investissements a été d'abord obtenue par une approche plus sélective et plus exigeante pour les investissements industriels couplée d'un effort de productivité.

Pour Faurecia, les investissements corporels s'élèvent en 2007 à 307 millions d'euros ; soit 2,4 % du chiffre d'affaires au même niveau qu'en 2006 (301 millions d'euros). Faurecia continue à privilégier les solutions les moins intensives en capital et à sélectionner de manière rigoureuse ses investissements.

Les cessions d'immobilisations corporelles des sociétés industrielles et commerciales ont atteint 148 millions d'euros en 2007, à comparer à 155 millions d'euros en 2006. Pour 2007, elles concernent principalement la cession du site de Ryton (Royaume-Uni) pour 85 millions d'euros.

Les investissements en immobilisations incorporelles s'élèvent pour 2007 à 789 millions d'euros, contre 937 millions d'euros en 2006. Ces investissements représentent pour 754 millions d'euros en 2007 (882 millions d'euros en 2006) les dépenses de développement de nouveaux produits capitalisées en application de la norme IAS 38 (cf. 3.5. Recherche et développement du rapport d'activité). Les autres investissements incorporels concernent principalement des logiciels informatiques.

Dépenses de développement capitalisées

(en millions d'euros)	2007	2006	2005
Division automobile	595	674	640
Faurecia	159	208	216
Total	754	882	856

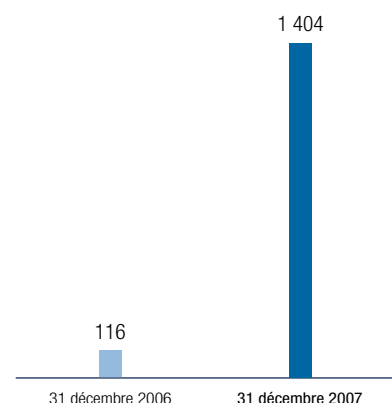
● 2. Situation financière du groupe

2.1. Capitaux propres

Les capitaux propres du groupe à fin 2007 sont à un niveau supérieur à celui atteint à fin 2006, compte tenu principalement du résultat de l'exercice et des dividendes versés au cours de l'exercice. Ils s'élèvent à fin 2007 à 14 555 millions d'euros, à comparer à 14 106 millions d'euros à fin 2006. Ce montant 2006 intègre un retraitement à la hausse de 44 millions d'euros, consécutif à l'application par Dongfeng Peugeot Citroën Automobile (DPCA) des nouvelles normes comptables ASBE à compter de 2007.

Par action, ils s'élèvent à 63,79 euros, à comparer à 61,85 euros à fin 2006. Les capitaux propres par action représentent à fin 2007 123 % du cours de l'action Peugeot S.A. à cette même date (51,85 euros).

2.2. Position financière nette



La position financière nette des activités industrielles et commerciales, dont le calcul est détaillé en note 38 aux états financiers consolidés, intègre la trésorerie, les actifs financiers courants et les autres actifs financiers non courants qui sont composés pour l'essentiel de titres de placement ainsi que les passifs financiers courants et non courants.

Au 31 décembre 2007, la position financière nette est positive de 1 404 millions d'euros, à comparer à une position financière nette positive de 116 millions d'euros à fin 2006. Cette évolution résulte pour l'essentiel :

- d'un accroissement de la marge brute d'autofinancement (+504 millions d'euros à 3 515 millions d'euros) ;
- d'une productivité et d'un contrôle accru des investissements et des frais de développement capitalisés (2 833 millions d'euros contre 3 472 en 2006). Les dépenses brutes d'investissement et de recherche et développement de la seule Division automobile représentent 7,4 % du chiffre d'affaires en 2007, contre 9,2 % en 2006 ;
- d'une diminution de 920 millions d'euros du besoin de fonds de roulement (contre une diminution de 424 millions d'euros en 2006) ;
- des dividendes versés par Banque PSA Finance à Peugeot S.A., soit 157 millions d'euros ;
- des dividendes (309 millions d'euros) versés par Peugeot S.A. à ses actionnaires ainsi que des rachats d'actions (23 millions d'euros, nets des exercices d'options) effectués en adossement du programme d'attribution d'options d'achat d'actions Peugeot S.A. décidé en 2007.



Rentabilité des capitaux employés

● 1. Définition et méthodes

Le taux de rentabilité des capitaux employés est la mesure d'efficacité économique retenue par le groupe. Les capitaux employés correspondent aux moyens que l'entreprise met en œuvre pour son activité opérationnelle. Ils correspondent :

- à l'ensemble des actifs non financiers, nets des passifs non financiers, des activités industrielles et commerciales ;
- à l'actif net de Banque PSA Finance.

Le résultat économique considéré est constitué du résultat net consolidé avant prise en compte :

- des charges de financement ;
- des produits sur prêts et placements de trésorerie ;
- des plus ou moins values nettes de titres de placement ;
- l'impôt correspondant à ces postes, estimé sur la base du taux effectif d'imposition du groupe.

● 2. Capitaux employés

Les capitaux employés à fin 2007 s'élèvent à 13 159 millions d'euros, en baisse par rapport à fin 2006 (14 131 millions d'euros), la réduction des besoins en fonds de roulement ayant équilibré la légère hausse des immobilisations. Le montant à fin 2006 tient compte du retraitement de 44 millions d'euros des comptes de DPCA (cf. § sur les capitaux propres).

Capitaux employés

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Automobile	7 504	8 098	7 894
Banque PSA Finance	2 894	2 652	2 419
Gefco	359	370	442
Faurecia	2 813	3 125	3 443
Autres activités et éliminations	(411)	(114)	(35)
Total PSA PEUGEOT CITROËN	13 159	14 131	14 163

● 3. Rentabilité des capitaux employés

La rentabilité après impôt des capitaux employés s'est fortement améliorée au cours de l'exercice, pour s'établir à 6,7 % après 0,8 % en 2006. Cette évolution s'explique par la nette amélioration du résultat économique de l'exercice, alors que les capitaux employés sont en diminution de 6,9 % par rapport à fin décembre 2006.

Gestion des risques financiers

● 1. Risques des activités industrielles et commerciales

Le groupe PSA PEUGEOT CITROËN est exposé dans ses activités industrielles et commerciales, et essentiellement dans son activité automobile, aux risques financiers pouvant résulter de la variation des cours de change de certaines monnaies. Ces risques ont été limités depuis le début 1999 par la mise en œuvre de l'euro, de sorte que les risques concernent désormais principalement la livre sterling et, dans une moindre mesure, les monnaies des pays d'Europe centrale, les monnaies des pays d'Amérique latine, la livre turque et le yen.

1.1. Risque de change

La gestion du risque de change de l'activité automobile est basée sur un principe de facturation des entités de production du groupe aux entités de commercialisation dans la monnaie locale de ces dernières, sauf dans les cas exceptionnels où la réglementation locale ne le permet pas, auquel cas la facturation a lieu en euros ou en US dollars. Ces facturations inter-sociétés font l'objet, de manière systématique, d'une couverture de change à terme via la filiale spécialisée du groupe basée à Genève, PSA International, ou sous son contrôle.

Le groupe n'effectue pas d'opération de couverture de change ferme sur ses ventes futures ; le résultat opérationnel courant de l'activité automobile est donc sujet dans le futur à des variations en fonction de l'évolution des taux de change. Cependant, afin de limiter les écarts négatifs qui peuvent résulter de variations de certaines monnaies, la division automobile a acquis des options de vente de livres sterling qui assurent un taux minimum de change pour ses ventes de véhicules au Royaume-Uni. À fin 2007, les options de vente de livres sterling portent sur un montant de 70 millions de livres sterling, couvrant les ventes du début de l'année 2008 au Royaume-Uni. Les achats d'options de vente de livres sterling pourront se poursuivre au début de 2008 en fonction des opportunités de marché pour correspondre à l'ensemble des ventes prévues pour l'année 2008. La division automobile a également acheté des options d'achat de yens qui assurent un taux maximum de change à ses achats de voitures en 2008 et 2009 dans le cadre de sa coopération avec Mitsubishi. Ces options d'achats portent sur un total de 68,3 milliards de yens et leur prix d'exercice moyen est de 135 yens pour un euro.

Sur la base des chiffres de 2007, le groupe estime qu'une variation de 1 % de l'euro contre toutes monnaies a un impact de l'ordre de 88 millions d'euros sur le résultat opérationnel courant consolidé de la Division automobile. En particulier, une variation de 1 % de la livre sterling contre euro a un impact de l'ordre de 35 millions

d'euros sur le résultat opérationnel courant. L'estimation de ces impacts ne prend pas en compte l'effet potentiel de l'exercice des options de change acquises par le groupe.

1.2. Risque de taux d'intérêt

Le groupe n'est pas exposé de manière significative dans ses activités industrielles et commerciales aux variations de taux d'intérêt.

Les créances et dettes commerciales sont à court terme et leur valeur n'est pas affectée par le niveau des taux d'intérêt.

Les actifs financiers courant et la trésorerie sont soit investis sur des titres porteurs d'intérêts à court terme ou swapés sur des taux à court terme, soit investis sur des OPCVM monétaires dont les rendements font l'objet d'une garantie bancaire.

L'endettement à long terme pour l'essentiel est contracté soit sur la base de taux révisables soit, pour la partie contractée à taux fixe, celle-ci est transformée en taux révisables.

1.3. Risque de contreparties

Le groupe accorde une attention particulière à la sécurité des paiements des biens et services qu'il délivre à ses clients. Les relations avec les concessionnaires des marques Peugeot et Citroën sont gérées dans le cadre de l'organisation de financement des ventes décrite ci-dessous. Les paiements des autres clients du groupe font l'objet de mécanismes de sécurisation avec des contreparties de premier plan validées en comité de trésorerie. Par ailleurs, les règlements intragroupe font l'objet de manière appropriée de couverture du risque politique chaque fois que nécessaire.

Les autres risques de contreparties portent sur les placements de trésorerie et les opérations de produits dérivés de change ou de taux. Pour ces deux types d'opérations, ces risques sont encadrés dans un dispositif de limites par types d'instruments et selon la qualité de la contrepartie, en ne retenant que des partenaires financiers de premier plan. Les opérations de produits dérivés sont négociées dans des accords cadres ISDA ou FBF et font, pour les contreparties les plus actives l'objet de procédures d'appels de marge ajustés toutes les semaines.

Les placements de trésorerie sont soit engagés directement sur des titres de créances de contreparties validées, soit dans des OPCVM accompagnés d'une garantie bancaire en capital et performance.

Les placements en titres de créances négociables portent essentiellement sur des titres émis par des établissements financiers, et dans une moindre mesure par des entreprises non financières.

1.4. Coût des matières premières

Les coûts de production de la division automobile et de Faurecia sont exposés aux variations de prix de certaines matières premières, soit par leurs achats directs, soit indirectement par l'impact de ces variations sur les coûts de leurs fournisseurs. Ces matières premières sont soit des produits industriels dont les coûts ou leurs variations sont négociés de gré à gré entre acheteurs et vendeurs, tels que l'acier ou les matières plastiques, soit des

produits cotés directement sur des marchés organisés, tels que l'aluminium, le cuivre, le plomb ou les métaux précieux entrant dans la fabrication des catalyseurs incorporés dans les systèmes d'échappement, auquel cas les prix de transaction sont fixés par référence directe aux cours cotés sur ces marchés. Les matières premières dont l'impact sur les coûts de production est le plus important sont, par ordre décroissant : l'acier, l'aluminium et autres non ferreux, les matières plastiques et les métaux précieux.

Au 31 décembre 2007, le groupe n'utilise pas d'instruments financiers pour gérer son exposition à terme aux variations de prix de ces matières premières.

● 2. Risques de l'activité de financement

Banque PSA Finance a pour principales activités d'une part de financer les stocks de véhicules neufs et de pièces de rechange des réseaux de distribution et d'autre part d'offrir à la clientèle finale une gamme complète de financements sous forme de crédit ou de location avec ou sans option d'achat, et de services associés.

Banque PSA Finance est ainsi exposée à des risques relatifs à la solvabilité de ses débiteurs. Les risques sur les réseaux de distribution, qui sont répartis sur un grand nombre de contreparties, sont gérés en interne par des comités de crédit dans chaque pays et un comité central de crédit, qui agissent dans le cadre de limites définies et contrôlées. Les risques sur la clientèle finale, qui sont répartis sur un nombre plus grand encore de contreparties, sont gérés par des procédures de score, les risques sur les clients d'importance unitaire significative étant gérés suivant des procédures analogues à celles décrites ci-dessus pour la gestion des risques sur les réseaux de distribution.

Les risques font systématiquement l'objet de provisions, qui sont constituées pour l'activité clientèle finale dès l'apparition d'un impayé, en fonction des données historiques de risques de pertes et de recouvrement. Pour l'activité de financement des réseaux de distribution, les risques individuels significatifs font l'objet, lorsqu'ils sont avérés, de provisions spécifiques.

2.1. Risque de taux d'intérêt

La politique de Banque PSA Finance vise à neutraliser l'effet des variations de taux d'intérêt et de fluctuation des cours de change sur le résultat opérationnel courant de son activité par l'utilisation d'instruments financiers appropriés permettant d'assurer la convergence effective des structures de taux d'intérêt et de devises des actifs et des passifs.

La mise en œuvre de cette politique est suivie par le comité de refinancement de Banque PSA Finance et animée par la trésorerie centrale du groupe.

En ce qui concerne l'actif, les nouveaux crédits à la clientèle finale font l'objet, dès leur accord, d'un swap de taux d'intérêt opéré sur le marché financier de manière à ramener leur rémunération sur une base de taux variable à trois mois ; dans la pratique ces swaps sont effectués à la fin de chaque période décadaire sur les crédits accordés au cours de la période de dix jours précédente, les crédits étant regroupés par échéance homogène. Des limites de risques accompagnent la stratégie de couverture : une limite de 3 % d'encours non couverts est permise.

Les crédits aux réseaux de distribution sont accordés par référence à des taux de court terme.

La réserve de liquidité est elle-même investie sur des titres de créances négociables à court terme ou sur des OPCVM à court terme.

Ainsi, l'actif de la banque constitue un ensemble rémunéré sur la base de taux à court terme.

En ce qui concerne le passif, tout nouvel emprunt sensible au risque de taux est également couvert par la mise en place de dérivés adaptés. Ainsi les ressources financières de Banque PSA Finance sont elles aussi indexées sur une structure de taux à court terme.

Pour les activités de Banque PSA Finance dans les pays émergents, où les marchés de swaps sont peu liquides, les actifs sont conservés à taux fixe et les financements sont également à taux fixe, sur des durées correspondant aux échéances de l'actif.

L'ensemble de cette gestion permet ainsi de neutraliser le risque de change et de taux d'intérêt du bilan de la banque.

Par ailleurs, afin de limiter le coût de refinancement pour les nouveaux encours de crédit à la clientèle finale, Banque PSA Finance a acheté de manière ponctuelle des swaptions (options de swap de taux d'intérêt) destinés à couvrir sa production future.

Les maturités des swaps sous-jacents (de un à cinq ans) correspondent aux maturités des encours prévisionnels à produire sur ces mêmes périodes. L'encours de swaptions au 31 décembre 2007 représente un notionnel de 2 522 millions d'euros.

2.2. Risque de contreparties

Les opérations effectuées sur les marchés financiers pour la gestion des risques de change et de taux d'intérêt du groupe, la gestion de ses flux de paiement et la gestion de sa trésorerie

● 3. Risques de liquidité

3.1. Activités industrielles et commerciales

Pour les activités industrielles et commerciales, la stratégie de financement du groupe est basée sur l'obtention régulière de flux de trésorerie d'exploitation capables de couvrir les investissements, industriels ou en frais de recherche et développement, de ces activités.

Elle vise à disposer, au-delà d'une position financière nette positive, de réserves de trésorerie pour faire face à toutes éventualités. En conséquence, le groupe se porte emprunteur de fonds à long terme lorsqu'il dispose de conditions favorables sur le plan financier pour le faire, soit auprès d'établissements financiers nationaux ou supranationaux dédiant leurs financements à des investissements dont les caractéristiques correspondent à ceux du groupe, soit auprès des marchés financiers.

Compte tenu de la mise en œuvre de cette stratégie, la trésorerie des activités industrielles et commerciales, nette des banques créditrices, s'élève à fin 2007 à 4 466 millions d'euros, en croissance par rapport à fin 2006 (3 488 millions d'euros).

Peugeot S.A. dispose par ailleurs, afin de compléter ces réserves de trésorerie, de lignes de crédit confirmées non tirées disponibles pour elle-même et GIE PSA Trésorerie et régulièrement renouvelées, qui s'élèvent à fin 2007 à 2 400 millions d'euros, à échéance mars 2011. Faurecia dispose de son côté de lignes de crédit confirmées, à hauteur de 1 600 millions d'euros, à échéance novembre 2009, et qui sont tirées à hauteur de 800 millions d'euros à fin 2007.

l'exposent à des risques de contrepartie. Banque PSA Finance minimise ces risques par des procédures de contrôle interne limitant le choix des contreparties à des banques et établissements financiers de premier plan et le montant maximum autorisé pour chaque contrepartie assure ainsi une large diversification des risques.

Les placements sont réalisés soit sous forme de titres de créances négociables émis par des banques de premier plan, soit dans des OPCVM assortis de garanties bancaires couvrant le capital et les performances.

Chaque contrepartie financière fait l'objet d'une analyse financière et d'une notation interne permettant de fixer les plafonds de limites acceptables en montant et durée, le respect de ces limites étant vérifié quotidiennement.

3.2. Banque PSA Finance

Comme pour les activités industrielles, la stratégie de financement de Banque PSA Finance vise à mettre en place les moyens permettant d'assurer la pérennité de l'activité opérationnelle de la banque face à toute éventualité, en particulier sur les marchés financiers. Ces moyens sont en premier lieu des réserves de liquidités, qui excèdent en permanence 2 250 millions d'euros et se sont établies à fin 2007 à 3 154 millions d'euros ; ces réserves couvrent le risque de liquidité court terme de la banque. Ils consistent ensuite en une adéquation entre les échéances des ressources de financement tirées et celles des actifs de crédit de la clientèle finale ; cette adéquation permet d'assurer qu'à tout instant et pour chaque échéance future, la banque dispose de ressources supérieures aux actifs acquis et couvre ainsi le risque de liquidité à terme. Enfin, Banque PSA Finance dispose de lignes de crédit syndiquées confirmées non tirées pour un montant total au 31 décembre 2007 de 6 000 millions d'euros, réparti en trois échéances de 2 000 millions d'euros de maturités respectives juillet 2010, juillet 2012 et juillet 2014, et des lignes de crédit bilatérales, dont 677 millions d'euros n'étaient pas tirés au 31 décembre 2007.

La stratégie de financement de la banque repose également sur la diversification la plus large de ses sources de financement (marchés interbancaires, papier commercial, certificats de dépôt, marché obligataire, medium term notes) et des types d'investisseurs avec lesquels ces opérations sont effectuées. Dans ce cadre et à cette fin de diversification, la banque a développé depuis le début 2001 sa présence sur le marché de la titrisation



en Europe, qui présente une liquidité large et des conditions de financement compétitives par rapport à celles des autres sources de financement.

Le financement de la banque repose enfin sur des fonds propres qui sont maintenus à un niveau élevé, à 2 900 millions d'euros, contre 2 657 millions d'euros à fin 2006. Le ratio de solvabilité européen de la banque s'établit à 10,36 % à fin 2007, contre 9,62 % au 31 décembre 2006.

3.3 Covenants financiers

Afin d'assurer la sécurité de l'ensemble des financements (tirés ou non tirés) de Banque PSA Finance, de PSA PEUGEOT CITROËN et de Faurecia, la politique du groupe est de limiter strictement dans les contrats de financement les clauses qui permettent aux prêteurs d'exiger une modification de l'échéancier contractuel des remboursements ou une modification des conditions financières du contrat. Sont exclues notamment les clauses liées aux changements de notation (*rating triggers*) ou les clauses liées à des changements de conditions économiques (*material adverse change*), sauf, dans ce dernier cas, pour les contrats avec certains prêteurs supranationaux qui exigent ce type de protection du fait de leur statut.

Aucun des financements consentis à Peugeot S.A. ou au GIE PSA Trésorerie ne comporte de covenants financiers.

La ligne de crédit confirmée de Faurecia comporte une clause de remboursement anticipé qui requiert d'une part le respect d'un ratio maximum de 3,5 entre l'endettement net ajusté et l'EBITDA, et d'autre part, le respect d'un ratio minimum de 4,5 entre l'EBITDA et les intérêts nets. À fin 2007, ces deux ratios s'établissent respectivement à 2,77 et 5,90. Le non-respect par Faurecia des valeurs maximales/minimales de ces ratios financiers à une date de référence donnée, ouvre la possibilité à chaque prêteur de demander individuellement, et pour sa propre

quote-part seulement, l'accélération du remboursement des tirages en cours et la résiliation de sa participation au contrat qui poursuit ses effets avec les autres prêteurs.

Les lignes de crédit confirmées de Banque PSA Finance ne comportent aucun covenant financier autre que le respect de la réglementation bancaire.

De manière à assurer l'indépendance du financement de Banque PSA Finance et de Faurecia, les contrats de financement des sociétés de chacune de ces divisions ne comportent aucune clause de défaut croisé avec les autres entités du groupe PSA PEUGEOT CITROËN.

3.4 Notation

Peugeot S.A. et Banque PSA Finance font l'objet, pour les programmes de dettes à court et long terme qu'elles émettent sur les marchés financiers ou qui sont émis par leurs filiales avec leurs garanties, de notations sollicitées de la part de Standard & Poor's et de Moody's Investor Service.

Le 8 février 2007, Standard & Poor's a affirmé les notes BBB+ pour les dettes à long terme et A-2 pour les dettes à court terme et modifié de stable à négative la perspective de Peugeot S.A.

Le même jour, Standard & Poor's a affirmé les notes A- pour les dettes à long terme et A-2 pour les dettes à court terme de Banque PSA Finance et modifié de stable à négative la perspective.

Le 9 janvier 2007, Moody's Investor Services a abaissé à Baa1 la notation à long terme de Peugeot S.A., avec une perspective négative et affirmé la notation P-2 sur la dette court terme.

Le 11 mai 2007, Moody's Investor Services a abaissé les notes de Banque PSA Finance de A2/P-1/C+ avec perspective négative à A3/P-2/C avec une perspective stable.

● 4. Engagements de retraites et d'indemnités de fin de carrière

Les salariés du groupe PSA PEUGEOT CITROËN bénéficient dans certains pays de prestations de retraite complémentaire qui sont versées annuellement aux retraités, ou d'indemnités de fin de carrière qui sont versées en une fois au moment du départ en retraite.

Les systèmes de retraite complémentaire sont soit de type prestations définies, auquel cas le salarié bénéficie de la part du groupe d'un complément de retraite fixé en fonction de paramè-

tres tels que la durée de sa carrière, le montant de ses rémunérations, le montant des retraites versées par les organismes de Sécurité Sociale, soit de type cotisations définies, auquel cas le groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de ses cotisations.

Les principaux pays où le groupe est engagé sur des systèmes à prestations définies sont la France et le Royaume-Uni et, dans une moindre mesure, l'Allemagne.

En France, suite à la restructuration en 2002 et 2003 des régimes à prestations définies qui existaient auparavant, ne demeurent que des régimes à prestations définies fermés et dont les ayants droit sont essentiellement des retraités ; l'acquisition de nouveaux droits dans ces régimes est donc très limitée.

Par ailleurs, les conventions collectives accordent en France aux salariés le bénéfice d'indemnités de fin de carrière en fonction de la durée de celle-ci au sein de l'entreprise, avec un maximum de six mois de salaire.

Le montant des engagements du groupe en France est ainsi à fin 2007 de 905 millions d'euros au titre des engagements de retraite et 717 millions d'euros au titre des indemnités de fin de carrière, soit un total de 1 622 millions d'euros.

Au Royaume-Uni, les salariés du groupe bénéficient d'un régime de retraite à prestations définies. Toutefois, ce régime a été fermé aux nouveaux entrants à partir de mai 2002 et remplacé par un régime à cotisations définies. Les engagements du groupe s'élevaient fin 2007 à 1 688 millions d'euros.

En Allemagne, les salariés du groupe bénéficient de régimes à prestations définies. Les engagements du groupe à fin 2007 s'élevaient à 254 millions d'euros.

À fin 2007, les engagements totaux du groupe s'élevaient à 3 768 millions d'euros, à comparer à 4 232 millions d'euros à fin 2006. Les engagements se sont réduits de 464 millions d'euros. Les nouveaux droits acquis par les salariés et l'effet d'actualisation des droits précédemment acquis correspondent à une augmentation de 277 millions d'euros de ces engagements. En sens inverse, ceux-ci se sont réduits de 351 millions d'euros au titre des prestations servies au cours de l'exercice et de 161 millions d'euros au titre des écarts actuariels. Ces derniers recouvrent l'effet favorable de l'augmentation des taux d'actualisation en

zone euro (5,25 % au lieu de 4,50 %) et au Royaume-Uni (5,75 % au lieu de 5,10 %) pour 313 millions d'euros et un effet défavorable de 241 millions d'euros lié à la révision des tables de mortalité au Royaume-Uni, ainsi que l'effet du changement de réglementation sociale en France sur les indemnités de départ qui se traduit par une augmentation de 71 millions d'euros des engagements. Enfin les variations de change entraînent une diminution de 163 millions de la valorisation en euros des engagements.

Afin de couvrir ces engagements, le groupe a versé à des institutions financières externes, sous des formes juridiques dépendant du pays d'application, des fonds destinés au paiement futur des charges correspondantes. Des provisions sont constituées dans le bilan du groupe afin de compléter les fonds externalisés.

Les fonds servant à la couverture des engagements sont passés de 3 212 millions d'euros à fin 2006 à 3 023 millions d'euros à fin 2007, du fait de l'impact du rendement attendu des fonds (190 millions d'euros), des montants versés par le groupe (104 millions d'euros), des retraits effectués pour régler les prestations (302 millions d'euros) et d'un impact négatif des variations de change sur la valeur en euros des fonds (- 134 millions d'euros).

À fin 2007, les provisions inscrites au bilan s'élevaient à 885 millions d'euros contre 1 063 millions d'euros à fin 2006.

Pour les régimes à prestations définies en France, aucune obligation d'abonder les fonds ne pèse sur le groupe, hormis celle d'assurer les prestations aux bénéficiaires au fur et à mesure de leurs échéances. Hors France, les principaux versements sont effectués au Royaume-Uni où la réglementation, sur la base des engagements actuariels, de la valeur des fonds et des obligations de couverture minimum, a conduit le groupe à effectuer un versement de 66 millions d'euros en 2007. Pour 2008 la négociation triennale de révision du niveau de cotisation est engagée.



Perspectives commerciales pour 2008

En Europe occidentale, dans un contexte difficile qui devrait être marqué par une stagnation du marché automobile, le groupe continuera de bénéficier du succès commercial de la Peugeot 207, du Citroën C4 Picasso ainsi que de la montée en puissance de la Peugeot 308 et des autres modèles lancés en 2007.

Sur le plan du produit, l'exercice 2008 sera marqué par une nouvelle étape dans le rajeunissement des gammes avec le lancement de la nouvelle Citroën C5, l'élargissement de la gamme 308, le lancement des petits utilitaires Citroën Nemo, Peugeot Bipper et des nouveaux Citroën Berlingo, Peugeot Partner.

Hors d'Europe occidentale, dans un contexte de marché qui devrait rester dynamique, le groupe poursuivra, dans le cadre de CAP 2010, son offensive internationale en Chine, au Mercosur et en Russie.

Les ventes de véhicules et ensembles d'éléments détachés pourraient en 2008 être comprises entre 3 550 000 et 3 650 000, soit une croissance autour de 5 %. Cette croissance devrait être plus forte au second semestre qu'au premier, compte tenu du programme de lancement des nouveaux véhicules.

Événements postérieurs à la clôture

Il n'est survenu, depuis le 31 décembre 2007, aucun événement susceptible d'influer de manière significative sur les décisions économiques prises sur la base des états financiers.

Chiffres clefs de la société mère Peugeot S.A.

Le Chiffre d'affaires 2007 de la société PEUGEOT S.A. ressort à 93,6 millions d'euros. Le résultat avant impôts ressort à 457,8 millions d'euros. Le résultat net social de Peugeot S.A. s'élève à 525,6 millions d'euros en 2007.

Au 31 décembre 2007, les capitaux propres ressortent 7 620,7 millions d'euros.

La trésorerie de fin d'exercice ressort à 2 726,8 millions d'euros, intégrant une variation positive de 555,4 millions sur 2007.

Investissement socialement responsable

1. Indicateurs sociaux

Déployée au plan international, la politique sociale de PSA PEUGEOT CITROËN fait l'objet d'un suivi régulier. Les informations renseignées chaque année par l'ensemble des filiales du groupe dans le monde, à travers un outil de reporting social performant, permettent de répondre aux exigences de la loi NRE et du *Global Reporting Initiative*.

Les indicateurs sociaux exposés ci-dessous correspondent à l'application du décret n°2002-221 du 20 février 2002. Ils ont été établis sur le périmètre des sociétés consolidées par intégration globale du groupe PSA PEUGEOT CITROËN, hors Faurecia –

division équipement automobile du groupe – à l'exception des tableaux relatifs à l'emploi – effectifs et recrutements.

Faurecia, société cotée dont Peugeot S.A. détient 71 % du capital et qui dispose, compte tenu de son activité, d'une complète autonomie de gestion, établit et publie dans son propre rapport annuel les indicateurs relevant de son activité.

Par ailleurs, les effectifs de la société holding Peugeot S.A. sont intégrés à ceux de la division automobile.

La gestion prévisionnelle des emplois et des compétences

Effectifs

Évolution des effectifs inscrits CDI et CDD du groupe sur six ans par division

(périmètre monde, situation au 31 décembre de l'année)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Automobile ⁽¹⁾	130 640	133 880	135 180	139 480	140 050	140 000	134 345
Banque PSA Finance	2 140	2 160	2 150	2 360	2 370	2 365	2 330
Gefco	7 680	8 050	8 360	8 840	9 370	9 900	9 980
Faurecia	49 690	52 230	51 860	54 430	54 960	57 810	59 765
Autres activités ⁽²⁾	2 300	2 280	2 360	2 140	1 750	1 675	1 430
Total	192 450	198 600	199 910	207 250	208 500	211 750	207 850

(1) Activité automobile et Peugeot S.A.

(2) SCEMM, PMTC France, PMTC Allemagne, PMTC Italie.

Les effectifs des joint-ventures avec Dongfeng (DPCA), Toyota (TCPA), Fiat (SevelNord et SevelSud) ou Renault (Française de Mécanique) ne sont pas consolidés dans le périmètre du groupe.

Évolution des effectifs inscrits CDI et CDD du groupe sur six ans : France, Europe (hors France), reste du monde

(périmètre monde, situation au 31 décembre de l'année)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
France	123 680	123 670	124 710	127 955	126 055	121 940	113 710
Europe hors France	58 480	63 990	63 520	64 685	64 195	68 435	68 540
Reste du monde	10 290	10 940	11 680	14 610	18 250	21 375	25 600
Total monde	192 450	198 600	199 910	207 250	208 500	211 750	207 850

Le renforcement de la présence du groupe dans le monde se traduit par une internationalisation croissante des effectifs, plus de 45 % des effectifs travaillent aujourd'hui hors de France.

Entre 2001 et 2007, les effectifs à l'international ont progressé de près de 37 %.



Évolution des effectifs inscrits CDI et CDD du groupe par continent

(périmètre monde, situation au 31 décembre de l'année)

	2001	2007	Variation 2001/2007
Europe			
- France	123 680	113 710	- 8,1 %
- Europe occidentale (hors France)	54 340	52 050	- 4,2 %
- Europe centrale et orientale	4 140	16 490	298,3 %
Afrique	800	1 715	114,4 %
Amérique du Sud	5 040	12 355	145,1 %
Amérique du Nord et centrale	4 240	8 325	96,3 %
Asie	210	3 205	1 426,2 %
Total	192 450	207 850	8,0 %

Effectifs inscrits CDI et CDD du groupe par zone géographique et division

(périmètre monde, situation au 31 décembre 2007)

	France	Europe hors France	Reste du monde	Total
Automobile ⁽¹⁾	89 525	35 005	9 815	134 345
Banque PSA Finance	835	1 405	90	2 330
Gefco	5 200	3 960	820	9 980
Faurecia	16 765	28 125	14 875	59 765
Autres activités ⁽²⁾	1 385	45	0	1 430
Total	113 710	68 540	25 600	207 850

(1) Activité automobile et Peugeot S.A.

(2) SCEMM, PMTC France, PMTC Allemagne, PMTC Italie.

Répartition des effectifs CDI et CDD du groupe par catégorie socioprofessionnelle : France, Europe (hors France), reste du monde

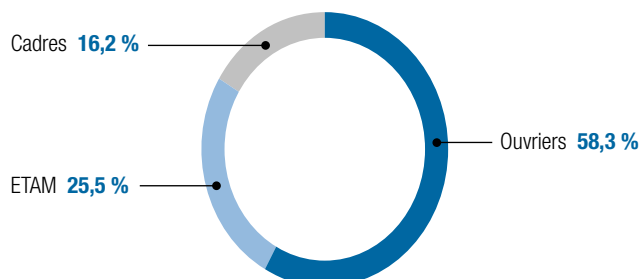
(périmètre monde, situation au 31 décembre 2007)

	France			Europe hors France			Reste du monde			Total		
	Ouvriers	ETAM	Cadres	Ouvriers	ETAM	Cadres	Ouvriers	ETAM	Cadres	Ouvriers	ETAM	Cadres
Automobile	51 230	21 590	16 705	20 415	10 885	3 705	6 300	2 440	1 075	77 945	34 915	21 485
Banque PSA Finance	0	500	335	0	1 150	255	0	60	30	0	1 710	620
Gefco	1 905	2 475	820	1 135	2 560	265	380	405	35	3 420	5 440	1 120
Faurecia	9 775	3 295	3 695	19 365	5 175	3 585	9 990	1 965	2 920	39 130	10 435	10 200
Autres activités	785	385	215	0	35	10	0	0	0	785	420	225
Total	63 695	28 245	21 770	40 915	19 805	7 820	16 670	4 870	4 060	121 280	52 920	33 650

Sont considérés dans la catégorie « cadres », les ingénieurs et managers ayant une évaluation de poste équivalente aux cadres en France.

Répartition des effectifs CDI et CDD du groupe par catégorie socioprofessionnelle en %

(périmètre monde, situation au 31 décembre 2007)



● 2. Préserver l'environnement et les ressources naturelles

PSA PEUGEOT CITROËN met en œuvre une politique environnementale ambitieuse. Fondée sur les principes du développement durable, cette politique vise non seulement à intégrer harmonieusement les véhicules à l'environnement, mais s'inscrit également dans la stratégie industrielle du groupe. Celui-ci a en effet pour objectif de limiter les impacts environnementaux de son activité et de préserver la qualité de vie du voisinage de ses sites.

Les voitures et l'environnement

Un leadership en matière de véhicules sobres et peu émetteurs de CO₂

Suite aux résultats obtenus en matière de dépollution, PSA PEUGEOT CITROËN s'est fixé comme objectif prioritaire la réduction des émissions de CO₂ pour les véhicules de ses deux marques, Peugeot et Citroën.

Les efforts du groupe dans ce domaine se traduisent par des résultats significatifs. Pour la deuxième année consécutive, PSA PEUGEOT CITROËN a vendu en 2007 un million de véhicules émettant moins de 140 g de CO₂/km en Europe, dont 750 000 émettent moins de 130 g de CO₂/km et 500 000 moins de 120 g de CO₂/km. Il se positionne ainsi comme leader européen en matière de véhicules respectueux de l'environnement. De plus, en 2007, le groupe a une nouvelle fois dominé le classement de l'ADEME pour la maîtrise des émissions de CO₂ sur le marché français, avec une moyenne de 140 g de CO₂/km.

PSA PEUGEOT CITROËN s'est engagé dans la lutte pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre, par la mise au point de nouvelles technologies permettant de réduire la consommation et les rejets de ses véhicules.

Il se consacre à l'amélioration des moteurs thermiques et promeut activement l'utilisation de sources d'énergies alternatives telles que les biocarburants ou le gaz naturel. La stratégie du groupe accorde une place essentielle à l'exploration des solutions technologiques d'avenir, à l'image des technologies hybrides ou de la pile à combustible fonctionnant à l'hydrogène. Pour réduire significativement les émissions globales de CO₂ – condition d'un réel impact sur l'environnement – le groupe favorise les technologies applicables sur des voitures de grande diffusion. Soucieux d'élargir la réflexion au-delà de son seul périmètre de responsabilité, le groupe s'investit également dans des projets de mécénat écologique et scientifique de grande envergure. En témoigne notamment le Puits de Carbone Peugeot créé en partenariat avec l'ONF au Brésil. Parallèlement à cette stratégie, le groupe s'engage à concevoir des véhicules hautement recyclables.

Des solutions efficaces pour réduire les consommations et les émissions pour tous

Le groupe a développé des nouvelles technologies pour les moteurs essence, dont témoignent les moteurs de cylindrée moyenne produits en coopération avec le groupe BMW. Il consolide son leadership sur le diesel qui, à performance égale, consomme significativement moins que l'essence.

Les moteurs diesels HDi (injection directe diesel *common rail*), lancés par PSA PEUGEOT CITROËN, permettent de diminuer les émissions de CO₂ de 20 % par rapport aux moteurs diesel de génération précédente et de 30 % par rapport à un véhicule à essence. Ces moteurs, au-delà de leurs avantages environnementaux, offrent un agrément de conduite remarquable et figurent parmi les plus plébiscités en Europe. Ainsi entre 1998 et 2007, le taux de diésélisation du marché européen des voitures particulières a quasiment doublé pour représenter près de 60 % aujourd'hui.



En 2007, PSA PEUGEOT CITROËN a produit plus de 1,45 million de moteurs diesels HDi *common rail* et, depuis 1998, plus de 10,7 millions.

Le groupe poursuit par ailleurs la stratégie de *downsizing* qui consiste à obtenir, avec des moteurs de cylindrée plus réduite, et donc consommant moins, des performances équivalentes à celles des anciens moteurs. Ainsi, le *downsizing* permet-il une réduction des consommations de 10 % tout en conservant le couple et la puissance.

Des gains de consommation sont également obtenus par un travail en profondeur sur différents organes dans le cadre de la synthèse-véhicule, notamment :

- le groupe motopropulseur par des actions sur la combustion pour améliorer le rendement ;
- la mise en œuvre de boîtes manuelles pilotées sur certains modèles, permettant un gain de consommation jusqu'à 5 % ;
- la maîtrise de la masse, tout en tenant compte des réglementations en matière de sécurité en particulier, et des attentes clients (équipements) ;
- l'aérodynamique pour la partie route/autoroute du cycle d'homologation ;
- les pneumatiques avec la recherche du meilleur équilibre entre la liaison au sol (sécurité active) et la faible résistance au roulement, etc.

Promouvoir les biocarburants et le gaz naturel

Une meilleure maîtrise des émissions de CO₂ des véhicules passe aussi par la recherche d'énergies alternatives au pétrole et de nouveaux modes de propulsion.

PSA PEUGEOT CITROËN étudie depuis de nombreuses années les avantages des biocarburants de première génération. Il encourage leur utilisation en mélange avec les carburants conventionnels conformément aux législations française et européenne dans ce domaine. Une telle utilisation est possible dans des proportions importantes sans modifications techniques pour tous les véhicules Peugeot et Citroën. L'utilisation des biocarburants s'avère particulièrement intéressante dans le cas des flottes captives, où la problématique de stockage de carburant et de ravitaillement est plus facile à résoudre. Le groupe utilise ainsi du Diester pour ses flottes internes depuis plus d'une décennie.

Les biodiesels, constitués d'Esters Méthyliques d'Huiles Végétales (EMHV), sont incorporés en mélange au gazole. Les plantes oléagineuses comme le colza servent à la fabrication du Diester

(EMHV mélangé à hauteur de 30 % avec du gazole), le soja à celle du B30.

L'éthanol ou son dérivé l'ETBE (Éthyl Tertio Butyl Éther) sont des biocarburants qui peuvent être utilisés en mélange avec l'essence. L'Éthanol est issu de céréales ou de betterave en Europe, ou encore de la canne à sucre au Brésil. Utilisé dans les véhicules « Flex-Fuel », le superéthanol E85 est un carburant contenant 85 % d'éthanol en volume, mélangé à 15 % d'essence.

Les biocarburants représentent une solution pertinente pour limiter les émissions de gaz à effet de serre, dans la mesure où les plantes dont ils sont issus piègent le CO₂ atmosphérique par photosynthèse lors de leur croissance et constituent une source énergétique renouvelable. L'adjonction de biocarburants dans les hydrocarbures fossiles apporte une diminution réelle des émissions de CO₂ du champ à la roue. Le groupe estime par exemple qu'une tonne de biodiesel permet une réduction de 2,5 tonnes des émissions de CO₂. Le biodiesel limite également les émissions de certains polluants comme les particules, qui sont réduites de 20 à 30 % avec du Diester.

PSA PEUGEOT CITROËN apporte régulièrement son témoignage de constructeur automobile dans les débats techniques, économiques et politiques que suscitent les biocarburants.

En France, le groupe est membre associé de l'association « Partenaires Diester » qui a trois objectifs principaux :

- constituer un réseau d'échanges d'informations autour de l'utilisation du Diester à des taux supérieurs au taux banalisé de 5 % (principalement au taux de 30 %) ;
- promouvoir le Diester, ses qualités techniques et ses avantages écologiques auprès de tous les gestionnaires de flottes captives ;
- assurer un rôle d'interlocuteur privilégié auprès des pouvoirs publics français et internationaux.

En Chine, le groupe conduit des études sur le biodiesel avec la CATARC (China Automotive Technology & Research Center).

En Amérique latine, PSA PEUGEOT CITROËN a engagé une expérimentation avec le Ladétel, un laboratoire brésilien spécialisé dans le développement des technologies propres et en particulier des biocarburants. Au Brésil, premier producteur d'Éthanol au monde, le groupe commercialise des véhicules « Flex-Fuel » (Peugeot 206 et 307, Citroën C3 et Xsara Picasso), dont le moteur s'adapte automatiquement à des quantités variables d'Éthanol mélangées à l'essence. Des versions « Flex-Fuel » de la Peugeot 307 et de la Citroën C4 (1.6i BioFlex) ont également été lancées au second semestre 2007 en France et en Suède.

PSA PEUGEOT CITROËN suit de près les travaux de recherche sur la seconde génération de biocarburants, qui devrait compléter la première à l'horizon 2020-2030. Ces travaux visent à augmenter la production de carburant par unité de surface agricole, en valorisant la totalité de la plante issue des cultures énergétiques actuelles, ainsi qu'à exploiter tous les résidus organiques disponibles (de type déchets forestiers, etc.).

Le gaz naturel véhicules (GNV) fait aussi partie des alternatives au pétrole explorées par le groupe. Le GNV se distingue par son haut pouvoir calorifique, ses émissions réduites de polluants atmosphériques et de gaz à effet de serre (- 20 % par rapport à un moteur essence équivalent), ainsi que par le faible bruit émis lors de sa combustion. Le groupe a signé le 3^e protocole GNV visant à développer cette filière en France. Il commercialise des véhicules utilitaires roulant au GNV et, depuis octobre 2005, la Citroën C3 GNV 5 places, destinée aux acheteurs particuliers. PSA PEUGEOT CITROËN se consacre également au développement d'un moteur GNV polyvalent à vocation mondiale qui pourra répondre aux spécificités des marchés où le gaz constitue une alternative crédible au pétrole (Argentine et Iran par exemple).

Le groupe s'engage sur les technologies hybrides

Les motorisations hybrides font partie des solutions technologiques activement explorées par PSA PEUGEOT CITROËN. Le groupe met en avant une politique d'hybridation étagée qui lui permettra d'étendre massivement ce type de motorisations au sein des gammes Peugeot et Citroën à partir de la prochaine décennie.

Le système Stop & Start, introduit par PSA PEUGEOT CITROËN et proposé aujourd'hui sur Citroën C2 et C3, est un premier stade d'hybridation doté du meilleur rapport coût/efficacité. Il assure un arrêt automatique du moteur dès passage à l'arrêt et au point mort (au feu rouge par exemple), et un redémarrage automatique instantané et sans bruit à la première sollicitation du conducteur. Le Stop & Start permet ainsi un gain de 8 à 15 % de la consommation de carburant et une diminution équivalente des émissions de CO₂ en usage urbain. Le véhicule n'émettant aucun bruit lors des phases où le moteur est à l'arrêt, le Stop & Start contribue également à améliorer la qualité de vie en ville. Des essais effectués à Paris dans des conditions de roulage habituelles ont montré qu'un véhicule est à l'arrêt, moteur tournant, 30 % du temps.

Compte tenu de ces caractéristiques, le Stop & Start apporte une réponse pertinente à la problématique de circulation automobile en milieu urbain, qui concentre aujourd'hui 75 % de la population européenne. De plus, 60 % de la population mondiale vivra en ville à l'horizon 2030, selon les projections des Nations Unies. Du fait de son prix et de la cible véhicule choisie (citadines), le Stop & Start a vocation à être diffusé à large échelle, et donc avoir un impact environnemental significatif. PSA PEUGEOT CITROËN

souhaite ainsi commercialiser un million de véhicules dotés de Stop & Start en 2011.

Avec la présentation de ses deux démonstrateurs Hybride HDi sur base des Citroën C4 et Peugeot 307 en janvier 2006, PSA PEUGEOT CITROËN a démontré sa maîtrise de la technologie « full-hybrid ». Le choix d'une motorisation diesel HDi dans une chaîne de traction hybride assure une véritable rupture dans les consommations et émissions de CO₂. Hybride HDi est capable également de fonctionner en mode électrique pur (véhicule zéro émission). Les résultats obtenus, remarquables pour un véhicule familial, sont de 3,4 l aux 100 km (cycle mixte) soit 90 g CO₂/km. La réduction par rapport au véhicule identique doté du seul moteur diesel HDi, déjà très performant en matière de consommation, s'approche de 30 %.

La PAC : un chantier à long terme pour l'environnement

La pile à combustible fournit de nombreux avantages. Outre la réduction des émissions de CO₂, la PAC élimine les émissions polluantes locales (HC, NOx...). Le groupe travaille sur différentes piles et prototypes grâce à une équipe interne de spécialistes et des réseaux experts dans le cadre de partenariats de recherche, à l'image de ceux signés avec le CNRS (Centre national de la recherche scientifique) et le CEA (Commissariat à l'énergie atomique). La pile GENEPAC, dévoilée en janvier 2006, est le fruit des recherches du groupe et du CEA dans ce domaine. Cette pile, d'architecture modulaire et d'une puissance de 80 kW, est parfaitement adaptée à l'usage automobile et se situe au meilleur niveau mondial.

Ces travaux visent à trouver les conditions techniques et économiques acceptables pour un développement de la PAC dans l'automobile. Compte tenu des défis à relever, souvent indépendants du constructeur (coût de la pile, son intégration dans le véhicule, stockage de l'hydrogène et sa distribution), le groupe prévoit une introduction progressive de la PAC dans l'automobile à l'horizon 2020.

Améliorer la qualité de l'air

En trente ans, les émissions de particules des véhicules neufs ont été divisées par vingt. Le filtre à particules, qui élimine les particules solides des gaz d'échappement, vient renforcer les performances écologiques de la motorisation diesel. Largement popularisé par le groupe, ce système de post-traitement contribue activement à l'amélioration de la qualité de l'air en milieu urbain. Depuis son lancement en mai 2000, le filtre à particules a connu un essor important : il équipe aujourd'hui près de 2 400 000 véhicules à moteur diesel HDi des marques Peugeot et Citroën. Il est désormais proposé sur les Peugeot 1007, 207, 307, 308, 407, 607, 807 et les Citroën C3, C4, C4 Picasso, Xsara Picasso, C5, C6, C8. Son déploiement est prévu, à moyen terme, sur l'intégralité des modèles du groupe.



L'éco-conception pour un meilleur recyclage

PSA PEUGEOT CITROËN prend en compte le recyclage de ses véhicules dès la conception. Ce principe d'éco-conception vise à faciliter les opérations de dépollution des véhicules hors d'usage (VHU) et à favoriser les filières de valorisation et de recyclage. La traçabilité des pièces plastiques, l'utilisation de matériaux connus pour leur aptitude au recyclage, la réduction de leur diversité afin de faciliter le tri post-broyage, ainsi que l'intégration de matières recyclées sur les véhicules neufs constituent d'autres moyens utilisés par le groupe pour garantir un recyclage élevé.

Cette démarche lui permet de garantir le respect du taux de recyclabilité de 95 %. À partir de 2008, cet élément fait partie intégrante de l'homologation des véhicules neufs mis sur le marché. À ce titre, l'UTAC a délivré à PSA PEUGEOT CITROËN le certificat relatif à l'étude préliminaire attestant de la capacité du groupe à mettre en place les process nécessaires pour répondre à cette exigence.

Les critères de sélection des matériaux entrant dans la composition des véhicules sont de plus en plus stricts. Les plus récents comprennent :

- La réduction de la diversité des matières plastiques dans les véhicules afin d'optimiser le fonctionnement et la rentabilité des filières de récupération spécifiques.

- L'utilisation d'une seule famille de plastique par grande fonction afin de pouvoir recycler l'intégralité d'un sous-ensemble, sans démontage préalable des différentes pièces.
- Le marquage normalisé de toutes les pièces plastiques afin de pouvoir en assurer l'identification, le tri et la traçabilité.
- L'utilisation de matières recyclées. PSA PEUGEOT CITROËN a pour objectif d'augmenter leur part car il n'existe aucun obstacle à leur utilisation pour autant que les conditions technico-économiques soient réunies.
- L'élimination des quatre métaux lourds (Pb, Cd, Cr et Hg) pour l'ensemble des véhicules mis sur le marché après le 1^{er} juillet 2003. Ce travail limitant les transferts de pollution est réalisé avec les fournisseurs.

Depuis 2002, PSA PEUGEOT CITROËN mobilise ses fournisseurs, afin qu'ils s'engagent à produire une attestation de conformité pour l'ensemble de leurs approvisionnements, ou un certificat de conformité pour chaque pièce fournie dans le cadre des projets de futurs véhicules. Au travers du consortium IDIS (*International Dismantling Information System*), il tient également à disposition des opérateurs de recyclages des notices de démontage des véhicules des marques du groupe.

Les nouveaux modèles commercialisés par le groupe sont réutilisables et valorisables au moins à 95 % de leur poids moyen, selon la norme ISO en vigueur et nos propres calculs.

Indicateurs environnementaux (consommations et émissions voitures)

Citroën (2007)

	Énergie	Cylindrée	Puissance	Consommations			CO ₂	Bruit
				Urbaine	Route	Mixte		
			kW				g/km	dB(a)
Citroën C1								
1.0i	E	998	50	5,5	4,1	4,6	109	70/72
HDi 55	D	1 398	40	5,3	3,4	4,1	109	71,2
Citroën C2								
1.1i	E	1 124	44	7,5	4,8	5,8	138	72,9
HDi 70	D	1 398	50	5,3	3,7	4,3	113	73,8
HDi 70 SensoDrive	D	1 398	50	4,9	3,8	4,2	111	72,7
Citroën C3								
1.4i 16V Stop&Start	E	1 360	65	6,9	4,9	5,7	135	70,8
1.4i	E	1 360	54	8,2	4,9	6,1	145	73,8
HDi 70	D	1 398	50	5,3	3,8	4,4	115	72,9
HDi 70 Sensodrive	D	1 398	50	4,9	3,9	4,3	113	71,3
Citroën Berlingo								
1.4i	E	1 360	55	9,6	6,2	7,4	175	72,4
HDi 75	D	1 560	55	6,7	4,7	5,3	140	72,1
Citroën Xsara Picasso								
1.6i 16v	E	1 587	80	9,5	6,0	7,3	172	71,9
HDi 92	D	1 560	66	6,5	4,3	5,1	135	73,7
Citroën C4								
1.4i 16v	E	1 360	65	8,7	5,2	6,4	153	71,6
1.6i 16v	E	1 587	80	9,5	5,7	7,1	169	73,1
HDi 110 FAP	D	1 560	80	6,0	4,0	4,7	125	72,6
HDi 110 FAP BMP6	D	1 560	80	5,8	3,8	4,5	120	73,2
Citroën C4 Picasso								
1.8i 16v	E	1 749	92	11,3	6,1	8,0	190	73,4
HDi 110 FAP	D	1 560	80	7,3	5,1	5,9	155	74,2
HDi 110 FAP BMP6	D	1 560	80	6,8	5,1	5,7	150	72,5
Citroën C5								
1.8i 16v	E	1 749	92	10,4	5,9	7,6	177	71,3
2.0i 16v	E	1 997	103	11,1	6,3	8,0	190	71,2
HDi 110 FAP	D	1 560	80	6,8	4,5	5,4	139	73,2
Citroën C6								
3.0i V6	E	2 946	155	16,3	8,2	11,2	266	72,2
V6 HDi 208 FAP	D	2 720	150	12,0	6,8	8,7	230	70,2
HDi 173 FAP	D	2 179	125	8,7	5,4	6,6	175	75,0
Citroën C8								
2.0i 16v	E	1 997	103	12,0	7,3	9,0	213	72,4
HDi 120 AM6/ML6	D	1 997	88	8,8	5,8	6,9	182	72,4/75
Citroën C-Crosser								
HDi 160 FAP	D	2 179	115	9,5	5,9	7,2	191	74,9

En gras : véhicule le plus vendu de sa catégorie (version essence, version diesel).

En maigre : véhicule émettant le moins de CO₂ dans sa catégorie (version essence, version diesel).



Peugeot (2007)

	Énergie	Cylindrée	Puissance kW	Consommations			CO ₂ g/km	Bruit dB(a)
				Urbaine	Route	Mixte		
Peugeot 107								
1.0i BVM/BVMP	E	998	50	5,5	4,1	4,6	109	70/72
1.4i HDi	D	1 398	40	5,3	3,4	4,1	109	71,2
Peugeot 1007								
1.4i BVM	E	1 360	54	8,6	5,2	6,5	153	73,2
1.4i HDi	D	1 398	50	5,8	4,1	4,7	124	73,7
Peugeot 206 (berline)								
1.4i	E	1 360	55	8,8	5,0	6,4	152	73,3
1.4 HDi	D	1 398	50	5,4	3,7	4,3	112	70,9
Peugeot 207 (berline)								
1.4i	E	1 360	55	8,4	5,0	6,3	150	73,6
1.4 I VTi	E	1 397	70	8,1	5,0	6,1	145	73,7
1.4 HDi	D	1 398	50	5,8	3,8	4,5	120	72,4
Peugeot 308								
1.4 VTi	E	1 397	70	9,0	5,2	6,5	155	73,7
1.6 VTi	E	1 560	88	9,3	5,2	6,7	159	73,9
1.6 HDi	D	1 560	66	5,8	3,8	4,5	120	73,2
1.6 HDi FAP	D	1 560	80	6,0	3,9	4,7	125	73,8
Peugeot 407 Berline								
1.8i	E	1 749	92	10,5	6,0	7,7	181	72,7
1.6 HDi FAP	D	1 560	80	6,8	4,4	5,3	140	73,5
2.0 HDi BVM FAP	D	1 997	100	7,7	4,9	5,9	155	74,3
Peugeot 407 Coupé								
2.2i BVM	E	2 230	120	13,1	6,9	9,2	219	74
2.0 HDi FAP	D	1 997	100	7,8	4,8	5,9	156	73,7
2.7i HDi BVA	D	2 720	150	11,9	6,5	8,5	226	71,6
Peugeot 4007								
2.2i HDi FAP	D	2 179	115	9,5	5,9	7,2	191	74,9
Peugeot 607								
2.2i	E	2 230	120	13,0	7,0	9,2	219	73,9
2.0 HDi BVM FAP	D	1 997	100	8,1	5,0	6,1	160	74,6
2.7i HDi BVA FAP	D	2 720	150	11,6	6,6	8,4	223	72,0
Peugeot 807								
2.0i BVM	E	1 997	103	12,0	7,3	9,0	213	72,4
2.0 HDi	D	1 997	88	8,8	5,8	6,9	182	74,6
2.0 HDi FAP	D	1 997	100	9,0	6,0	7,1	188	73,3
Partner Combispace								
1.4i	E	1 360	55	9,6	6,2	7,4	175	72,4
1.6i HDi	D	1 560	55	6,7	4,7	5,4	143	73,7
Expert Tepee								
2.0	E	1 997	103	13,3	8,2	10,1	241	73,3
1.6 HDi	D	1 560	66	8,4	6,6	7,2	191	74,4
2.0 HDi	D	1 997	88	9,1	6,3	7,2	194	74,9

En gras : véhicule le plus vendu de sa catégorie (version essence, version diesel).

En maigre : véhicule émettant le moins de CO₂ dans sa catégorie (version essence, version diesel).

Assumer ses responsabilités à l'égard de la société

PSA PEUGEOT CITROËN déploie des efforts pour permettre un usage responsable des voitures et garantir la sécurité que les clients sont en droit d'attendre des marques Peugeot et Citroën.

En outre, PSA PEUGEOT CITROËN s'engage résolument pour permettre l'insertion harmonieuse de la voiture dans l'environnement urbain.

Construire des voitures sûres pour tous

La sécurité des automobilistes et des autres usagers de la route est en tête des préoccupations de PSA PEUGEOT CITROËN. Chaque année, le groupe y consacre près de 10 % de son budget de recherche et développement (branche automobile).

PSA PEUGEOT CITROËN poursuit sans relâche ses recherches de solutions permettant de prévenir l'accident (sécurité primaire) et de réduire ses conséquences (sécurité secondaire). Avec l'appel d'urgence et les fiches d'aide à la désincarcération, il est leader européen de la sécurité tertiaire, qui concerne le secours aux victimes d'accidents.

Le groupe joue pleinement son rôle d'acteur de la sécurité routière en étudiant les facteurs humains, déterminants dans la chaîne de l'accident, et en proposant des aides à la conduite pertinentes destinées à assister les conducteurs dans leur tâche de conduite. Il entretient également des contacts étroits avec les pouvoirs publics en charge des infrastructures et fait des propositions innovantes dans ce domaine.

Les études accidentologiques du LAB (Laboratoire d'Accidentologie, de Biomécanique et d'étude du comportement humain, commun à PSA PEUGEOT CITROËN et Renault) ont fait progresser depuis plus de 35 ans la connaissance des causes et conséquences des accidents ainsi que celle du comportement humain en cas de choc. Elles révèlent que les seules mesures de protection en cas d'accident (sécurité secondaire) auraient été insuffisantes pour éviter près de 40 % des accidents mortels. C'est pourquoi l'évitement d'accident (sécurité primaire) constitue également un axe essentiel de recherches pour PSA PEUGEOT CITROËN.

La sécurité primaire

Éviter l'accident

Fort de son expertise reconnue dans le domaine des liaisons au sol (suspensions, direction, freins...), le groupe conçoit des voitures au comportement dynamique naturellement sûr, qui corrigent autant que possible les fautes de conduite, les aléas d'infrastructures ou de météorologie.

Pour limiter les conséquences de certaines situations d'urgence, PSA PEUGEOT CITROËN continue de proposer des assistances

telles que l'ABS (système de freinage à antiblocage de roues) généralisé à toutes ses gammes, l'AFU (Assistance au Freinage d'Urgence) ou encore l'ESC (*Electronic Stability Control*), système qui permet de corriger la trajectoire du véhicule en situation de dérive pouvant conduire à une sortie de route. La diffusion de l'ESC s'est poursuivie et ce dispositif équipe l'ensemble des gammes moyennes et hautes de Peugeot et Citroën. En complément, le groupe propose, sur certains modèles, des innovations efficaces et pragmatiques telles que les projecteurs directionnels Xénon bi-fonction ou encore l'AFIL (Alerte de Franchissement Involontaire de Ligne) qui prévient le conducteur d'une sortie de voie involontaire, en cas d'endormissement ou de distraction, par une vibration dans le siège.

Les acquis en ergonomie posturale sont pris en compte dès le début des projets afin d'aboutir à des prestations de confort et de sécurité (accessibilité, visibilité) au meilleur niveau, pour tous les occupants, quels que soient leur âge et leur morphologie.

L'expertise dans le domaine de l'ergonomie cognitive (ergonomie des échanges d'informations entre le conducteur et son environnement) garantit la bonne prise en compte des informations fournies par le véhicule au conducteur, quelles que soient les conditions, assurant ainsi la sérénité dans l'exécution des tâches de conduite.

Les tests sur circuits

PSA PEUGEOT CITROËN exploite deux centres d'essais où il est possible de reproduire toutes les conditions de roulage envisageables et de soumettre les véhicules à des contraintes extrêmes, afin d'assurer un très haut niveau de sécurité. Les ingénieurs de PSA PEUGEOT CITROËN disposent dans ces domaines d'une expertise reconnue et d'équipements tels que la piste multiadhérences de Belchamp et la piste « synthèse comportement », destinées à la mise au point des systèmes d'ESC et d'ASR (antipatinage des roues). Toutes les conditions de routes peuvent ainsi être recréées pour valider les progrès apportés aux véhicules. Grâce à la mise en service de l'aire plane sur le site de Belchamp en 2004, le groupe dispose d'un ensemble de moyens performants et cohérents permettant de reproduire, en toute sécurité et dans d'excellentes conditions, toutes les situations de danger et de comportement des conducteurs, issues de la connaissance fine de l'accidentologie.

Lorsque l'accident ne peut être évité, les véhicules Peugeot et Citroën offrent une protection des occupants parmi les meilleures au monde.

La sécurité secondaire : des voitures au meilleur niveau mondial

Le groupe se situe au meilleur niveau mondial en sécurité secondaire, comme l'attestent les résultats obtenus aux crash tests Euro NCAP avec 11 voitures au total ayant obtenu le score maximum de 5 étoiles. Citroën C4 Picasso a obtenu ce score en 2006 et les Peugeot 207 CC et 308 en 2007.



Des plates-formes et structures conçues pour protéger

Dès la conception des plates-formes communes du groupe et pendant tout le développement des véhicules, la sécurité secondaire constitue une priorité absolue. En effet, quelle que soit la configuration des collisions, frontales, latérales, arrière ou encore de retournement, les caractéristiques de résistance et d'absorption d'énergie des structures des voitures permettent aux occupants de bénéficier d'une protection au meilleur niveau. L'habitacle est traité comme une véritable cellule de survie munie des dispositifs de retenue les plus sophistiqués.

Des systèmes de retenue efficaces pour protéger tous les occupants

Quels que soient l'âge et la place des occupants dans la voiture, leur protection doit être optimale. Depuis les fixations ISOFIX, garantissant la bonne utilisation des sièges pour enfants, jusqu'aux ceintures à limiteurs d'effort à 450 kg et aux airbags adaptatifs sur certains modèles, tout est calculé pour que chaque passager bénéficie du meilleur niveau de protection. Les limiteurs d'effort équipant déjà les ceintures à l'avant font progressivement leur apparition aux places arrière. Ils permettent de contrôler la retenue des occupants en limitant les contraintes sur le thorax afin de minimiser les blessures thoraciques et abdominales, en particulier pour les personnes âgées impliquées dans des accidents sévères.

Les statistiques d'accidentologie montrent que, encore aujourd'hui, près de 15 % des victimes d'accidents mortels ne portaient pas leur ceinture et toutes les incitations à utiliser cet équipement présentent donc une réelle contribution à la sécurité. Les témoins de non-bouclage de ceinture alertent le conducteur lorsque l'une des ceintures n'est pas attachée ; en cas de non-bouclage de la ceinture du conducteur, celui-ci est alerté par un signal sonore et visuel pendant plus de 90 secondes dès que le véhicule roule à une certaine vitesse ; côté passager avant, une alerte est fournie après détection de présence, afin de ne pas déranger un conducteur seul à bord. Les témoins de non-bouclage aux places arrière se généralisent également. Ces dispositifs constituent une vraie fonction de sécurité et équipent un nombre croissant de modèles au sein des deux gammes Peugeot et Citroën.

La protection des piétons est prise en compte dès le début du développement de chaque nouveau véhicule. Même si l'évitement de la collision avec les piétons reste à l'évidence la mesure la plus efficace (sécurité primaire), l'architecture et le style du véhicule sont conçus pour réduire les conséquences d'une collision avec un piéton lorsque celle-ci intervient. Des tests sont effectués sur le capot, les pare-chocs avant et la jupe du véhicule, afin de rendre le contact le moins agressif possible. Cette mise au point représente une contrainte lourde du processus de développement d'autant que doivent être simultanément prises en compte toutes les autres

configurations de choc. La Citroën C6 est le premier véhicule en Europe à obtenir le score record de 4 étoiles aux tests piétons à l'Euro NCAP (organisme indépendant d'évaluation des véhicules en protection des occupants), grâce à son capot actif qui se déclenche automatiquement dès qu'une collision avec un piéton est détectée. Ceci permet de limiter les conséquences d'un choc de la tête sur le capot. En 2006, la Peugeot 207 a été le premier véhicule du groupe homologué selon les principes de la directive européenne sur le choc piéton.

La sécurité tertiaire : PSA PEUGEOT CITROËN leader en Europe

L'appel d'urgence

PSA PEUGEOT CITROËN continue de déployer l'appel d'urgence sur ses gammes. En cas d'accident ou de malaise à bord de la voiture, les occupants du véhicule équipé sont mis en relation automatiquement sur détection de choc, ou manuellement par appui prolongé sur le bouton SOS, avec un plateau d'assistance dédié. Un opérateur entre alors en communication avec le véhicule et, le cas échéant, alerte les secours appropriés. Grâce au GPS et au téléphone mobile GSM embarqué, l'assistance localise avec précision le véhicule, même si le conducteur a perdu connaissance. Ce dispositif permet de réduire les délais d'intervention et ainsi d'améliorer considérablement l'efficacité des secours (2 500 vies pourraient être sauvées chaque année en Europe selon la Commission européenne si tous les véhicules en étaient équipés).

À fin 2007, plus de 430 000 véhicules Peugeot et Citroën équipés du système d'appel d'urgence étaient en circulation dans 9 pays européens où le service « PREMIUM » est ouvert (France, Allemagne, Italie, Espagne, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal et Autriche).

Agir pour la sécurité routière

La sécurité routière reste un axe prioritaire de travail sur lequel PSA PEUGEOT CITROËN consacre une part importante de sa recherche afin d'améliorer la sécurité des usagers de la route. Au-delà des avancées techniques, le groupe consacre une partie de sa politique d'engagement citoyen vers des actions visant à modifier le comportement du conducteur. Il s'agit d'expérimentations mettant en valeur l'importance d'une conduite plus responsable.

Soutenir des actions visant la responsabilité du conducteur

Sensibiliser les jeunes à la sécurité routière avec le monde éducatif

La sécurité routière faisant partie aujourd'hui de l'éducation des jeunes, le groupe participe et initie des actions dans ce sens. Ainsi, aussi bien en Angleterre, en Argentine, au Brésil, qu'en Chine, ou en France, 2007 a été une année où le groupe a consacré une

* Au total, plus de 540 000 voitures circulent en Europe des 27 avec l'appel d'urgence qui, en dehors des 9 pays « PREMIUM » appelle le 112, numéro d'urgence européen, non localisé GPS.

partie de son budget sur des actions de sensibilisation : « pedibus » à Coventry pour accompagner les enfants à l'école, réédition à 150 000 exemplaires d'une brochure sur la sécurité des enfants en voiture distribuées dans toutes les grandes villes chinoises, exposition sur la sécurité routière dans un « camion des sciences » en Chine. En France, les actions mettant en valeur la sécurité routière, notamment les stages de « conduite sécurisée » sont proposés aux enfants des salariés. À Sochaux, en 2007, une action de sensibilisation auprès d'enfants d'école primaire a été conduite.

Faire prendre conscience des dangers de l'alcool au volant aux jeunes adultes

Depuis 1999, PSA PEUGEOT CITROËN soutient l'association Voiture & Co située à Nanterre (92). Cette association propose aux jeunes sortant de fêtes et galas un service de retours covoiturés assuré par des conducteurs préalablement soumis aux tests d'alcoolémie proposés par l'association. Les passagers qui n'ont pu trouver de conducteurs sont raccompagnés par des véhicules donnés dans le cadre du mécénat du groupe. En 2007, Voiture & Co. a proposé ses services de raccompagnement lors de 150 soirées, ou festivals. Le raccompagnement des jeunes en fin de soirées fait également partie des actions sécurité routière que mènent le site de Sochaux.

Modifier le comportement des conducteurs au volant

Tout au long de l'année, le groupe PSA PEUGEOT CITROËN organise dans ses établissements industriels et tertiaires des expositions sur le thème de la sécurité routière. Les actions de communication peuvent être des campagnes de sensibilisation sous forme de quiz, concours auprès des enfants du personnel, conférences. Par exemple, en 2007, à La Garenne-Colombes, un cycle de 3 conférences, dont une par un médecin légiste, a eu lieu en présence de la police de Courbevoie, de l'unité de sécurité routière de la Préfecture de police de Paris, et de la Prévention routière. Un simulateur de conduite et des démonstrateurs de 2 roues étaient aussi à la disposition des salariés. Par ailleurs, avant les départs en vacances d'été, des bornes de contrôle « 3 points » sont installées sur les parkings des établissements afin de régler les systèmes d'éclairage, les essuie-glaces, et le gonflage des pneumatiques. Cette offre de contrôle gratuit s'est déroulée en 2007 à Valenciennes, Mulhouse, Rennes, Hordain, et Caen.

Une autre action de sensibilisation consiste à conduire des exercices de désincarcération en partenariat avec les brigades de sapeurs pompiers. Cet exercice s'est conduit à Vesoul, Metz, Mangualde (Portugal), et Palomar (Argentine). PSA PEUGEOT CITROËN fournit alors les véhicules nécessaires à ces démonstrations.

Avoir le bon comportement en conduisant

La « Conduite Sécurisée » pour améliorer son comportement au volant

Lors de la 8^e semaine de la Sécurité routière qui s'est déroulée en octobre 2007 ou tout au long de l'année, le groupe PSA PEUGEOT CITROËN a organisé pour son personnel des séances de sensibilisation, notamment à Tremery, Valenciennes, Poissy, Aulnay.

À Poissy pôle tertiaire, plusieurs animations ont été proposées au personnel : un stand animé par le service médical de l'établissement présentant un dépistage des troubles du sommeil et de la vigilance ainsi que des informations sur les risques liés à la prise de certains médicaments lors de la conduite automobile ; un stand Sécurité routière animé par la Police, un stand Croix-Rouge présentant protection/alerte, position latérale de sécurité, réanimation cardio-pulmonaire ; et 2 sessions « code de la route » animées par Jean Pierre Urena, référent Sécurité routière pour le département des Yvelines et sous brigadier de police. Ces actions sont souvent menées avec des associations comme la Prévention routière et/ou des représentants de la Police nationale. Elles s'inscrivent dans les plans locaux de mécénat et d'actions sociétales qui sont déployés tous les ans par les établissements.

Des stages de « conduite sécurisée » proposant des modules théoriques et des expériences pratiques en situation ont également été proposés aux personnels de Vesoul, Mulhouse, et Rennes. Ainsi, les salariés et les membres de leurs familles ont pu tester concrètement les distances de sécurité, de freinage, la trajectoire de sécurité en virage, l'évitement, la perte d'adhérence, la dynamique du véhicule. D'autres modules, notamment à Vesoul, sur le maintien de la vigilance au volant, appelés « sécurisez votre conduite » sont aussi proposés et inscrits au Plan Départemental d'Actions de Sécurité Routière (PDASR). À Saint-Ouen, en région parisienne, le site a organisé une formation sur la conduite sécurisée avec un organisme local (Centaure IDF).

Les salariés, leurs familles, et, selon le lieu, les communautés environnantes, peuvent bénéficier de cette action.

Des panneaux d'information, des dépliants sur les gestes qui sauvent, sur ce qui a changé dans le code de la route sont régulièrement mis à la disposition du personnel.

Depuis les symposiums de Chine, du Brésil, et d'Argentine, le groupe a continué à animer des cercles de réflexions sur la sécurité routière en Chine, a soutenu des centres de formation, a participé à des émissions télévisées, et a mis en ligne sur le site internet du groupe des conseils pratiques.

Au Brésil, à Resende, le groupe a continué son partenariat avec le GRSP (*Global Road Safety Partnership*) en menant des actions de sensibilisation à la sécurité routière notamment lors des périodes comme le carnaval ou la rentrée des classes. En partenariat avec le Département National de la Circulation au Brésil (DENATRAN) et avec le Département de la Circulation de l'État de Rio de Janeiro (DENATRAN/RJ), PSA PEUGEOT CITROËN a parrainé et distribué 20 000 brochures sur la sécurité et la protection des enfants dans la voiture.

En Argentine, 10 séminaires sur la sécurité routière, animé par un journaliste réputé, M. Daray, ont été organisés par le groupe, touchant ainsi un auditoire de 1 600 personnes. La marque Peugeot a également lancé un programme « sécurité routière Peugeot » avec 10 recommandations accessibles sur le site internet www.seguridadpeugeot.com.ar.

Groupe PSA PEUGEOT CITROËN

Comptes consolidés au 31 décembre 2007

- 36** Comptes de résultats consolidés
- 38** Bilans consolidés
- 40** Tableaux de flux de trésorerie consolidés
- 42** Variations des capitaux propres consolidés

Comptes de résultats consolidés

	2007			
	Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	Total
<i>(en millions d'euros)</i>				
Chiffre d'affaires (note 5)	59 069	1 999	(455)	60 613
Coûts des biens et services vendus	(47 826)	(1 064)	455	(48 435)
Frais généraux et commerciaux	(8 027)	(327)	-	(8 354)
Frais d'études, de recherche et de développement (note 8)	(2 072)	-	-	(2 072)
Résultat opérationnel courant	1 144	608	-	1 752
Produits et (charges) opérationnels non courants (note 9)	(632)	-	-	(632)
Résultat opérationnel	512	608	-	1 120
Produits sur prêts, titres de placement et trésorerie (note 10)*	283	-	-	283
Charges de financement (note 11)*	(306)	-	-	(306)
Produits et (charges) à caractère financier (note 12)	(16)	(1)	-	(17)
Résultat avant impôt des sociétés intégrées	473	607	-	1 080
Impôts courants	(218)	(149)	-	(367)
Impôts différés	102	(37)	-	65
Impôts sur les résultats (note 13)	(116)	(186)	-	(302)
Résultat net des sociétés mises en équivalence (note 17)	48	-	-	48
Résultat net consolidé	405	421	-	826
<i>Dont part du groupe</i>	<i>467</i>	<i>418</i>	<i>-</i>	<i>885</i>
<i>Dont part des minoritaires</i>	<i>(62)</i>	<i>3</i>	<i>-</i>	<i>(59)</i>
<i>(en euros)</i>				
Résultat net par action de 1 euro (note 14)				3,88
Résultat net dilué par action de 1 euro (note 14)				3,86

* Les charges et produits financiers sur swaps de taux ont été nettés sur les trois exercices présentés.



2006				2005			
Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	Total	Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	Total
55 198	1 761	(365)	56 594	54 887	1 656	(276)	56 267
(44 758)	(833)	365	(45 226)	(43 790)	(739)	276	(44 253)
(7 908)	(324)	-	(8 232)	(7 858)	(310)	-	(8 168)
(2 017)	-	-	(2 017)	(1 906)	-	-	(1 906)
515	604	-	1 119	1 333	607	-	1 940
(808)	-	-	(808)	(334)	2	-	(332)
(293)	604	-	311	999	609	-	1 608
178	-	-	178	157	-	-	157
(234)	-	-	(234)	(219)	-	-	(219)
(48)	(1)	-	(49)	(15)	(1)	-	(16)
(397)	603	-	206	922	608	-	1 530
(101)	(178)	-	(279)	(189)	(178)	-	(367)
150	(27)	-	123	(89)	(29)	-	(118)
49	(205)	-	(156)	(278)	(207)	-	(485)
20	-	-	20	(47)	-	-	(47)
(328)	398	-	70	597	401	-	998
(211)	394	-	183	639	398	-	1 037
(117)	4	-	(113)	(42)	3	-	(39)
			0,80				4,50
			0,80				4,49

Bilans consolidés - Actif

	31 décembre 2007			
	Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	Total
<i>(en millions d'euros)</i>				
Écarts d'acquisition (note 15)	1 488	75	-	1 563
Immobilisations incorporelles (note 15)	3 885	94	-	3 979
Immobilisations corporelles (note 16)	14 652	44	-	14 696
Titres mis en équivalence (note 17)	725	12	-	737
Titres de participation (note 18)	47	3	-	50
Autres actifs financiers non courants (note 19)	1 121	47	-	1 168
Autres actifs non courants (note 20)	126	1	-	127
Actifs d'impôts différés (note 13)	428	37	-	465
Total des actifs non courants	22 472	313	-	22 785
Actifs d'exploitation				
Prêts et créances des activités de financement (note 21)	-	23 393	(170)	23 223
Titres de placement des activités de financement (note 22)	-	3 310	-	3 310
Stocks (note 23)	6 913	-	-	6 913
Clients des activités industrielles et commerciales (note 24)	2 857	-	(157)	2 700
Impôts courants (note 13)	169	37	(44)	162
Autres débiteurs (note 25)	1 782	772	(134)	2 420
	11 721	27 512	(505)	38 728
Actifs financiers courants (note 26)	1 483	-	-	1 483
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 27)	5 185	943	(149)	5 979
Total des actifs courants	18 389	28 455	(654)	46 190
Total actif	40 861	28 768	(654)	68 975

Bilans consolidés - Passif

	31 décembre 2007			
	Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	Total
<i>(en millions d'euros)</i>				
Capitaux propres (note 28)				
Capital social				234
Titres d'autocontrôle				(271)
Réserves et résultats nets - Part du groupe				14 282
Intérêts minoritaires				310
Total des capitaux propres				14 555
Passifs financiers non courants (note 31)	4 294	-	-	4 294
Autres passifs non courants (note 32)	2 886	1	-	2 887
Provisions non courantes (note 29)	1 109	23	-	1 132
Passifs d'impôts différés (note 13)	1 689	364	-	2 053
Total des passifs non courants	9 978	388	-	10 366
Passifs d'exploitation				
Dettes des activités de financement (note 33)	-	24 670	(148)	24 522
Provisions courantes (note 29)	2 132	29	-	2 161
Fournisseurs d'exploitation et comptes associés	10 600	-	(29)	10 571
Impôts courants (note 13)	158	55	(44)	169
Autres créanciers (note 34)	4 241	732	(292)	4 681
	17 131	25 486	(513)	42 104
Passifs financiers courants (note 31)	2 091	-	(141)	1 950
Total des passifs courants	19 222	25 486	(654)	44 054
Total passif				68 975



31 décembre 2006				31 décembre 2005			
Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	Total	Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	Total
1 488	75	-	1 563	1 614	75	-	1 689
3 947	87	-	4 034	3 886	78	-	3 964
15 221	47	-	15 268	14 909	48	-	14 957
687	12	-	699	699	-	-	699
53	-	-	53	45	1	-	46
1 321	47	-	1 368	1 940	46	-	1 986
96	1	-	97	95	-	-	95
499	36	-	535	579	31	-	610
23 312	305	-	23 617	23 767	279	-	24 046
-	22 802	(99)	22 703	-	22 341	(103)	22 238
-	2 818	-	2 818	-	2 709	-	2 709
6 826	-	-	6 826	6 889	-	-	6 889
3 043	-	(193)	2 850	3 097	-	(166)	2 931
210	29	(26)	213	180	18	(42)	156
1 719	617	(68)	2 268	1 694	642	(60)	2 276
11 798	26 266	(386)	37 678	11 860	25 710	(371)	37 199
1 132	-	-	1 132	1 214	-	-	1 214
6 339	620	(292)	6 667	6 351	635	(230)	6 756
19 269	26 886	(678)	45 477	19 425	26 345	(601)	45 169
42 581	27 191	(678)	69 094	43 192	26 624	(601)	69 215

31 décembre 2006				31 décembre 2005			
Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	Total	Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	Total
			235				235
			(261)				(220)
			13 744				13 889
			388				542
			14 106				14 446
4 125	-	-	4 125	3 826	-	-	3 826
2 759	-	-	2 759	2 352	2	-	2 354
1 383	23	-	1 406	1 527	17	-	1 544
1 854	329	-	2 183	2 086	281	-	2 367
10 121	352	-	10 473	9 791	300	-	10 091
-	23 259	(215)	23 044	-	22 928	(171)	22 757
1 747	38	-	1 785	1 582	53	-	1 635
10 481	-	(25)	10 456	10 240	-	(30)	10 210
152	43	(26)	169	100	79	(42)	137
4 075	847	(261)	4 661	4 155	844	(226)	4 773
16 455	24 187	(527)	40 115	16 077	23 904	(469)	39 512
4 551	-	(151)	4 400	5 298	-	(132)	5 166
21 006	24 187	(678)	44 515	21 375	23 904	(601)	44 678
			69 094				69 215

Tableaux de flux de trésorerie consolidés

	2007			
	Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	Total
<i>(en millions d'euros)</i>				
Résultat net consolidé	405	421	-	826
Élimination des résultats sans effet sur la trésorerie :				
- Dotations aux amortissements et pertes de valeur	3 559	14	-	3 573
- Dotations nettes aux provisions non courantes	(227)	1	-	(226)
- Variation des impôts différés	(114)	38	-	(76)
- Résultats sur cessions et autres	(94)	-	-	(94)
Résultats nets des sociétés mises en équivalence, nets des dividendes reçus	(46)	-	-	(46)
Réévaluation par capitaux propres et couverture sur endettement	32	1	-	33
Marge brute d'autofinancement	3 515	475	-	3 990
Variations des actifs et passifs d'exploitation (note 35.2)	920	37	134	1 091
Flux liés à l'exploitation	4 435	512	134	5 081
Cessions de sociétés consolidées	-	-	-	-
Cessions de titres de participation	11	-	-	11
Acquisitions de sociétés consolidées	-	-	-	-
Acquisitions de titres de participation	(7)	(3)	-	(10)
Cessions d'immobilisations corporelles	148	9	-	157
Cessions d'immobilisations incorporelles	8	-	-	8
Investissements en immobilisations corporelles	(1 924)	(13)	-	(1 937)
Investissements en immobilisations incorporelles	(789)	(14)	-	(803)
Variation des fournisseurs d'immobilisations	(132)	-	-	(132)
Autres	(148)	1	-	(147)
Flux liés aux investissements	(2 833)	(20)	-	(2 853)
Dividendes versés :				
- Aux actionnaires de Peugeot S.A.	(309)	-	-	(309)
- Intragroupe	157	(157)	-	-
- Aux minoritaires des filiales intégrées	(11)	-	-	(11)
(Acquisitions) Cessions de titres d'autocontrôle	(23)	-	-	(23)
Variations des autres actifs et passifs financiers (note 35.4)	(559)	-	8	(551)
Autres	-	-	-	-
Flux des opérations financières	(745)	(157)	8	(894)
Mouvements de conversion	(22)	(12)	1	(33)
Augmentation (diminution) de la trésorerie	835	323	143	1 301
Trésorerie nette au début de l'exercice	4 308	620	(292)	4 636
Trésorerie nette de clôture (note 35.1)	5 143	943	(149)	5 937



2006				2005			
Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	Total	Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	Total
(328)	398	-	70	597	401	-	998
3 686	12	-	3 698	3 187	12	-	3 199
(148)	(1)	-	(149)	(257)	2	-	(255)
(139)	29	-	(110)	96	30	-	126
(54)	2	-	(52)	6	(1)	-	5
(17)	-	-	(17)	51	-	-	51
11	4	-	15	(2)	-	-	(2)
3 011	444	-	3 455	3 678	444	-	4 122
424	(234)	(37)	153	(289)	(148)	(48)	(485)
3 435	210	(37)	3 608	3 389	296	(48)	3 637
2	-	-	2	23	-	-	23
-	-	-	-	2	-	-	2
(1)	-	-	(1)	(8)	-	-	(8)
(19)	(13)	-	(32)	(2)	(1)	-	(3)
155	6	-	161	54	9	-	63
3	-	-	3	5	-	-	5
(2 520)	(11)	-	(2 531)	(2 862)	(11)	-	(2 873)
(937)	(16)	-	(953)	(939)	(20)	-	(959)
(101)	-	-	(101)	(111)	-	-	(111)
(54)	-	-	(54)	(35)	-	-	(35)
(3 472)	(34)	-	(3 506)	(3 873)	(23)	-	(3 896)
(309)	-	-	(309)	(310)	-	-	(310)
161	(161)	-	-	96	(96)	-	-
(6)	(32)	-	(38)	(19)	(5)	-	(24)
(39)	-	-	(39)	(198)	-	-	(198)
205	-	(23)	182	11	(150)	25	(114)
-	-	-	-	-	-	-	-
12	(193)	(23)	(204)	(420)	(251)	25	(646)
45	2	(2)	45	34	3	(2)	35
20	(15)	(62)	(57)	(870)	25	(25)	(870)
4 288	635	(230)	4 693	5 158	610	(205)	5 563
4 308	620	(292)	4 636	4 288	635	(230)	4 693

Variations des capitaux propres consolidés

(en millions d'euros)	Capitaux propres	Intérêts mino-ritaires	Capital social	Titres d'auto-contrôle	Réserves et résultats nets - Part du groupe	Écarts d'évaluation Part du groupe			
						Résultats accumulés Part du groupe	Couver- tures des flux futurs	Titres «disponi- bles à la vente»	Conversion
Au 31 décembre 2004	13 703	585	243	(431)	13 306	13 163	29	127	(13)
Changement comptable (note 2)	26	-	-	-	26	26	-	-	-
Au 1^{er} janvier 2005	13 729	585	243	(431)	13 332	13 189	29	127	(13)
Résultat net de l'exercice	998	(39)	-	-	1 037	1 037	-	-	-
Évaluations reprises en résultat	(59)	-	-	-	(59)	-	(29)	(30)	-
Évaluations directes par capitaux propres	298	20	-	-	278	-	5	77	196
Valorisation des options d'achat d'actions	12	-	-	-	12	12	-	-	-
Résultat global de l'exercice*					1 268				
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres d'autocontrôle (note 28.4)	(198)	-	(8)	211	(401)	(401)	-	-	-
Dividendes versés (1,35 euro par action de 1 euro)	(334)	(24)	-	-	(310)	(310)	-	-	-
Au 31 décembre 2005	14 446	542	235	(220)	13 889	13 527	5	174	183
Résultat net de l'exercice	70	(113)	-	-	183	183	-	-	-
Évaluations reprises en résultat	(25)	-	-	-	(25)	-	(6)	(19)	-
Évaluations directes par capitaux propres	(14)	(6)	-	-	(8)	2	33	64	(107)
Valorisation des options d'achat d'actions	12	-	-	-	12	12	-	-	-
Résultat global de l'exercice*					162				
Variations de périmètre	3	3	-	-	-	-	-	-	-
Titres d'autocontrôle (note 28.4)	(39)	-	-	(41)	2	2	-	-	-
Dividendes versés (1,35 euro par action de 1 euro)	(347)	(38)	-	-	(309)	(309)	-	-	-
Au 31 décembre 2006	14 106	388	235	(261)	13 744	13 417	32	219	76
Résultat net de l'exercice	826	(59)	-	-	885	885	-	-	-
Évaluations reprises en résultat	(22)	-	-	-	(22)	-	(22)	-	-
Évaluations directes par capitaux propres	(14)	1	-	-	(15)	(7)	33	(31)	(10)
Valorisation des options d'achat d'actions	12	1	-	-	11	11	-	-	-
Résultat global de l'exercice*					859				
Variations de périmètre	(10)	(10)	-	-	-	-	-	-	-
Titres d'autocontrôle (note 28.4)	(23)	-	(1)	(10)	(12)	(12)	-	-	-
Dividendes versés (1,35 euro par action de 1 euro)	(320)	(11)	-	-	(309)	(309)	-	-	-
Au 31 décembre 2007	14 555	310	234	(271)	14 282	13 985	43	188	66

* Le résultat global regroupe toutes les variations de capitaux propres résultant de transactions avec les tiers non actionnaires.

Notes aux états financiers consolidés au 31 décembre 2007

■ Généralités	Note 1 – Principes comptables	44
	Note 2 – Modifications apportées aux comptes antérieurement publiés	52
	Note 3 – Périmètre de consolidation	53
	Note 4 – Information sectorielle	54
■ Comptes de résultats	Note 5 – Chiffre d'affaires	57
	Note 6 – Frais de personnel	57
	Note 7 – Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	58
	Note 8 – Frais d'études, de recherche et de développement	58
	Note 9 – Produits et charges opérationnels non courants	59
	Note 10 – Produits sur prêts, titres de placement et trésorerie	61
	Note 11 – Charges de financement	62
	Note 12 – Produits et charges à caractère financier	62
	Note 13 – Impôts sur les résultats	62
	Note 14 – Résultat net par action	65
■ Bilans - Actif	Note 15 – Écarts d'acquisition et immobilisations incorporelles	66
	Note 16 – Immobilisations corporelles	68
	Note 17 – Titres mis en équivalence	70
	Note 18 – Titres de participation	73
	Note 19 – Autres actifs financiers non courants	74
	Note 20 – Autres actifs non courants	75
	Note 21 – Prêts et créances des activités de financement	76
	Note 22 – Titres de placement des activités de financement	78
	Note 23 – Stocks	79
	Note 24 – Client des activités industrielles et commerciales	79
	Note 25 – Autres débiteurs	80
	Note 26 – Actifs financiers courants	80
	Note 27 – Trésorerie et équivalents de trésorerie	81
■ Bilans - Passif	Note 28 – Capitaux propres	82
	Note 29 – Provisions courantes et non courantes	86
	Note 30 – Engagements de retraites et assimilés	87
	Note 31 – Passifs financiers courants et non courants des activités industrielles et commerciales	92
	Note 32 – Autres passifs non courants	95
	Note 33 – Dettes des activités de financement	95
	Note 34 – Autres créanciers	97
■ Informations complémentaires	Note 35 – Notes annexes aux tableaux de flux de trésorerie consolidés	97
	Note 36 – Instruments financiers	100
	Note 37 – Gestion des risques de marché	104
	Note 38 – Position financière nette des activités industrielles et commerciales	116
	Note 39 – Rentabilité des capitaux employés	117
	Note 40 – Engagements donnés hors bilan	118
	Note 41 – Passifs éventuels	119
	Note 42 – Transactions avec les parties liées	120
	Note 43 – Rémunération des dirigeants	121
	Note 44 – Événement postérieur à la clôture	121
	Note 45 – Liste des sociétés consolidées au 31 décembre 2007	122

● Préambule

Les comptes consolidés de l'exercice 2007 y compris les notes aux états financiers ont été arrêtés par le Directoire de Peugeot S.A. le 6 février 2008.

● Note 1 – Principes comptables

Les comptes consolidés du groupe PSA PEUGEOT CITROËN sont établis conformément au référentiel IFRS (*International Financial Reporting Standards*), tel qu'adopté dans l'Union européenne.

Le référentiel IFRS comprend les normes IFRS, les normes IAS (*International Accounting Standard*), ainsi que leurs interprétations IFRIC (*International Financial Reporting Interpretations Committee*).

L'ensemble des nouvelles normes, interprétations ou amendements publiés par l'IASB et d'application obligatoire dans l'Union européenne dès le 1^{er} janvier 2007 a été appliqué. Les deux normes concernant le groupe n'ont donné lieu à aucun retraitement des exercices antérieurs présentés car elles ne portent que sur la nature des informations à fournir, sans impacter les méthodes comptables :

- **IFRS 7 – Instruments financiers : informations à fournir.** Cette norme exige la publication d'informations qui permettent au lecteur des états financiers d'évaluer l'importance des instruments financiers au sein des états financiers du groupe ainsi que la nature et l'ampleur des risques pouvant découler de l'utilisation de ces instruments financiers. La majorité de cette information avait été déjà donnée dans les comptes au 31 décembre 2006, mais elle a été étoffée en 2007 pour répondre aux exigences de la norme.
- **IAS 1 – Amendement de la norme sur les informations à fournir sur le capital.** Cette norme exige la publication d'informations complémentaires sur les objectifs et les procédures du groupe en matière de gestion du capital. Cette information est donnée dans la note 28 sur le capital.

Parmi les nouvelles normes et interprétations adoptées par l'Union européenne qui ne seront obligatoires qu'en 2008 et postérieurement, seule IFRS 8 a fait l'objet d'une application anticipée au 31 décembre 2007.

- **IFRS 8 – Secteurs opérationnels** Cette norme exige la publication de l'information sectorielle correspondant aux indicateurs suivis en interne par la direction pour évaluer la performance du groupe. Les secteurs d'activité répondant aux critères de la nouvelle norme sont les mêmes que ceux déterminés auparavant selon IAS 14 – Information sectorielle. L'information est donnée dans la note 4, avec les données comparatives ajustées.
- **IFRIC 11 – IFRS 2 : Actions propres et transactions intra-groupe,** d'application obligatoire à compter de l'exercice ouvert le 1^{er} mars 2007, est la seule autre norme et interprétation ratifiée par l'Union européenne en date d'approbation des comptes du groupe mais elle n'est pas applicable au groupe.

1.1. Consolidation

Le nom générique PSA PEUGEOT CITROËN est utilisé pour désigner l'ensemble du groupe constitué par la société mère Peugeot S.A. et toutes ses filiales.

Peugeot S.A. et les sociétés dans lesquelles elle exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont intégrées globalement.

Les sociétés dans lesquelles Peugeot S.A. exerce directement ou indirectement un contrôle conjoint ou une influence notable sont mises en équivalence.

Sont consolidées les sociétés qui dépassent l'un des seuils suivants :

- chiffre d'affaires supérieur à 50 millions d'euros ;
- total du bilan supérieur à 20 millions d'euros ;
- endettement total supérieur à 5 millions d'euros.

Les titres des sociétés ne remplissant pas ces critères sont inscrits en titres de participation. La consolidation de l'ensemble de ces sociétés n'aurait pas d'incidence significative sur les états financiers consolidés.

Toutes les transactions significatives réalisées entre les sociétés consolidées ainsi que les profits internes sont éliminés.

1.2. Conversion des états financiers des filiales étrangères

A. Cas général

La devise fonctionnelle de Peugeot S.A. est l'euro qui est également retenu comme devise de présentation des comptes consolidés. Les filiales étrangères ont très généralement pour devise de fonctionnement leur monnaie locale, dans laquelle est libellé l'essentiel de leurs transactions. Leur bilan est converti au taux de clôture ; leur compte de résultat est converti mois par mois au taux moyen de chaque mois. Les différences résultant de la conversion des états financiers de ces filiales sont enregistrées en écart de conversion inclus dans les capitaux propres consolidés. Les écarts d'acquisition sur ces filiales sont comptabilisés dans leur monnaie de fonctionnement.



B. Cas particuliers

Certaines filiales, hors zone euro, réalisent l'essentiel de leurs transactions en euro, qui est alors reconnu comme leur devise de fonctionnement. Les éléments non monétaires sont convertis au cours historique et les éléments monétaires au cours de clôture. Les différences résultant de la conversion des états financiers de ces filiales sont enregistrées immédiatement en résultat.

1.3. Opérations en devises

La comptabilisation et l'évaluation des opérations en devises sont définies par la norme IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères ». En application de cette norme, les opérations libellées en monnaies étrangères sont converties par la filiale dans sa monnaie de fonctionnement au cours du jour de la transaction.

Les éléments monétaires du bilan sont réévalués au cours de clôture à chaque arrêté comptable. Les écarts de réévaluation correspondants sont enregistrés au compte de résultat :

- en résultat opérationnel courant pour les transactions commerciales de toutes les sociétés et pour les opérations de financement du groupe Banque PSA Finance ;
- en produits sur prêts et placements ou en charges de financement pour les transactions financières réalisées par les sociétés industrielles et commerciales.

Les instruments dérivés sont évalués et comptabilisés conformément aux principes généraux décrits en note 1.14.D. En conséquence, les instruments dérivés affectés à la couverture du risque de change d'opérations en devises sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur à chaque fin de période.

L'écart de réévaluation constaté est comptabilisé :

- en résultat opérationnel courant pour les transactions commerciales réalisées par toutes les sociétés et pour les opérations de financement du groupe Banque PSA Finance ;
- en produits sur prêts et placements ou en charges de financement pour les transactions financières réalisées par les sociétés industrielles et commerciales ;
- directement en capitaux propres pour les transactions futures (pour la part efficace des couvertures). Les montants enregistrés en capitaux propres sont repris en résultat à la date de réalisation des opérations couvertes. La variation de valeur de la part inefficace des couvertures de flux futurs est comptabilisée, en résultat, en autres produits et charges à caractère financier.

1.4. Utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation des états financiers en accord avec les principes comptables IFRS, requiert de la part de la Direction, la prise en compte d'estimations et d'hypothèses pour la détermination des montants comptabilisés de certains actifs, passifs, produits et charges ainsi que de certaines informations données en notes annexes sur les actifs et passifs éventuels.

Les estimations et hypothèses retenues sont celles que la Direction considère comme les plus pertinentes et réalisables dans l'environnement du groupe et en fonction des retours d'expérience disponibles.

Compte tenu du caractère incertain inhérent à ces modes de valorisation, les montants définitifs peuvent s'avérer différents de ceux initialement estimés.

Pour limiter ces incertitudes, les estimations et hypothèses font l'objet de revues périodiques ; les modifications apportées sont immédiatement comptabilisées.

L'utilisation d'estimations et hypothèses revêt une importance particulière sur les thèmes suivants :

- engagements de retraites ;
- provisions (notamment pour garantie des véhicules neufs, restructuration et litiges) ;
- valeur recouvrable des actifs incorporels et corporels ainsi que leur durée d'utilité ;
- valeur recouvrable des créances de financement des ventes, des stocks et autres créances ;
- juste valeur des instruments financiers dérivés ;
- actifs d'impôts différés ;
- programmes d'incitation aux ventes.

1.5. Chiffre d'affaires

A. Activités industrielles et commerciales

(a) Division automobile

Le chiffre d'affaires des activités industrielles et commerciales comprend la vente de biens et services, constituée en particulier par les ventes et locations de véhicules.

Conformément à la norme IAS 18 « Produits des activités ordinaires », les ventes de véhicules neufs sont comptabilisées en chiffre d'affaires à la date de transfert des risques et avantages liés à la propriété ; celle-ci correspond généralement à la date de leur mise à disposition des concessionnaires indépendants ou à celle de la livraison pour les ventes directes à la clientèle finale.

Lorsque les ventes de véhicules neufs sont assorties d'une option de reprise à un prix convenu (contrats de ventes avec clause de rachat), elles ne sont pas enregistrées en chiffre d'affaires lors de la livraison des véhicules, mais comptabilisées comme des locations, dès lors qu'il est probable que cette option sera exercée. Ce principe s'applique :

- quelle que soit la durée de la garantie de rachat accordée ;
- que ces ventes soient réalisées directement avec la clientèle finale ou financées par Banque PSA Finance et ses filiales.

La différence entre le prix de vente du véhicule neuf et le prix de rachat convenu est reconnue linéairement comme un loyer sur la durée du contrat. Le véhicule objet du contrat est immobilisé pour son coût de revient, et amorti linéairement sur la durée du contrat, sous déduction de sa valeur résiduelle, correspondant à sa valeur de revente estimée comme véhicule d'occasion. L'éventuel bénéfice complémentaire de cession finale est constaté sur la période sur laquelle intervient la vente du véhicule d'occasion. Si la marge nette globale est une perte, elle est provisionnée dès la conclusion du contrat avec clause de rachat.

(b) Division équipement automobile

Dans la division équipement automobile, des études sont engagées et des outillages spécifiques sont fabriqués ou achetés en vue de produire des pièces ou des modules pour un programme dans le cadre d'une commande spécifique reçue du client.

Les conditions de reconnaissance des produits des activités ordinaires définies par IAS 18 ne sont pas réunies lorsque les études et les outillages sont payés au fur et à mesure des livraisons de pièces, sans garantie du client sur le financement intégral des dépenses réalisées. Dans ce cas, les études et les outillages ne peuvent pas être considérés comme vendus. Les études sont comptabilisées en immobilisations incorporelles (voir note 1.11.A) et les outillages en immobilisations corporelles (voir note 1.12.A).

En cas de paiement garanti contractuellement par le client, les coûts encourus pour les études et les outillages sont enregistrés en stocks et travaux en cours. Le chiffre d'affaires est constaté au rythme des étapes techniques validées par le client.

B. Activités de financement

Les sociétés de financement du groupe ont pour activité le financement des réseaux commerciaux et de la clientèle finale de l'activité automobile. Les financements sont réalisés sous la forme de crédits classiques ou d'opérations de crédit-bail, de locations avec option d'achat ou de locations longue durée. Ces financements sont traités comme des crédits financiers et figurent au bilan pour un montant correspondant à l'engagement financier net du groupe Banque PSA Finance (voir note 1.14.A). Les revenus financiers dégagés sur ces financements des ventes sont comptabilisés sur la durée des crédits selon une méthode actuarielle qui permet de constater un taux d'intérêt constant sur la période.

1.6. Programmes d'incitation aux ventes

Les coûts des programmes, décidés ou à venir, sont déduits des résultats sur la période de l'enregistrement des ventes. Ils sont provisionnés sur la base de l'historique des trois derniers mois, pays par pays. Ceux d'entre eux dont le montant variable est lié au chiffre d'affaires sont enregistrés en diminution de celui-ci.

Le groupe réalise certaines opérations promotionnelles sous forme de bonifications d'intérêts sur des crédits accordés à des conditions inférieures aux conditions habituelles du marché. La charge correspondante est constatée lors de la vente.

1.7. Garantie

Une provision est constituée pour couvrir le coût estimé de la garantie des véhicules et des pièces de rechange au moment de leur vente aux réseaux indépendants ou à la clientèle finale. Les produits résultant de la vente aux clients de contrats d'extension de garantie ou d'entretien sont reconnus sur la durée de la prestation fournie.

1.8. Frais d'étude, de recherche et de développement

Selon la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », les frais de recherche sont comptabilisés en charges et les frais de développement sont obligatoirement immobilisés lorsqu'ils remplissent certaines conditions décrites en note 1.11.A.

En application de cette norme, tous les frais de recherche, ainsi que les frais d'étude et de développement autres que ceux décrits en note 1.11.A, sont enregistrés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

1.9. Résultat opérationnel courant et résultat opérationnel

Le groupe utilise le résultat opérationnel courant, précédemment dénommé « marge opérationnelle », comme principal indicateur de performance. Le résultat opérationnel courant correspond au résultat net avant prise en compte :

- des produits et charges opérationnels non courants, qui comprennent principalement l'effet :
 - des frais de rationalisation et départs anticipés,
 - des pertes et profits et variations de provisions couvrant des événements très exceptionnels ;
- du résultat financier qui comprend :
 - des produits sur prêts et placements de trésorerie, y compris leurs effets de couverture de taux et de change,
 - des charges de financement, y compris leurs effets de couverture de taux et de change,
 - des produits et charges à caractère financier ;
- des impôts courants et différés ;
- du résultat net des sociétés mises en équivalence.



Le résultat opérationnel correspond au résultat net avant prise en compte :

- du résultat financier ;
- des impôts courants et différés ;
- du résultat net des sociétés mises en équivalence.

1.10. Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition, majoré des coûts annexes, des titres des sociétés consolidées et la part du groupe dans la juste valeur de leurs actifs nets à la date des prises de participation.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis, conformément à la norme IFRS 3 « Regroupements d'entreprises ». Ils font l'objet d'un test de perte de valeur dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an. Les écarts d'acquisition sont ventilés par Unités Génératrices de Trésorerie, qui correspondent à des ensembles d'actifs engendrant conjointement des flux de trésorerie indépendants. Dans les cas où un écart d'acquisition se rattache en outre à une zone géographique distincte, un test de perte de valeur est réalisé à ce niveau de détail plus fin. Les modalités des tests de perte de valeur des Unités Génératrices de Trésorerie sont détaillées dans la note 1.13. En cas de perte de valeur, la dépréciation est inscrite en résultat de l'exercice.

Les écarts d'acquisition se rapportant à l'acquisition de sociétés mises en équivalence sont inclus dans la valeur des « Titres mis en équivalence ». Ils sont testés par le biais du test de valeur effectué sur les titres.

1.11. Immobilisations incorporelles

A. Frais d'étude et de développement

Selon la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », les frais de développement sont obligatoirement immobilisés comme des actifs incorporels dès que l'entreprise peut notamment démontrer :

- son intention et sa capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- qu'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront à l'entreprise ;
- et que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

(a) Division automobile

Les frais de développement des véhicules et organes mécaniques (moteurs et boîtes de vitesses), supportés entre le jalon d'engagement du projet (correspondant au choix du style pour les véhicules), et le passage en production de présérie en ligne, sont enregistrés en immobilisations incorporelles. Ces frais sont amortis à partir de l'accord de fabrication en série sur leur durée d'utilité

plafonnée à sept ans pour les véhicules et sur dix ans pour les organes. Les dépenses immobilisées incluent le coût des personnels affectés aux projets, le coût des prototypes et les prestations externes facturées au titre du projet considéré. Ces dépenses excluent tous les coûts indirects imputables aux activités de recherche et développement notamment les loyers, les amortissements des bâtiments et les coûts d'utilisation des systèmes informatiques. Par ailleurs, les dépenses immobilisées incluent la part des dépenses de développement supportée par PSA PEUGEOT CITROËN dans le cadre d'une coopération (l'autre part étant refacturée au partenaire). Toutes les dépenses de développement facturées à PSA PEUGEOT CITROËN par ses partenaires de coopération sont aussi immobilisées. À compter de 2007, l'ensemble des coûts de développement organes pour répondre aux nouvelles normes antipollution sont suivis par projet et sont également immobilisés.

(b) Division équipement automobile

Des études sont engagées pour chaque programme dans le cadre d'une commande spécifique reçue du client. Les études sont parfois payées au fur et à mesure des livraisons de pièces, sans garantie du client sur le financement intégral des dépenses réalisées. Dans ce cas, les coûts encourus entre l'acceptation par le client de la proposition commerciale et la mise en production série des pièces ou modules en question, sont enregistrés en immobilisations incorporelles. Ces coûts sont amortis au rythme des livraisons de pièces au client, avec un minimum cumulé chaque année correspondant à un amortissement linéaire sur cinq ans. En cas de paiement garanti contractuellement par le client, les coûts encourus sont enregistrés en stocks et travaux en cours.

Les autres frais de développement et d'étude sont enregistrés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus (voir note 1.8).

B. Autres immobilisations incorporelles produites ou acquises

Les coûts de développement des logiciels informatiques à usage interne, pour la part relative aux coûts internes ou externes affectés directement à la création ou à l'amélioration des performances, sont portés à l'actif du bilan lorsqu'il est probable que ces dépenses généreront des avantages économiques futurs. Ces coûts sont amortis linéairement sur la durée d'utilité estimée des logiciels, qui varie de quatre à douze ans. Les autres coûts d'acquisition et de développement des logiciels sont immédiatement portés en charges.

Les autres immobilisations incorporelles (brevets et marques essentiellement) sont amorties sur le mode linéaire sur des périodes qui correspondent à la durée d'utilité prévue, sans excéder vingt ans.

1.12. Immobilisations corporelles

A. Valeur brute

Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles », la valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition ou de production. Elle ne fait l'objet d'aucune réévaluation.

Le coût des emprunts est exclu du coût des immobilisations.

Les subventions d'équipement sont enregistrées en déduction de la valeur brute des immobilisations au titre desquelles elles ont été reçues.

Les frais d'entretien sont enregistrés en charges dès qu'ils sont encourus.

Les immobilisations données en location comprennent les véhicules loués à des particuliers par les sociétés de location du groupe et les véhicules vendus avec clause de rachat retraités selon les principes énoncés en note 1.5.A.

Les immobilisations financées au moyen de contrats de location financement, telles que définies par la norme IAS 17 « Contrats de location », sont présentées à l'actif pour la valeur actualisée des paiements futurs ou la valeur de marché si elle est inférieure. La dette correspondante est inscrite en passifs financiers. Ces immobilisations sont amorties selon le mode et les durées d'utilité décrits ci-dessous.

B. Amortissement

(a) Cas général

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire sur la base du coût d'acquisition ou de production, sous déduction le cas échéant d'une valeur résiduelle. Sauf cas particuliers, notamment celui des véhicules donnés en location par le groupe, les valeurs résiduelles sont nulles. La durée d'amortissement des différentes catégories d'immobilisations est fondée sur leurs durées d'utilité estimées, dont les principales sont les suivantes :

<i>(en années)</i>	
Constructions	20 - 30
Matériels et outillages	4 - 16
Matériels informatiques	3 - 4
Matériels de transport et de manutention	4 - 7
Agencements et installations	10 - 20

(b) Outillages spécifiques

Dans la division automobile, ils sont amortis sur la durée de vie estimée des modèles correspondants, qui est généralement plus courte que la durée de vie technique des matériels concernés, en raison de la cadence de remplacement des modèles.

Dans la division équipement automobile, ils sont amortis au rythme des livraisons de pièces au client avec un minimum cumulé chaque année correspondant à un amortissement linéaire sur trois ans.

Les durées d'utilité sont revues périodiquement, notamment dans le cas de décisions d'arrêt de fabrication d'un véhicule ou d'un organe mécanique.

1.13. Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé

Selon la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », la valeur recouvrable des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, examinés à chaque clôture. Ce test consiste le plus souvent à estimer la valeur d'utilité de ces immobilisations. Il est effectué au minimum une fois par an pour les actifs à durée de vie indéfinie, catégorie limitée pour le groupe aux écarts d'acquisition.

Pour ce test, les immobilisations sont regroupées en Unités Génératrices de Trésorerie (UGT). Les UGT sont des ensembles d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs. La valeur d'utilité de ces unités est déterminée par référence à des flux futurs de trésorerie nets, actualisés. Lorsque cette valeur est inférieure à la valeur nette comptable de l'UGT, une perte de valeur est enregistrée en résultat de l'exercice ; elle est imputée en priorité sur les écarts d'acquisition.

La division automobile regroupe des UGT Véhicules correspondant chacune à un modèle de véhicule. Les immobilisations qui sont rattachées à une UGT Véhicule comprennent les outillages et autres moyens industriels spécifiques servant à la fabrication d'un modèle et les frais de développement immobilisés liés à ce modèle (voir note 1.11.A). Les UGT Véhicules et tous les autres actifs immobilisés (y compris les écarts d'acquisition) constituent l'UGT Division Automobile.

Dans la division équipement automobile, une UGT correspond à un programme. Chaque UGT Programme inclut les immobilisations incorporelles (correspondant aux coûts de développement) et corporelles affectables à un contrat client. Les UGT ainsi définies sont regroupées en activités (Sièges d'automobile, Intérieur véhicule, Systèmes d'échappement, Bloc avant) auxquelles sont attribués les actifs de support et les écarts d'acquisition qui les concernent.

Au sein du groupe Banque PSA Finance, les actifs immobilisés exploités dans un pays considéré constituent un ensemble homogène d'actifs (UGT).



Pour les sociétés du groupe Gefco, les actifs corporels et incorporels sont alloués à deux UGT : Automotive et Intégration Logistique.

1.14. Actifs et passifs financiers

A. Définitions

Les actifs financiers définis par la norme IAS 39 comprennent des prêts et créances, des titres disponibles à la vente, des titres de transaction et des actifs comptabilisés selon l'option juste valeur. Ils sont inscrits au bilan dans les postes suivants : les titres de participation (note 16), les autres actifs financiers non courants (note 19), les prêts et créances des activités de financement (note 21), les titres de placement des activités de financement (note 22), les clients des activités industrielles et commerciales (note 24), les actifs financiers courants (note 26), et la trésorerie et équivalents de trésorerie (note 27).

Le groupe n'utilise pas la catégorie d'actifs « détenus jusqu'à l'échéance ».

Les passifs financiers définis par la norme IAS 39 comprennent les emprunts comptabilisés au coût amorti et des passifs financiers comptabilisés selon l'option juste valeur. Ils sont inscrits au bilan dans les postes suivants : les passifs financiers courants et non courants (note 31), les dettes des activités de financement (note 33) et les fournisseurs.

La ventilation des actifs et passifs financiers entre courants et non courants est déterminée par leur échéance à la date d'arrêté : inférieure ou supérieure à un an.

L'évaluation et la comptabilisation des actifs et passifs financiers sont définies par la norme IAS 39. Cette norme a été adoptée en partie seulement par l'Union européenne. Cependant, le groupe n'est pas concerné par les dispositions de la norme IAS 39 qui ont été rejetées par l'Union européenne.

B. Évaluation et comptabilisation des actifs financiers

(a) Titres de participation

Ils représentent les intérêts du groupe dans le capital de sociétés qui ne sont ni consolidées par intégration globale, ni mises en équivalence. Ils sont maintenus au bilan à leur coût d'acquisition que le groupe estime représenter leur juste valeur, en l'absence d'un marché actif. En cas de baisse durable de leur valeur d'utilité, une perte de valeur est constatée. La valeur d'utilité est déterminée en fonction des critères financiers les plus appropriés à la situation particulière de chaque société. Les critères généralement retenus sont la quote-part des capitaux propres et les perspectives de rentabilité.

(b) Prêts et créances

Ils incluent les créances rattachées à des participations, les prêts « aides à la construction », les autres prêts et créances. Ces instruments sont comptabilisés au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE). Leur valeur au bilan comprend le capital restant dû, et la part non amortie des coûts d'acquisition, surcotes ou décotes. Ils font l'objet de tests de valeur recouvrable, effectués dès l'apparition d'indices indiquant que celle-ci pourrait être inférieure à la valeur au bilan de ces actifs, et au minimum à chaque arrêté comptable. La perte de valeur est enregistrée en compte de résultat.

(c) Titres de placement

Ils sont, suivant leur nature, classés en titres « disponibles à la vente » ou en titres « comptabilisés selon l'option juste valeur ».

(c1) Titres de placement « disponibles à la vente »

Ils correspondent à des actions cotées sur les marchés financiers que le groupe a l'intention de conserver durablement ou cessibles à court terme. Ces titres sont évalués à leur valeur de marché que le groupe estime représenter leur juste valeur. Les variations de valeur sont généralement enregistrées directement en contrepartie des capitaux propres. Seule la contrepartie des pertes de valeurs jugées durables est enregistrée au compte de résultat.

(c2) Titres de placement « comptabilisés selon l'option de juste valeur »

Ces titres sont :

- des titres à revenu fixe faisant l'objet d'une couverture par des swaps de taux ;
- ou des titres à revenus variables sans couverture.

Les variations de leur juste valeur sont comptabilisées en résultat de la période et compensées par les variations symétriques de juste valeur des swaps associés.

(d) Prêts et créances des activités de financement

Ils correspondent aux encours de crédit nets accordés par Banque PSA Finance à sa clientèle. De ce fait, au-delà du capital restant dû majoré des créances rattachées, les encours de crédit incluent, hors effet de l'application de la comptabilité de couverture :

- les commissions versées aux prescripteurs ainsi que les charges administratives directes externes engagées pour mettre en place ces crédits qui augmentent les encours de crédit ;
- les participations reçues des marques qui viennent minorer les encours de crédit ;
- les frais de dossiers restant à étaler qui viennent minorer les encours de crédit ;
- les dépôts de garantie reçus lors de la mise en place de contrats de crédit-bail, qui viennent minorer l'encours financé.

Les intérêts comptabilisés correspondent au rendement actuariel retiré des flux de trésorerie à recouvrer, évalués au taux d'intérêt effectif (TIE).

De manière générale, les encours de crédit font l'objet de couverture du risque de taux. L'application de la comptabilité de couverture entraîne la réévaluation à la juste valeur de la partie couverte des encours. La variation de cette juste valeur est enregistrée au compte de résultat, où elle est compensée par la variation symétrique de juste valeur des instruments financiers de couverture, dans la limite de leur efficacité (voir 1.14.D Instruments dérivés).

Les encours de crédit font l'objet de tests de perte de valeur dès l'apparition d'un indicateur révélateur de risque, c'est-à-dire dès le premier impayé. La perte de valeur est évaluée par comparaison de la valeur nette comptable de la créance avec les flux de recouvrement estimés, actualisés au taux d'intérêt effectif du crédit.

Pour les encours de crédits à la clientèle finale :

- une perte de valeur est constatée sur les encours sains dès le premier jour d'impayé ; elle est appréciée en fonction de la probabilité de passage de l'encours restant dû en créances douteuses et du taux de pertes moyennes actualisées ;
- la perte de valeur sur les encours douteux est évaluée en fonction d'un taux de pertes moyennes actualisé, sur la base duquel sont calculées les provisions sur créances douteuses et douteuses compromises.

Pour les autres encours de crédits (essentiellement aux réseaux de distribution), en cas de risques avérés, les pertes de valeur sont calculées au cas par cas.

(e) Trésorerie

Elle comprend les liquidités en comptes courants bancaires, les parts d'OPCVM de trésorerie et de titres de créances négociables, qui sont mobilisables ou cessibles à très court terme et ne présentent pas de risque significatif de perte de valeur en cas d'évolution des taux d'intérêt. Tous ses composants sont évalués à leur juste valeur.

C. Évaluation et comptabilisation des passifs financiers

(a) Passifs financiers comptabilisés au coût amorti

Les emprunts et autres passifs financiers sont généralement évalués au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE).

Ceux couverts par des swaps de taux d'intérêt font l'objet d'une comptabilité de couverture de juste valeur, c'est-à-dire qu'ils font l'objet d'une réévaluation partielle sur la part couverte, liée à l'évolution des taux d'intérêts. Les variations de valeur sont comptabilisées en résultat de la période et compensées par les variations symétriques des swaps.

(b) Passifs financiers « comptabilisés selon l'option de juste valeur »

De façon exceptionnelle, l'option de comptabilisation des passifs financiers à la juste valeur est exercée dans la mesure où elle rend plus claire la présentation des états financiers ; c'est-à-dire quand elle permet de comptabiliser de façon symétrique la variation de valeur des dettes et celle des dérivés qui en couvrent économiquement le risque de taux. Dans ce cas, la valeur de ces dettes prend en compte le coût du risque propre à l'émetteur.

D. Évaluation et comptabilisation des instruments dérivés

(a) Cas général

Les instruments dérivés sont évalués à leur juste valeur. Sauf exception détaillée ci-dessous, la variation de juste valeur des instruments dérivés est enregistrée en contrepartie du compte de résultat.

(b) Instruments de couverture

Les instruments dérivés peuvent être désignés comme instruments de couverture, soit dans une relation de juste valeur, soit des flux futurs de trésorerie :

- une couverture de juste valeur permet de couvrir le risque de variation de valeur de tout élément d'actif ou de passif, du fait de l'évolution des taux d'intérêt ou de change ;
- une couverture de flux futurs de trésorerie permet de couvrir les variations de valeur des flux futurs de trésorerie attachés à des actifs ou passifs existants ou futurs.

La comptabilité de couverture est applicable si :

- la relation de couverture est clairement définie et documentée à sa date de mise en place ;
- l'efficacité de la relation de couverture est démontrée dès son origine, et tant qu'elle perdure.

L'application de la comptabilité de couverture a les conséquences suivantes :

- pour les couvertures de juste valeur d'actifs ou de passifs existants, la partie couverte de ces éléments est évaluée au bilan à sa juste valeur. La variation de cette juste valeur est enregistrée en contrepartie du compte de résultat, où elle est compensée par les variations symétriques de juste valeur des instruments financiers de couverture, dans la mesure de leur efficacité ;
- pour les couvertures de flux futurs de trésorerie, la partie efficace de la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée directement en contrepartie des capitaux propres, la variation de juste valeur de la partie couverte de l'élément n'étant pas enregistrée au bilan. La variation de valeur de la part inefficace est comptabilisée en résultat. Les montants enregistrés en capitaux propres sont repris au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des éléments couverts.



1.15. Stocks

Conformément à la norme IAS 2 « Stocks », les stocks sont évalués au plus faible de leur coût et de leur valeur nette de réalisation. Le coût des stocks est déterminé selon la méthode du « premier entré - premier sorti ». Il incorpore, sur la base d'un niveau d'activité normal, les charges directes et indirectes de production.

Les coûts d'emprunt ne sont pas inclus dans le coût des stocks.

Au sein de la division équipement automobile, dans le cadre d'une commande spécifique reçue du client, des études sont engagées et des outillages spécifiques sont fabriqués ou achetés en vue de produire des pièces ou des modules pour un programme. En cas de paiement garanti contractuellement par le client, les coûts encourus pour les études et les outillages sont enregistrés en stocks et travaux en cours et le chiffre d'affaires est constaté au rythme des étapes techniques validées par le client.

1.16. Impôts différés

Conformément à la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat », des impôts différés sont évalués sur toutes les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales. Les passifs d'impôts différés sont systématiquement comptabilisés ; les actifs d'impôts différés ne sont reconnus que s'ils ont une chance raisonnable de se réaliser.

Pour ce qui est des participations dans les filiales ou les sociétés mises en équivalence, un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toute différence temporaire entre la valeur comptable des titres et leur valeur fiscale sauf :

- si le groupe est en mesure de contrôler la date à laquelle la différence temporaire s'inversera ;
- et qu'il est probable qu'elle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

En application de ce principe :

- pour les sociétés intégrées globalement, un passif d'impôt est reconnu seulement à hauteur des impôts de distribution sur les dividendes que le groupe a prévu de faire verser par ses filiales l'année suivante ;
- pour les sociétés mises en équivalence, un passif d'impôt de distribution est reconnu sur toutes les différences entre la valeur comptable et la valeur fiscale des titres ;
- les gains d'impôts courants générés par des provisions ou cessions internes ne sont pas annulés par des passifs d'impôts différés, sauf si la différence est temporaire, notamment dans le cas où la cession de la filiale concernée est envisagée.

1.17. Provisions

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », une provision est comptabilisée lorsque le groupe a une obligation à la clôture à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Dans le cas des restructurations, une obligation est constituée dès lors que la restructuration a fait l'objet d'une annonce et d'un plan détaillé ou d'un début d'exécution.

Les effets d'actualisation sont comptabilisés uniquement lorsqu'ils sont significatifs.

1.18. Engagements de retraites et assimilés

Les salariés du groupe perçoivent, en complément des allocations de retraite conformes aux législations en vigueur dans les pays où sont implantées les sociétés qui les emploient, des suppléments de retraite et des indemnités de départ à la retraite (note 30.1). Le groupe offre ces avantages à travers, soit des régimes à cotisations définies, soit des régimes à prestations définies.

Dans le cadre des régimes à cotisations définies le groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de cotisations ; la charge qui correspond à ces cotisations est prise en compte de résultat de l'exercice.

Conformément à la norme IAS 19 « Avantages du personnel », dans le cadre des régimes à prestations définies, les engagements de retraites et assimilés sont évalués par des actuaires indépendants, suivant la méthode des unités de crédits projetées. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations et chacune de ces unités est évaluée séparément pour obtenir l'obligation finale. Cette obligation finale est ensuite actualisée. Ces calculs intègrent principalement :

- une hypothèse de date de départ à la retraite ;
- un taux d'actualisation financière ;
- un taux d'inflation ;
- des hypothèses d'augmentation de salaires et de taux de rotation du personnel.

Ces évaluations sont effectuées tous les ans pour les principaux régimes, et tous les trois ans pour les autres régimes, sauf lorsque des modifications d'hypothèses ou de fortes modifications de données démographiques nécessitent des chiffrages à une fréquence plus rapprochée.

Les gains et pertes actuariels sont générés par des changements d'hypothèses ou des écarts d'expérience (écart entre le projeté et le réel) sur les engagements ou sur les actifs financiers du régime. Ces écarts sont reconnus en résultat suivant la méthode du

corridor : ils sont étalés sur la durée résiduelle de vie active des bénéficiaires, pour leur part excédant le plus grand de 10 % des engagements ou de 10 % de la juste valeur des actifs du régime à la date de clôture.

Les fonds externes sont appelés à couvrir la totalité des engagements de retraite y compris la partie non reconnue du fait de l'étalement des écarts actuariels. Ainsi, il se peut que les actifs financiers excèdent les engagements comptabilisés, générant un actif en « Autres valeurs immobilisées ». La reconnaissance de cet actif est cependant limitée au cumul des pertes actuarielles nettes et du coût des services passés non comptabilisés.

Les autres engagements sociaux et assimilés qui font l'objet d'une provision sont :

- pour les filiales françaises et étrangères, le versement de primes liées à l'ancienneté (note 30.2) ;
- pour certaines filiales implantées aux États-Unis d'Amérique, la couverture des frais médicaux (note 30.3).

1.19. Plans de souscription et d'achat d'actions à prix unitaire convenu

Des options d'achat et de souscription d'actions sont accordées aux dirigeants et à certains salariés du groupe dans le cadre de plans dénoués en instruments de capitaux propres. Conformément à la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions », les options

sont évaluées à la date d'octroi, soit à la date de décision du Directoire approuvant l'ouverture du plan. Le groupe utilise pour les valoriser le modèle mathématique Black & Scholes. Les évolutions de valeur postérieures à la date d'octroi sont sans incidence sur cette évaluation initiale.

La valeur des options est notamment fonction de leur durée de vie attendue, que le groupe estime correspondre à leur durée de vie moyenne, soit six ans. Cette valeur est enregistrée en charges de personnel linéairement entre la date d'octroi et la date de maturité (période d'acquisition des droits) avec une contrepartie directe en capitaux propres.

Conformément à la norme IFRS 2, seuls les plans accordés après le 7 novembre 2002 et dont les droits n'étaient pas acquis le 1^{er} janvier 2005 sont évalués et comptabilisés en charges de personnel. En conséquence, les plans antérieurs au 7 novembre 2002 ne sont ni évalués, ni comptabilisés.

1.20. Titres d'autocontrôle

Tous les titres d'autocontrôle détenus par le groupe sont enregistrés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Le produit résultant de la cession éventuelle des actions d'autocontrôle est imputé directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins-values de cession n'affectent pas le résultat net de l'exercice.

● Note 2 – Modifications apportées aux comptes antérieurement publiés

La société Dongfeng Peugeot Citroën Automobile a opté pour l'application dans ses comptes sociaux, à compter de l'exercice 2007, des nouvelles normes comptables ASBE « *Accounting Standards for Business Enterprises* ». Les travaux effectués en vue de la première application de ces normes, très proches des IFRS, ont conduit la société à modifier les retraitements antérieurement appliqués pour passer de ses comptes sociaux aux comptes retraités en normes IFRS utilisées par le groupe PSA PEUGEOT CITROËN pour l'établissement de ses comptes consolidés.

Ces modifications ont déjà été effectuées sur les comptes présentés au 30 juin 2007.

Par rapport aux comptes consolidés publiés en février 2007, ces modifications ont pour effet d'augmenter les capitaux propres au 1^{er} janvier 2005 de 26 millions d'euros, le résultat net des sociétés mises en équivalence de 8 millions d'euros en 2005 et de 7 millions d'euros en 2006. Le résultat net par action augmente de 0,03 euro pour l'exercice 2005 comme 2006.

Conformément à la norme IAS 28 « Participations dans des entreprises associées » § 23, l'écart d'acquisition dégagé sur l'achat de titres de sociétés mises en équivalence fait partie de la valeur des titres mis en équivalence. L'écart d'acquisition lié à l'achat des titres de la société Dongfeng Peugeot Citroën Automobile, précédemment classé en « Écarts d'acquisition » (note 15) a été reclassé en « Titres mis en équivalence » (note 17).



● Note 3 – Périmètre de consolidation

3.1. Nombre de sociétés consolidées

A. Ventilation à la clôture

	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Intégration globale			
Sociétés industrielles et commerciales	290	288	310
Sociétés de financement	36	34	33
	326	322	343
Mise en équivalence			
Sociétés industrielles et commerciales	37	33	32
Sociétés de financement	1	1	-
	38	34	32
Nombre de sociétés à la clôture	364	356	375

B. Évolution durant l'exercice

	2007
Nombre de sociétés à l'ouverture	356
Nouvelles sociétés :	
- Équipementiers	14
- Transporteurs	3
- Autres sociétés industrielles et commerciales	2
- Sociétés de financement	4
Sociétés cédées	(5)
Succursalisation d'une filiale bancaire	(1)
Sociétés absorbées et autres	(9)
Nombre de sociétés à la clôture	364

3.2. Évolution significative du périmètre en 2007

Aucune évolution significative du périmètre de consolidation n'est intervenue au cours de l'exercice 2007.

● Note 4 – Information sectorielle

En application d'IFRS 8 « Secteurs opérationnels », les informations présentées sont fondées sur le reporting interne utilisé par la direction pour l'évaluation de la performance des différents secteurs. Le résultat sectoriel de référence est le résultat opérationnel courant.

4.1. Secteurs d'activité

Le groupe est géré en cinq secteurs principaux :

- la division automobile qui regroupe principalement les activités de conception, de fabrication et de commercialisation des voitures particulières et véhicules utilitaires de marque Peugeot et de marque Citroën ;
- la division équipement automobile, constituée du groupe Faurecia spécialisé dans les métiers des pièces d'intérieur véhicule, des sièges d'automobiles, des blocs avant et des systèmes d'échappement ;
- la division transport et logistique, constituée du groupe Gefco spécialisé dans la logistique et le transport de véhicules et de marchandises ;

- la division activités de financement, qui correspond au groupe Banque PSA Finance, assure le financement des ventes aux clients des marques Peugeot et Citroën ainsi que celui de leurs réseaux de distribution ;
- les autres activités du groupe incluent notamment celle de la société Peugeot S.A., tête de groupe, et de Peugeot Motocycles.

Chacune des colonnes du tableau ci-dessous, reprend les chiffres propres de chaque secteur, compris comme une entité indépendante ; la colonne « Éliminations et réconciliations » regroupe les éliminations internes au groupe, ainsi que les montants non affectés par secteur permettant de réconcilier les données sectorielles avec les états financiers du groupe.

Toutes les relations commerciales inter-activités sont établies sur une base de marché, à des termes et conditions identiques à ceux prévalant pour des fournitures de biens et services à des clients extérieurs au groupe.

2007 <i>(en millions d'euros)</i>	Automobile	Équipement automobile	Transport et logistique	Financement	Autres activités	Éliminations et réconciliations	Total
Chiffre d'affaires net							
- de l'activité (hors groupe)	47 408	10 028	1 403	1 544	230	-	60 613
- ventes inter-activités (groupe)	48	2 633	2 151	455	266	(5 553)	-
Total	47 456	12 661	3 554	1 999	496	(5 553)	60 613
Résultat opérationnel courant	858	121	155	608	10	-	1 752
Frais de rationalisation	(229)	(105)	(42)	-	(4)	-	(380)
Pertes de valeur	(216)	(61)	-	-	(12)	-	(289)
Autres produits et (charges) opérationnels non courants	97	(60)	-	-	-	-	37
Résultat opérationnel	510	(105)	113	608	(6)	-	1 120
Produits sur prêts, titres de placement et trésorerie		16		-		267	283
Charges de financement		(121)		-		(185)	(306)
Produits et (charges) à caractère financier		(10)		(1)		(6)	(17)
Résultat financier	-	(115)	-	(1)	-	76	(40)
Impôts sur les résultats		(13)		(186)		(103)	(302)
Résultat net des sociétés mises en équivalence	46	2	-	-	-	-	48
Résultat net consolidé		(231)		421		(27)	826
Actifs sectoriels	27 544	6 228	1 203	28 768	(560)	(1 847)	61 336
<i>dont titres mis en équivalence</i>	677	45	3	12	-	-	737
Passifs sectoriels	(20 040)	(3 415)	(844)	(25 874)	141	1 855	(48 177)
Capitaux employés (note 39.1)	7 504	2 813	359	2 894	(419)	8	13 159
Investissements (hors ventes avec clause de rachat)	2 182	472	53	27	6	-	2 740
Dotations aux amortissements	(2 728)	(479)	(55)	(14)	(8)	-	(3 284)



2006 (en millions d'euros)	Automobile	Équipement automobile	Transport et logistique	Financement	Autres activités	Éliminations et réconciliations	Total
Chiffre d'affaires net							
- de l'activité (hors groupe)	44 444	9 199	1 272	1 396	283	-	56 594
- ventes inter-activités (groupe)	122	2 450	1 973	365	370	(5 280)	-
Total	44 566	11 649	3 245	1 761	653	(5 280)	56 594
Résultat opérationnel courant	267	69	151	604	17	11	1 119
Frais de rationalisation ⁽¹⁾	(245)	(169)	(6)	-	(9)	-	(429)
Pertes de valeur ⁽¹⁾	(194)	(234)	-	-	(41)	-	(469)
Autres produits et (charges) opérationnels non courants	64	17	9	-	-	-	90
Résultat opérationnel	(108)	(317)	154	604	(33)	11	311
Produits sur prêts, titres de placement et trésorerie		11		-		167	178
Charges de financement		(86)		-		(148)	(234)
Produits et (charges) à caractère financier		(15)		(1)		(33)	(49)
Résultat financier	-	(90)	-	(1)	-	(14)	(105)
Impôts sur les résultats		(35)		(205)		84	(156)
Résultat net des sociétés mises en équivalence	16	4	-	-	-	-	20
Résultat net consolidé		(438)		398		81	70
Actifs sectoriels	27 710	6 462	1 160	27 191	(155)	(1 850)	60 518
<i>dont titres mis en équivalence</i>	644	40	3	12	-	-	699
Passifs sectoriels	(19 612)	(3 337)	(790)	(24 539)	(100)	1 991	(46 387)
Capitaux employés (note 39.1)	8 098	3 125	370	2 652	(255)	141	14 131
Investissements (hors ventes avec clause de rachat)	2 852	515	70	27	20	-	3 484
Dotations aux amortissements	(2 547)	(530)	(54)	(12)	(15)	-	(3 158)

(1) Les frais de rationalisation de la division automobile comprennent 71 millions de pertes de valeur liés à la cessation d'activité du site de Ryton (note 9.4)

2005 <i>(en millions d'euros)</i>	Automobile	Équipement automobile	Transport et logistique	Financement	Autres activités	Éliminations et réconciliations	Total
Chiffre d'affaires net							
- de l'activité (hors groupe)	44 940	8 510	1 157	1 380	280	-	56 267
- ventes inter-activités (groupe)	131	2 468	1 843	276	429	(5 147)	-
Total	45 071	10 978	3 000	1 656	709	(5 147)	56 267
Résultat opérationnel courant	916	267	145	607	1	4	1 940
Frais de rationalisation	(21)	(138)	-	-	(1)	-	(160)
Pertes de valeur ⁽¹⁾	-	(180)	-	-	-	-	(180)
Autres produits et (charges) opérationnels non courants	(1)	3	3	2	1	-	8
Résultat opérationnel	894	(48)	148	609	1	4	1 608
Produits sur prêts, titres de placement et trésorerie		9		-		148	157
Charges de financement		(76)		-		(143)	(219)
Produits et (charges) à caractère financier		(11)		(1)		(4)	(16)
Résultat financier	-	(78)	-	(1)	-	1	(78)
Impôts sur les résultats		(53)		(207)		(225)	(485)
Résultat net des sociétés mises en équivalence	(53)	6	-	-	-	-	(47)
Résultat net consolidé		(173)		401		(220)	998
Actifs sectoriels	27 178	6 640	1 208	26 623	11	(1 720)	59 940
<i>dont titres mis en équivalence</i>	661	35	3	-	-	-	699
Passifs sectoriels	(19 284)	(3 197)	(766)	(24 204)	(144)	1 818	(45 777)
Capitaux employés (note 39.1)	7 894	3 443	442	2 419	(133)	98	14 163
Investissements (hors ventes avec clause de rachat)	3 061	656	63	31	21	-	3 832
Dotations aux amortissements	(2 422)	(504)	(51)	(12)	(17)	-	(3 006)

(1) Des pertes de valeur de 13 millions d'euros ont par ailleurs été comptabilisées en résultat opérationnel courant des « Autres activités ».

4.2. Zones géographiques

Les postes ci-dessous sont ventilés : pour le chiffre d'affaires par zone de commercialisation à la clientèle, pour les investissements et les actifs par zone d'implantation des sociétés consolidées.

Conformément à la norme IFRS 8, les actifs non courants à présenter par zone géographique sont les actifs non courants autres que les instruments financiers, les actifs d'impôts différés et les excédents versés sur engagements de retraite.

2007 <i>(en millions d'euros)</i>	Europe de l'Ouest	Autres pays d'Europe	Amérique latine	Reste du monde	Total
Chiffre d'affaires	47 533	3 552	3 391	6 137	60 613
Investissements (corporels et incorporels)	2 319	156	183	82	2 740
Actifs non courants hors impôts et financiers	16 807	1 061	610	321	18 799



2006 <i>(en millions d'euros)</i>	Europe de l'Ouest	Autres pays d'Europe	Amérique latine	Reste du monde	Total
Chiffre d'affaires	45 087	2 844	2 758	5 905	56 594
Investissements (corporels et incorporels)	2 966	242	145	131	3 484
Actifs non courants hors impôts et financiers	17 493	1 048	483	372	19 396

2005 <i>(en millions d'euros)</i>	Europe de l'Ouest	Autres pays d'Europe	Amérique latine	Reste du monde	Total
Chiffre d'affaires	46 083	2 300	2 150	5 734	56 267
Investissements (corporels et incorporels)	3 105	484	83	160	3 832
Actifs non courants hors impôts et financiers	17 255	904	465	389	19 013

● Note 5 – Chiffre d'affaires

<i>(en millions d'euros)</i>	2007	2006	2005
Ventes de biens	55 117	51 550	51 278
Prestations de services	3 952	3 648	3 609
Activités de financement	1 544	1 396	1 380
Total	60 613	56 594	56 267

● Note 6 – Frais de personnel

Les frais de personnel inscrit à l'effectif des sociétés du groupe se ventilent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	2007	2006	2005
Automobile	(6 225)	(6 147)	(6 162)
Équipement automobile	(2 104)	(2 104)	(2 002)
Transport et logistique	(413)	(390)	(368)
Financement	(126)	(123)	(120)
Autres activités	(131)	(120)	(140)
Total	(8 999)	(8 884)	(8 792)

Le détail des charges liées aux plans d'option d'achat d'actions est donné en note 28.3.D, celui des charges de retraites en note 30.1.F.

● Note 7 – Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

Les amortissements inclus dans le résultat opérationnel courant concernent les actifs suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	2007	2006	2005
Frais de développement	(752)	(704)	(594)
Autres immobilisations incorporelles	(60)	(70)	(65)
Outillages spécifiques	(811)	(748)	(670)
Autres immobilisations corporelles	(1 661)	(1 636)	(1 677)
Total	(3 284)	(3 158)	(3 006)

La dotation aux amortissements enregistrée sur l'exercice 2007 est affectée par l'effet de la réduction des durées d'utilité estimées de certains actifs. Ce changement d'estimation a entraîné un accroissement de la charge d'amortissement de 132 millions d'euros par comparaison au plan d'amortissement antérieurement pris en compte.

● Note 8 – Frais d'études, de recherche et de développement

8.1. Effets de l'activation sur le compte de résultat

<i>(en millions d'euros)</i>	2007	2006	2005
Total des dépenses engagées	(2 074)	(2 195)	(2 168)
Frais de développement activés (note 15.1)	754	882	856
Frais non activés	(1 320)	(1 313)	(1 312)
Amortissement des frais de développement activés (note 15.1)	(752)	(704)	(594)
Total	(2 072)	(2 017)	(1 906)

Certaines dépenses, engagées par Faurecia, et préalablement enregistrées en « coûts des biens et services vendus » et en « frais généraux et commerciaux » ont été reclassées en « frais d'études, de recherche et de développement » (20 millions d'euros en 2006, 17 millions d'euros en 2005).

Les pertes de valeurs sur frais de développement activés sont indiquées en note 9.

8.2. Effets de l'activation sur le tableau de flux de trésorerie

<i>(en millions d'euros)</i>	2007	2006	2005
Effets sur le résultat	2	178	262
Effets sur les amortissements	(752)	(704)	(594)
Effets sur la marge brute d'autofinancement	754	882	856
Effets sur les flux d'investissements	(754)	(882)	(856)
Total	0	0	0



● Note 9 – Produits et charges opérationnels non courants

(en millions d'euros)	2007	2006	2005
Perte de valeur des UGT de la division automobile (note 9.1)	(216)	(194)	-
Perte de valeur des UGT et autres dépréciations du groupe Faurecia (note 9.2)	(65)	(234)	(180)
Provisions pour risques et charges du groupe Faurecia	(56)	-	8
Perte de valeur des UGT des autres secteurs (note 9.3)	(12)	(41)	-
Frais de rationalisation des structures (note 9.4)	(380)	(429)	(160)
Résultat de cession de biens immobiliers (note 9.5)	95	93	6
Autres	2	(3)	(6)
Total	(632)	(808)	(332)

9.1. Perte de valeur des UGT de la division automobile

Conformément au principe énoncé en note 1.13, la valeur comptable de chaque UGT Véhicule et de l'UGT globale Division Automobile a fait l'objet d'une comparaison avec sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité est définie comme égale à la somme des flux futurs de trésorerie actualisés, calculés à partir des données issues du Plan à Moyen Terme (PMT 2008-2011 pour le test 2007), et du plan stratégique à dix ans pour les véhicules en développement.

L'actualisation des flux de trésorerie a été réalisée en utilisant un coût moyen du capital après impôts de 8 % déterminé en 2007 en suivant la méthode mise en œuvre en 2006 par un expert indépendant. Ce taux est identique à celui de 2006.

À fin 2006, ces tests ont conduit à déprécier deux UGT véhicules, à hauteur de 194 millions d'euros. Cette dépréciation est essentiellement due à la baisse des volumes constatés sur ces modèles. Les pertes de valeur ont été imputées en priorité sur les frais de développement activés (108 millions d'euros), puis sur les outillages spécifiques au prorata des valeurs nettes comptables (86 millions d'euros).

Au premier semestre 2007, la baisse des volumes constatés sur ces deux UGT a conduit à renouveler leurs tests de valeur. Ces tests ont conduit à déprécier intégralement les immobilisations corporelles de ces deux UGT pour 216 millions d'euros complémentaires. Aucune nouvelle perspective, sur le second semestre, ne justifie de remettre en cause cette dépréciation.

À fin 2007, l'ensemble des UGT ont été testées et n'ont pas conduit à déprécier de nouveaux actifs.

9.2. Perte de valeur des UGT du groupe Faurecia

Conformément au principe énoncé en note 1.13, la valeur comptable de chaque groupe d'actifs a fait l'objet d'une comparaison avec sa valeur d'utilité définie comme égale à la somme des flux futurs de trésorerie actualisés, issus des dernières prévisions, pour chacun des groupes d'unités génératrices de trésorerie (Plan à Moyen Terme établi pour la période 2008-2011).

L'extrapolation des prévisions de la dernière année du plan à moyen terme (2011), projetée à l'infini, est déterminée en appliquant un taux de croissance de 1,5 % apprécié en fonction des prévisions d'évolution du marché automobile par les analystes. Ce taux est identique à celui retenu pour la réalisation du test de l'exercice précédent.

Un expert indépendant a été consulté pour déterminer le coût moyen pondéré du capital utilisable pour actualiser les flux de trésorerie futurs. Le calcul spécifique qu'il a établi a pris en compte pour la détermination des paramètres de marché un échantillon de 11 sociétés du secteur des équipementiers automobiles (6 sociétés européennes et 5 sociétés américaines). Compte tenu de ces paramètres et d'une prime de risque de marché retenue à 4,7 %, le coût moyen du capital après impôts, utilisé comme taux pour actualiser les flux futurs, a été fixé à 8,3 % (7,9 % en 2005 et 2006).

En 2007, les tests de valeur ont conduit à constater une dépréciation de 61 millions d'euros des actifs immobilisés. Aucune dépréciation n'a été constatée sur les écarts d'acquisition.

En 2006 et 2005, les tests de valeur de l'activité Intérieur Véhicule avaient conduit à constater des dépréciations de 198 millions d'euros (dont 125 millions d'euros sur l'écart d'acquisition) et 180 millions d'euros (dont 138 millions d'euros sur l'écart d'acquisition).

La sensibilité du résultat du test aux variations des hypothèses retenues pour la détermination fin 2007 de la valeur d'utilité des deux groupes d'actifs portant les principaux écarts d'acquisition est reflétée dans le tableau ci-dessous :

(en millions d'euros)	Sièges d'Automobiles		Intérieur Véhicule	
	+ 1 %	- 1 %	+ 1 %	- 1 %
Taux d'actualisation des flux de trésorerie	(283)	381	(133)	179
Taux de croissance à l'infini	312	(237)	147	(110)

9.3. Perte de valeur des UGT des autres secteurs

Les actifs de la société Peugeot Motocycles ont également fait l'objet d'une dépréciation suite à de nouvelles estimations en 2007 sur les activités de la société. La dépréciation comptabilisée sur 2007 s'élève à 12 millions d'euros affectée uniquement à des immobilisations corporelles.

Les tests ont été réalisés en utilisant une valeur d'utilité définie comme égale à la somme des flux futurs de trésorerie actualisés, issus des dernières prévisions à moyen terme 2008-2011 de l'entreprise projetées à l'infini avec un taux de croissance nul. L'actualisation des flux de trésorerie a été réalisée en utilisant un coût moyen pondéré du capital après impôts de 9,7 %, identique à celui utilisé en 2006.

9.4. Frais de rationalisation des structures

A. Ventilation par nature

(en millions d'euros)	2007	2006	2005
Départs anticipés de certains salariés ⁽¹⁾	1	(5)	4
Coûts de réduction d'effectifs	(379)	(347)	(152)
Coûts d'arrêt de production	(2)	(77)	(12)
Total	(380)	(429)	(160)

(1) Départs anticipés de certains salariés relatifs aux accords d'entreprise signés en 1999 pour la division automobile et en 2001 pour la division équipement automobile. Les effectifs concernés à la clôture de l'exercice 2007 sont de 4 428 personnes dont 200 au titre du groupe Faurecia.

B. Ventilation par secteur

(en millions d'euros)	2007	2006	2005
Automobile	(229)	(245)	(21)
Équipement automobile	(105)	(169)	(137)
Transport et logistique	(42)	(6)	-
Financement	-	-	-
Autres activités	(4)	(9)	(2)
Total	(380)	(429)	(160)

Division automobile

En France, la direction a présenté le 9 mai 2007 au Comité central d'entreprise de Peugeot Citroën Automobiles le dispositif mis en place pour l'adaptation des effectifs à la situation économique du groupe. Ce dispositif propose des aides incitatives aux départs volontaires sur une période ouverte du 1^{er} juin 2007 au 13 décembre 2007.

Cette opération, intégralement comptabilisée en 2007, représente une charge nette de 211 millions d'euros pour un effectif de 6 217 personnes.

Cette charge nette correspond aux indemnités à hauteur de 263 millions d'euros, à des dépenses réglementaires pour 14 millions d'euros ainsi qu'à des mesures d'accompagnement pour 5 millions d'euros, et tient compte d'une réduction des engagements de retraites de 71 millions d'euros.



Le coût de réduction des effectifs dans les autres pays d'Europe s'élèvent à 15 millions d'euros.

En 2006, les frais de rationalisation incluaient 237 millions d'euros liés à la cessation d'activité du site PSA Peugeot Citroën de Ryton (Royaume-Uni). En 2005, ils incluaient les coûts de la suppression de la troisième équipe dans l'usine de Ryton pour 26 millions d'euros.

Division équipement automobile (groupe Faurecia)

Les coûts de restructuration du groupe Faurecia s'élèvent à 105 millions d'euros et concernent 1 728 personnes pour 2007.

Les frais de rationalisation du groupe Faurecia s'élevaient à 169 millions d'euros en 2006 et à 137 millions d'euros en 2005.

Division transport et logistique

Les coûts de restructuration de Gefco en Allemagne s'élèvent à 40 millions d'euros et concernent 430 personnes pour 2007.

C. Effectifs concernés par les plans de réduction d'effectifs

<i>(en nombre de personnes)</i>	2007	2006	2005
France	6 812	1 820	1 111
Royaume-Uni	101	2 266	932
Allemagne	853	617	689
Autres pays d'Europe	1 130	363	498
Autres pays hors Europe	422	88	258
Total	9 318	5 154	3 488

9.5. Résultat de cession de biens immobiliers

En 2007, le résultat de cession de biens immobiliers intègre une plus-value de 85 millions d'euros sur la vente d'un terrain à Ryton (Royaume-Uni).

En 2006, le résultat de cession de biens immobiliers intègre une plus-value de 80 millions d'euros sur les ventes d'un terrain à Coventry (Royaume-Uni), et de deux terrains à Madrid (Espagne).

● Note 10 – Produits sur prêts, titres de placement et trésorerie

Les produits financiers sur prêts correspondent aux intérêts courus déterminés selon la méthode définie en note 1.14.B (b).

<i>(en millions d'euros)</i>	2007	2006	2005
Produits financiers sur prêts	10	11	16
Produits financiers sur trésorerie	275	167	138
Réévaluation des titres de placement « comptabilisés selon l'option juste valeur »	1	(2)	(1)
Résultat sur instruments de taux associés aux placements	(3)	2	4
Total	283	178	157

● Note 11 – Charges de financement

(en millions d'euros)	2007	2006	2005
Frais financiers sur autres emprunts	(205)	(158)	(125)
Frais financiers sur découverts bancaires	(65)	(60)	(57)
Frais financiers sur location financement	(17)	(14)	(8)
Résultat de change sur opérations financières	5	3	(7)
Résultat des couvertures sur emprunts ⁽¹⁾	(7)	11	(5)
Autres	(17)	(16)	(17)
Total	(306)	(234)	(219)

(1) Le résultat des couvertures sur emprunts correspond à la réévaluation des emprunts liés à la variation des taux d'intérêts et à la réévaluation des instruments de couverture tels que définis en note 1.14.C (a).

● Note 12 – Produits et charges à caractère financier

(en millions d'euros)	2007	2006	2005
Effet de l'actualisation sur engagements sociaux	(197)	(186)	(187)
Rendement attendu des actifs financiers sur engagements sociaux	190	188	168
Variation de la part inefficace des options de change	(1)	(43)	(40)
Autres produits et frais financiers	(9)	(8)	43
Total	(17)	(49)	(16)

● Note 13 – Impôts sur les résultats

13.1. Évolution des postes de bilan

2007 (en millions d'euros)	Ouverture	Charge	Capitaux propres	Règlements	Conversion et autres	Clôture
Impôts courants						
Actif	213					162
Passif	(169)					(169)
Total	44	(367)	-	327	(11)	(7)
Impôts différés						
Actif	535					465
Passif	(2 183)					(2 053)
Total	(1 648)	65	(8)	-	3	(1 588)



2006 (en millions d'euros)	Ouverture	Charge	Capitaux propres	Règlements	Conversion et autres	Clôture
Impôts courants						
Actif	156					213
Passif	(137)					(169)
Total	19	(279)	-	300	4	44
Impôts différés						
Actif	610					535
Passif	(2 367)					(2 183)
Total	(1 757)	123	2	-	(16)	(1 648)

2005 (en millions d'euros)	Ouverture	Charge	Capitaux propres	Règlements	Conversion et autres	Clôture
Impôts courants						
Actif	128					156
Passif	(136)					(137)
Total	(8)	(367)	-	395	(1)	19
Impôts différés						
Actif	532					610
Passif	(2 218)					(2 367)
Total	(1 686)	(118)	29	-	18	(1 757)

13.2. Charge d'impôts sur les résultats des sociétés intégrées

(en millions d'euros)	2007	2006	2005
Impôts courants			
Impôts sur les bénéfices	(363)	(276)	(362)
Impôts sur distributions intragroupe effectuées	(4)	(3)	(5)
Impôts différés			
Impôts différés de l'exercice	179	342	(75)
Actifs sur déficits non reconnus et pertes de valeur	(114)	(219)	(75)
Effets du changement de taux en France (note 13.2.B)	-	-	32
Total	(302)	(156)	(485)

A. Impôts courants

La charge d'impôts courants est égale aux montants d'impôts sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de l'exercice, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur dans les différents pays.

Le 1^{er} janvier 2005, la société Peugeot S.A. a renouvelé son option pour le régime d'intégration fiscale de droit commun prévu à l'article 223-A du Code général des impôts pour elle-même et les filiales françaises contrôlées au moins à 95 %.

B. Impôts différés

La charge d'impôts différés est déterminée selon la méthode comptable précisée en note 1.16.

La loi de finances rectificative n° 2004-1485 du 30 décembre 2004 a décidé :

- la diminution de la taxation de toutes les plus et moins-values à long terme de 19 % à 15 % à compter de 2005 ;
- la disparition progressive de la taxation des plus-values nettes à long terme réalisées sur la cession des titres de participation. Cette taxation a été ramenée à 8 % en 2006 et a été supprimée à compter de 2007.

Le taux de base de l'impôt sur les sociétés en France est de 33,33 %.

La loi sur le financement de la Sécurité sociale n° 99-1140 du 29 décembre 1999 a instauré un complément d'imposition égal à 3,3 % de l'impôt de base dû ; pour les sociétés françaises le taux légal d'imposition se trouve ainsi majoré de 1,1 %.

Les actifs et passifs d'impôts différés ont été diminués en conséquence.

De plus, la même loi de finances rectificative a décidé pour 2005 le transfert obligatoire de la réserve spéciale des plus-values à long terme à un compte de réserve ordinaire à concurrence d'un montant maximal de 200 millions d'euros ; ceci en exonération des compléments d'impôt, sous réserve du paiement d'une taxe libératoire de 2,5 %. Une charge d'impôt a été constatée sur l'exercice 2004 à hauteur de 6 millions d'euros pour l'ensemble des sociétés du groupe.

13.3. Réconciliation entre l'impôt au taux légal en France et l'impôt du compte de résultat consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	2007	2006	2005
Résultat avant impôt des sociétés consolidées par intégration globale	1 080	206	1 530
<i>Taux d'impôt légal en France pour l'exercice</i>	34,4 %	34,4 %	34,9 %
Impôt théorique calculé au taux d'impôt légal en France pour l'exercice	(372)	(71)	(534)
Changement du taux en France	-	-	32
Différences permanentes	30	(6)	(31)
Résultat taxable à taux réduit	46	52	28
Crédits d'impôts	42	76	38
Différences de taux à l'étranger et autres	66	12	57
Actifs sur déficits non reconnus et pertes de valeur	(114)	(219)	(75)
Impôts sur les résultats	(302)	(156)	(485)

À compter de 2007, les crédits d'impôt recherche ayant le caractère de subvention sont classés en résultat opérationnel courant.

En 2005 et 2006, les « Différences de taux à l'étranger et autres » intègrent l'effet de la perte de valeur sur écart d'acquisition des UGT du groupe Faurecia, qui est sans effet d'impôt. Les actifs sur déficits non reconnus et pertes de valeur concernent essentiellement le groupe Faurecia.



13.4. Impôts différés actifs et passifs

(en millions d'euros)	2007	2006	2005
Crédits d'impôts			
Crédits d'impôts avant compensation	10	21	25
Crédits d'impôts du groupe d'intégration fiscale France compensés	(9)	(9)	(10)
Total crédits d'impôts	1	12	15
Impôts différés actifs sur déficits			
Valeur brute avant compensation	858	621	507
Dépréciations d'actifs	(75)	(83)	(70)
Actifs sur déficits non reconnus à l'origine	(535)	(486)	(308)
Déficit du groupe d'intégration fiscale France compensé	(209)	-	-
Total impôts différés actifs sur déficits	39	52	129
Autres impôts différés actifs	425	471	466
Impôts différés actifs	465	535	610
Impôts différés passifs avant compensation	(2 271)	(2 192)	(2 377)
Actifs d'impôts différés compensés dans le groupe d'intégration fiscale France	218	9	10
Impôts différés passifs	(2 053)	(2 183)	(2 367)

● Note 14 – Résultat net par action

Le résultat net par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation dans le courant de l'exercice.

Le nombre moyen d'actions en circulation est calculé sur la base des différentes évolutions du capital social, corrigées des détentions par le groupe de ses propres actions.

Il est par ailleurs donné après effet dilutif de la levée des options d'achat d'actions, calculé suivant la méthode du « rachat d'actions ». Cet effet est le suivant sur le nombre d'actions :

	2007	2006	2005
Nombre moyen d'actions de 1 euro en circulation	228 349 123	228 662 232	230 211 537
Effet dilutif des options d'achat suivant la méthode du « rachat d'actions »	861 186	399 015	535 209
Nombre moyen d'actions après dilution	229 210 309	229 061 247	230 746 746

Compte tenu des caractéristiques des plans (note 28.3) et du cours moyen de l'action Peugeot S.A., les plans 1999 à 2006 ont un effet dilutif en 2007. En 2006 comme en 2005, seuls les plans 1999 à 2003 avaient cet effet dilutif.

● Note 15 – Écarts d'acquisition et immobilisations incorporelles

15.1. Évolutions de la valeur nette comptable

2007 <i>(en millions d'euros)</i>	Écarts d'acquisition	Frais de développement	Logiciels et autres	Immobilisations incorporelles
Valeur brute				
À l'ouverture de l'exercice	1 826	6 651	1 382	8 033
Acquisitions et augmentations	-	754	65	819
Sorties	-	(51)	(8)	(59)
Changement de périmètre et autres	11	(26)	14	(12)
Écart de conversion	(11)	(16)	(2)	(18)
À la clôture de l'exercice	1 826	7 312	1 451	8 763
Amortissements et pertes de valeur				
À l'ouverture de l'exercice	(263)	(2 979)	(1 020)	(3 999)
Dotations	N/A	(752)	(60)	(812)
Pertes de valeur	-	(37)	-	(37)
Sorties	N/A	51	2	53
Changement de périmètre et autres	-	11	(11)	-
Écart de conversion	-	9	2	11
À la clôture de l'exercice	(263)	(3 697)	(1 087)	(4 784)
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	1 563	3 672	362	4 034
Valeur nette à la clôture de l'exercice	1 563	3 615	364	3 979
2006 <i>(en millions d'euros)</i>	Écarts d'acquisition	Frais de développement	Logiciels et autres	Immobilisations incorporelles
Valeur brute				
À l'ouverture de l'exercice	1 827	5 824	1 265	7 089
Acquisitions et augmentations	-	882	102	984
Sorties	-	(8)	(8)	(16)
Changement de périmètre et autres	-	(34)	27	(7)
Écart de conversion	(1)	(13)	(4)	(17)
À la clôture de l'exercice	1 826	6 651	1 382	8 033
Amortissements et pertes de valeur				
À l'ouverture de l'exercice	(138)	(2 173)	(952)	(3 125)
Dotations	N/A	(704)	(70)	(774)
Pertes de valeur	(125)	(131)	-	(131)
Sorties	N/A	9	4	13
Changement de périmètre et autres	-	17	(4)	13
Écart de conversion	-	3	2	5
À la clôture de l'exercice	(263)	(2 979)	(1 020)	(3 999)
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	1 689	3 651	313	3 964
Valeur nette à la clôture de l'exercice	1 563	3 672	362	4 034



2005 (en millions d'euros)	Écarts d'acquisition	Frais de développement	Logiciels et autres	Immobilisations incorporelles
Valeur brute				
À l'ouverture de l'exercice	1 820	4 965	1 158	6 123
Acquisitions et augmentations	7	856	104	960
Sorties	-	-	(5)	(5)
Changement de périmètre et autres	-	-	3	3
Écart de conversion	-	3	5	8
À la clôture de l'exercice	1 827	5 824	1 265	7 089
Amortissements et pertes de valeur				
À l'ouverture de l'exercice	-	(1 572)	(887)	(2 459)
Dotations	N/A	(594)	(65)	(659)
Pertes de valeur	(138)	-	-	-
Sorties	N/A	-	3	3
Changement de périmètre et autres	-	-	(1)	(1)
Écart de conversion	-	(7)	(2)	(9)
À la clôture de l'exercice	(138)	(2 173)	(952)	(3 125)
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	1 820	3 393	271	3 664
Valeur nette à la clôture de l'exercice	1 689	3 651	313	3 964

15.2. Détail des écarts d'acquisition à la clôture de l'exercice

(en millions d'euros)	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Valeur nette			
Faurecia	187	187	187
Activités de Faurecia :			
- Sièges d'automobiles	793	793	793
- Intérieur véhicule	247	239	364
- Bloc avant	96	96	96
- Systèmes d'échappement	153	161	162
Peugeot Automotiv Pazarlama AS (Popas)	12	12	12
Crédipar	75	75	75
Total	1 563	1 563	1 689

● Note 16 – Immobilisations corporelles

2007							
<i>(en millions d'euros)</i>	Terrains et constructions	Matériel et outillages	Véhicules donnés en location ⁽²⁾	Matériel de transport et de manutention	Agencements, installations et autres	Encours	Total
Valeur brute							
À l'ouverture de l'exercice	6 501	25 292	2 736	366	981	1 421	37 297
Acquisitions et augmentations ⁽¹⁾	240	1 451	-	22	37	238	1 988
Sorties	(102)	(863)	-	(27)	(46)	-	(1 038)
Changement de périmètre et autres	62	186	187	1	12	(270)	178
Écart de conversion	(19)	(19)	-	-	(4)	(12)	(54)
À la clôture de l'exercice	6 682	26 047	2 923	362	980	1 377	38 371
Amortissements et pertes de valeur							
À l'ouverture de l'exercice	(3 159)	(17 653)	(312)	(256)	(649)	-	(22 029)
Dotations	(261)	(2 037)	(76)	(26)	(72)	-	(2 472)
Pertes de valeur	(18)	(234)	-	-	-	-	(252)
Sorties	90	831	-	16	44	-	981
Changement de périmètre et autres	(4)	20	41	-	4	-	61
Écart de conversion	12	16	5	-	3	-	36
À la clôture de l'exercice	(3 340)	(19 057)	(342)	(266)	(670)	-	(23 675)
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	3 342	7 639	2 424	110	332	1 421	15 268
Valeur nette à la clôture de l'exercice	3 342	6 990	2 581	96	310	1 377	14 696

2006							
<i>(en millions d'euros)</i>	Terrains et constructions	Matériel et outillages	Véhicules donnés en location ⁽²⁾	Matériel de transport et de manutention	Agencements, installations et autres	Encours	Total
Valeur brute							
À l'ouverture de l'exercice	6 098	23 457	2 309	377	963	2 393	35 597
Acquisitions et augmentations ⁽¹⁾	529	2 767	-	29	83	(763)	2 645
Sorties	(115)	(1 063)	-	(33)	(20)	-	(1 231)
Changement de périmètre et autres	8	210	427	(6)	(39)	(223)	377
Écart de conversion	(19)	(79)	-	(1)	(6)	14	(91)
À la clôture de l'exercice	6 501	25 292	2 736	366	981	1 421	37 297
Amortissements et pertes de valeur							
À l'ouverture de l'exercice	(2 914)	(16 568)	(297)	(254)	(607)	-	(20 640)
Dotations	(297)	(1 930)	(47)	(26)	(84)	-	(2 384)
Pertes de valeur	(31)	(253)	-	-	-	-	(284)
Sorties	85	1 038	-	24	16	-	1 163
Changement de périmètre et autres	(9)	21	32	-	22	-	66
Écart de conversion	7	39	-	-	4	-	50
À la clôture de l'exercice	(3 159)	(17 653)	(312)	(256)	(649)	-	(22 029)
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	3 184	6 889	2 012	123	356	2 393	14 957
Valeur nette à la clôture de l'exercice	3 342	7 639	2 424	110	332	1 421	15 268



2005	Terrains et constructions	Matériel et outillages	Véhicules donnés en location ⁽²⁾	Matériel de transport et de manutention	Agencements, installations et autres	Encours	Total
<i>(en millions d'euros)</i>							
Valeur brute							
À l'ouverture de l'exercice	5 618	22 668	2 254	494	966	1 556	33 556
Acquisitions et augmentations ⁽¹⁾	329	1 356	-	42	67	1 133	2 927
Sorties	(137)	(937)	-	(27)	(32)	-	(1 133)
Changement de périmètre et autres	228	208	55	(134)	(49)	(314)	(6)
Écart de conversion	60	162	-	2	11	18	253
À la clôture de l'exercice	6 098	23 457	2 309	377	963	2 393	35 597
Amortissements et pertes de valeur							
À l'ouverture de l'exercice	(2 601)	(15 462)	(305)	(371)	(599)	-	(19 338)
Dotations	(239)	(1 929)	(60)	(33)	(86)	-	(2 347)
Pertes de valeur	-	(55)	-	-	-	-	(55)
Sorties	127	902	-	18	30	-	1 077
Changement de périmètre et autres	(187)	65	68	133	54	-	133
Écart de conversion	(14)	(89)	-	(1)	(6)	-	(110)
À la clôture de l'exercice	(2 914)	(16 568)	(297)	(254)	(607)	-	(20 640)
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	3 017	7 206	1 949	123	367	1 556	14 218
Valeur nette à la clôture de l'exercice	3 184	6 889	2 012	123	356	2 393	14 957

(1) Y compris immobilisations corporelles acquises en location financement.

(2) Le mouvement « Autres » du poste « Véhicules donnés en location » comprend les variations nettes de l'exercice (acquisitions diminuées des sorties), dans la mesure où pour l'essentiel ces mouvements n'engendrent pas de mouvement de trésorerie.

Les véhicules donnés en location comprennent les véhicules loués à des particuliers par les sociétés de location du groupe, et les véhicules vendus avec clause de rachat retraités selon les principes énoncés en note 1.5.A.

Ils se ventilent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Véhicules sous clause de rachat	2 297	2 174	1 800
Véhicules donnés en location courte durée	284	250	212
Total valeur nette	2 581	2 424	2 012

● Note 17 – Titres mis en équivalence

Les sociétés mises en équivalence sont très généralement des sociétés industrielles et commerciales qui ont pour objet de produire soit des pièces et équipements destinés à la construction automobile soit des véhicules complets.

17.1. Évolution de la valeur d'équivalence

(en millions d'euros)	2007	2006	2005
À l'ouverture de l'exercice	699	699	693
Dividendes et transferts de résultat	(2)	(3)	(4)
Quote-part du résultat net	48	20	(47)
Entrées en consolidation :			
- Dongfeng Peugeot Citroën Automobile Finance Company	-	12	-
- Sociétés du groupe Faurecia	3	3	-
- Gefco Chine	-	-	2
Augmentation de capital	-	1	-
Sorties	-	(3)	-
Écart de conversion	(11)	(30)	55
À la clôture de l'exercice	737	699	699
Dont écart d'acquisition Dongfeng Peugeot Citroën Automobile	56	59	63

17.2. Quote-part des capitaux propres des sociétés mises en équivalence

(en millions d'euros)	Dernier % de détention	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Coopération avec Renault				
Française de Mécanique	50 %	22	49	58
Société de Transmissions Automatiques	20 %	3	3	3
Coopération avec Fiat				
Sevelnord	50 %	73	62	62
Gisevel	50 %	18	15	12
Sevelind	50 %	19	16	6
Sevel SpA	50 %	95	86	107
Coopération avec Toyota				
Toyota Peugeot Citroën Automobiles	50 %	137	118	113
Coopération avec Dongfeng				
Dongfeng Peugeot Citroën Automobile ⁽¹⁾	50 %	303	288	293
Dongfeng Peugeot Citroën Automobile Finance Company	25 %	12	12	-
Autres				
Siemens Automotiv Hydraulics ⁽²⁾	5 %	-	-	2
Stafim	34 %	7	7	6
Gefco Tunisie	50 %	-	-	-
Gefco Chine	50 %	3	3	2
Sociétés du groupe Faurecia		45	40	35
Total		737	699	699

(1) Y compris écart d'acquisition Dongfeng Peugeot Citroën Automobile.

(2) En novembre 2006, le groupe a cédé à Siemens AG 43 % du capital de la société Siemens Automotiv Hydraulics, et conserve 5 % de participation. Cette société, précédemment consolidée par mise en équivalence, est sortie du périmètre de consolidation le 1er novembre 2006. Les titres détenus figurent désormais en titres de participation.



17.3. Quote-part des résultats nets des sociétés mises en équivalence

(en millions d'euros)	Dernier % de détention	2007	2006	2005
Coopération avec Renault				
Française de Mécanique	50 %	(27)	(9)	(10)
Société de Transmissions Automatiques	20 %	-	-	-
Coopération avec Fiat				
Sevelnord	50 %	11	-	(1)
Gisevel	50 %	3	3	1
Sevelind	50 %	3	10	25
Sevel SpA	50 %	9	(21)	(4)
Coopération avec Toyota				
Toyota Peugeot Citroën Automobiles	50 %	14	13	(34)
Coopération avec Dongfeng				
Dongfeng Peugeot Citroën Automobile	50 %	31	18	(30)
Dongfeng Peugeot Citroën Automobile Finance Company	25 %	-	-	-
Autres				
Siemens Automotiv Hydraulics	5 %	-	1	(1)
Stafim	34 %	1	1	1
Gefco Tunisie	50 %	-	-	-
Gefco Chine	50 %	-	-	-
Sociétés du groupe Faurecia		3	4	6
Total		48	20	(47)

17.4. Quote-part des éléments financiers caractéristiques des sociétés mises en équivalence

A. Information globale

(en millions d'euros)	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Capitaux employés			
Immobilisations corporelles	1 502	1 577	1 540
Besoin en fonds de roulement	(33)	(28)	(42)
Autres capitaux employés ⁽¹⁾	66	97	66
Total	1 535	1 646	1 564
Investissements en immobilisations corporelles			
Position financière nette			
Dettes à long et moyen terme	(409)	(625)	(644)
Autres éléments financiers	(389)	(322)	(221)
Total	(798)	(947)	(865)

(1) Les principaux postes de bilan compris dans les autres capitaux employés au 31 décembre 2007 concernent des immobilisations incorporelles pour 144 millions d'euros et des provisions pour 102 millions d'euros.

B. Détail par société des éléments significatifs

(a) Capitaux employés

(en millions d'euros)	Dernier % de détention	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Coopération avec Renault				
Française de Mécanique	50 %	99	141	153
Société de Transmissions Automatiques	20 %	6	9	8
Coopération avec Fiat				
Sevelnord	50 %	157	164	144
Gisevel	50 %	24	25	32
Sevelind	50 %	18	14	29
Sevel SpA	50 %	367	366	237
Coopération avec Toyota				
Toyota Peugeot Citroën Automobiles	50 %	222	234	294
Coopération avec Dongfeng				
Dongfeng Peugeot Citroën Automobile	50 %	594	628	593
Dongfeng Peugeot Citroën Automobile Finance Company	25 %	12	12	-
Autres				
Siemens Automotiv Hydraulics	5 %	-	-	5
Stafim	34 %	(5)	-	(2)
Gefco Tunisie	50 %	-	-	-
Gefco Chine	50 %	2	2	2
Sociétés du groupe Faurecia		39	51	69
Total		1 535	1 646	1 564

(b) Position financière nette

(en millions d'euros)	Dernier % de détention	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Coopération avec Renault				
Française de Mécanique	50 %	(77)	(92)	(95)
Société de Transmissions Automatiques	20 %	(3)	(6)	(5)
Coopération avec Fiat				
Sevelnord	50 %	(84)	(102)	(82)
Gisevel	50 %	(6)	(10)	(20)
Sevelind	50 %	1	2	(23)
Sevel SpA	50 %	(272)	(280)	(131)
Coopération avec Toyota				
Toyota Peugeot Citroën Automobiles	50 %	(85)	(116)	(181)
Coopération avec Dongfeng				
Dongfeng Peugeot Citroën Automobile	50 %	(291)	(340)	(300)
Dongfeng Peugeot Citroën Automobile Finance Company	25 %	-	-	-
Autres				
Siemens Automotiv Hydraulics	5 %	-	-	(3)
Stafim	34 %	12	7	8
Gefco Tunisie	50 %	-	-	-
Gefco Chine	50 %	1	1	1
Sociétés du groupe Faurecia		6	(11)	(34)
Total		(798)	(947)	(865)



● Note 18 – Titres de participation

Les principes de comptabilisation et d'évaluation sont définis en note 1.14.B (a).

18.1. Détail

(en millions d'euros)	Dernier % de détention	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Football Club de Sochaux Montbéliard	100 %	14	14	14
Peugeot Citroën Automotive China (consolidée à compter du 1 ^{er} janvier 2007)	100 %	-	2	-
Peugeot Automobile Nigeria ⁽¹⁾	10 %	2	8	8
Citroën Romania	100 %	4	-	-
Concessionnaires non consolidés		12	12	13
Gefco Hong Kong (consolidée à compter du 1 ^{er} janvier 2007)	100 %	-	2	-
Jinan Qingqi Peugeot Motorcycles Co Ltd	50 %	7	7	-
Banque PSA Finance Financieranje	100 %	3	-	-
Portefeuille du groupe Faurecia		2	1	2
Autres titres		6	7	9
Total		50	53	46

(1) En janvier 2007, le groupe a cédé 30 % du capital de la société Peugeot Automobile Nigeria, et conserve 10 % de participation.

18.2. Évolution

(en millions d'euros)	2007	2006	2005
Valeur brute			
À l'ouverture de l'exercice	78	88	109
Acquisitions et augmentations	10	31	2
Cessions	(11)	(1)	(4)
Changement de périmètre et autres	(9)	(40)	(19)
Écart de conversion	(1)	-	-
À la clôture de l'exercice	67	78	88
Provisions			
À l'ouverture de l'exercice	(25)	(42)	(43)
Dotations	(1)	(6)	(1)
Cessions	5	1	3
Changement de périmètre et autres	3	22	-
Écart de conversion	1	-	(1)
À la clôture de l'exercice	(17)	(25)	(42)
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	53	46	66
Valeur nette à la clôture de l'exercice	50	53	46

● Note 19 – Autres actifs financiers non courants

Les principes de comptabilisation et d'évaluation sont définis en note 1.14.B (b) pour les prêts et créances, (c1) pour les titres de placement « disponibles à la vente », (c2) pour les titres de placement « comptabilisés selon l'option juste valeur », et en note 1.14.D pour les instruments dérivés.

2007 <i>(en millions d'euros)</i>	Titres de placement				Total
	Prêts et créances	« disponibles à la vente »	« comptabilisés selon option juste valeur »	Instruments dérivés	
Valeur brute					
À l'ouverture de l'exercice	216	283	797	165	1 461
Acquisitions et augmentations	21	-	262	-	283
Cessions	-	-	(31)	(2)	(33)
Revalorisations	-	(29)	(1)	(104)	(134)
Transferts en actifs financiers courants ⁽¹⁾	(10)	-	(295)	-	(305)
Conversion et variation de périmètre	-	-	(8)	-	(8)
À la clôture de l'exercice	227	254	724	59	1 264
Provisions					
À l'ouverture de l'exercice	(93)	-	-	-	(93)
Dotations nettes de l'exercice	(3)	-	-	-	(3)
À la clôture de l'exercice	(96)	-	-	-	(96)
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	123	283	797	165	1 368
Valeur nette à la clôture de l'exercice	131	254	724	59	1 168

La valeur des titres disponibles à la vente comprend une plus-value latente de 191 millions d'euros à la clôture (218 millions d'euros à l'ouverture).

(1) Les titres de placement « comptabilisés selon l'option juste valeur » transférés en actifs financiers courants correspondent à des titres de créances négociables dont l'échéance à fin 2007 était inférieure à un an.

2006 <i>(en millions d'euros)</i>	Titres de placement				Total
	Prêts et créances	« disponibles à la vente »	« comptabilisés selon option juste valeur »	Instruments dérivés	
Valeur brute					
À l'ouverture de l'exercice	220	263	1 174	410	2 067
Acquisitions et augmentations	16	-	475	-	491
Cessions	(7)	(30)	(82)	(82)	(201)
Revalorisations	-	50	(8)	(163)	(121)
Transferts en actifs financiers courants ⁽¹⁾	(13)	-	(762)	-	(775)
Conversion et variation de périmètre	-	-	-	-	-
À la clôture de l'exercice	216	283	797	165	1 461
Provisions					
À l'ouverture de l'exercice	(81)	-	-	-	(81)
Dotations nettes de l'exercice	(12)	-	-	-	(12)
À la clôture de l'exercice	(93)	-	-	-	(93)
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	139	263	1 174	410	1 986
Valeur nette à la clôture de l'exercice	123	283	797	165	1 368

La valeur des titres disponibles à la vente comprend une plus-value latente de 218 millions d'euros à la clôture (172 millions d'euros à l'ouverture).

(1) Les titres de placement « comptabilisés selon l'option juste valeur » transférés en actifs financiers courants correspondent à des titres de créances négociables dont l'échéance à fin 2006 était inférieure à un an.



2005 (en millions d'euros)	Titres de placement				Total
	Prêts et créances	« disponibles à la vente »	« comptabilisés selon option juste valeur »	Instruments dérivés	
Valeur brute					
À l'ouverture de l'exercice	237	204	1 699	322	2 462
Acquisitions et augmentations	21	5	435	-	461
Cessions	(13)	-	(25)	-	(38)
Revalorisations	-	54	(71)	88	71
Transferts en actifs financiers courants ⁽¹⁾	(18)	-	(863)	-	(881)
Conversion et variation de périmètre	(7)	-	(1)	-	(8)
À la clôture de l'exercice	220	263	1 174	410	2 067
Provisions					
À l'ouverture de l'exercice	(84)	-	-	-	(84)
Dotations nettes de l'exercice	3	-	-	-	3
À la clôture de l'exercice	(81)	-	-	-	(81)
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	153	204	1 699	322	2 378
Valeur nette à la clôture de l'exercice	139	263	1 174	410	1 986

La valeur des titres disponibles à la vente comprend une plus-value latente de 172 millions d'euros à la clôture (117 millions d'euros à l'ouverture).

(1) Les titres de placement « comptabilisés selon l'option juste valeur » transférés en actifs financiers courants correspondent à des titres de créances négociables dont l'échéance à fin 2005 était inférieure à un an.

● Note 20 – Autres actifs non courants

(en millions d'euros)	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Excédents versés sur engagements de retraite (note 30)	3	3	3
Dépôts de garantie et autres	124	94	92
Total	127	97	95

● Note 21 – Prêts et créances des activités de financement

Les principes de comptabilisation et d'évaluation sont définis en note 1.14.B (d).

21.1. Analyse des créances

(en millions d'euros)	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Encours net de crédit et autres créances			
Vente à crédit	10 550	10 694	10 768
Location longue durée	4 031	3 525	3 213
Location avec option d'achat	2 295	2 236	2 073
Autres créances	760	685	725
Dépôts de garantie activité location	(57)	(73)	(94)
Total encours net de crédit et autres créances	17 579	17 067	16 685
Encours net de financement de stock aux réseaux de distribution			
Financement aux réseaux	5 689	5 727	5 564
Dépôts de garantie activité de financement de stock aux réseaux ⁽¹⁾	(83)	(77)	(59)
Total encours net de financement de stock aux réseaux de distribution	5 606	5 650	5 505
Comptes ordinaires	168	116	111
Éléments intégrés au coût amorti des prêts et créances sur la « Clientèle finale »	103	66	59
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	(63)	(97)	(19)
Éliminations	(170)	(99)	(103)
Total	23 223	22 703	22 238

(1) Dans les comptes publiés au 31 décembre 2006, les dépôts de garantie versés par les concessionnaires pour couvrir les véhicules financés et mis en consignation figuraient en « Dettes des activités de financement » ; ils sont désormais classés en « Prêts et créances des activités de financement » pour (77) millions d'euros au 31 décembre 2006 et (59) millions au 31 décembre 2005.

Les créances sur la clientèle finale représentent les crédits accordés aux clients des marques Peugeot et Citroën, par les sociétés de financement, pour l'acquisition de véhicules automobiles.

Les crédits aux réseaux de distribution comprennent les créances des sociétés des marques Peugeot et Citroën sur leurs réseaux de concessionnaires et certains importateurs européens, cédées aux sociétés de financement du groupe, et les crédits accordés par ces dernières aux réseaux, pour financer leur besoin en fonds de roulement.

Les crédits à la clientèle finale comprennent 3 823 millions d'euros de créances de financement automobile titrisées non décomptabilisées au 31 décembre 2007 (2 311 millions d'euros au 31 décembre 2006, 1 655 millions d'euros au 31 décembre 2005) :

le groupe Banque PSA Finance a procédé à plusieurs opérations de titrisation par l'intermédiaire d'un Fonds Commun de Créances (FCC) à compartiments « Auto ABS » créé en juin 2001, et d'un véhicule de loi italienne « Auto ABS S.r.l. » créé en juillet 2007.

Les compartiments du FCC et du véhicule de loi italienne constituent des entités ad hoc, consolidées par intégration globale, dans la mesure où les revenus des parts et obligations résiduelles revenant aux filiales de Banque PSA Finance comprennent l'essentiel des risques (principalement le coût du risque) et des avantages (le résultat opérationnel courant des entités *ad hoc*).

Le montant inscrit au passif en titres émis, correspondant à ces opérations de titrisation, est présenté en note 33.



21.2. Créances cédées par la division automobile

L'encours des créances de la division automobile cédées aux sociétés de financement dont elle prend en charge le coût de financement, s'élève à la fin de l'exercice à :

(en millions d'euros)	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
	3 459	3 318	3 345

Les coûts de financement correspondant aux créances cédées sont inscrits dans les « Coûts des biens et services vendus » des activités industrielles et commerciales pour :

(en millions d'euros)	2007	2006	2005
	(255)	(182)	(149)

21.3. Échéanciers des prêts et créances

(en millions d'euros)	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
0 à 3 mois	2 483	2 419	2 270
3 mois à 1 an	4 620	4 706	4 649
1 à 5 ans	10 587	10 179	10 045
+ 5 ans	199	173	129
Total encours brut de crédit et autres créances	17 889	17 477	17 093
Dépôts de garantie activité location	(57)	(73)	(94)
Dépréciations	(253)	(337)	(314)
Total encours net de crédit et autres créances	17 579	17 067	16 685

(en millions d'euros)	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
0 à 3 mois	2 855	3 562	3 198
3 mois à 1 an	2 851	2 178	2 379
1 à 5 ans	-	-	-
+ 5 ans	-	-	-
Total encours brut de financement de stock aux réseaux de distribution	5 706	5 740	5 577
Dépôts de garantie activité location	(83)	(77)	(59)
Dépréciations	(17)	(13)	(13)
Total encours net de financement de stock aux réseaux de distribution	5 606	5 650	5 505

21.4. Provisions pour dépréciation des créances

(en millions d'euros)	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Créances saines sans impayés	17 056	16 584	16 256
Créances saines avec impayés	418	413	408
Créances douteuses	415	480	429
Total encours brut de crédit et autres créances	17 889	17 477	17 093
Dépôts de garantie	(57)	(73)	(94)
Dépréciations créances saines avec impayés	(46)	(50)	(50)
Dépréciations créances douteuses	(207)	(287)	(264)
Dépréciations	(253)	(337)	(314)
Total encours net de crédit et autres créances	17 579	17 067	16 685
Dotations aux provisions	(59)	(90)	(92)
Reprises pour utilisation	142	67	97

(en millions d'euros)	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Créances saines sans impayés	5 671	5 706	5 556
Créances douteuses	35	34	21
Total encours brut de financement de stock aux réseaux de distribution	5 706	5 740	5 577
Dépôts de garantie	(83)	(77)	(59)
Dépréciations créances douteuses	(17)	(13)	(13)
Total encours net de financement de stock aux réseaux de distribution	5 606	5 650	5 505
Dotations aux provisions	(13)	(7)	(7)
Reprises pour utilisation	10	8	7

● Note 22 – Titres de placement des activités de financement

Les principes de comptabilisation et d'évaluation sont définis en note 1.14.B (c2).

Ce poste comprend en particulier les réserves de liquidité constituées par le groupe Banque PSA Finance dans le cadre de sa stratégie de financement et investies en OPCVM et en titres de créances négociables.

(en millions d'euros)	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Réserves de liquidité de Banque PSA Finance	2 635	2 352	2 262
Autres titres de placement	675	466	447
Total	3 310	2 818	2 709



● Note 23 – Stocks

(en millions d'euros)	31/12/2007			31/12/2006		
	Valeur brute	Provision	Valeur nette	Valeur brute	Provision	Valeur nette
Matières premières et approvisionnements	853	(137)	716	936	(158)	778
Produits semi-ouvrés et encours	781	(48)	733	793	(47)	746
Marchandises et véhicules d'occasion	1 614	(146)	1 468	1 476	(137)	1 339
Produits finis et pièces de rechange	4 158	(162)	3 996	4 123	(160)	3 963
Total	7 406	(493)	6 913	7 328	(502)	6 826

(en millions d'euros)	31/12/2005		
	Valeur brute	Provision	Valeur nette
Matières premières et approvisionnements	876	(142)	734
Produits semi-ouvrés et encours	752	(34)	718
Marchandises et véhicules d'occasion	1 401	(121)	1 280
Produits finis et pièces de rechange	4 315	(158)	4 157
Total	7 344	(455)	6 889

Le détail de l'évolution du poste est donné en note 35.

● Note 24 – Client des activités industrielles et commerciales

(en millions d'euros)	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Clients et effets en portefeuille	3 004	3 172	3 218
Provisions pour créances douteuses	(147)	(129)	(121)
Position aux bornes des activités industrielles et commerciales	2 857	3 043	3 097
Élimination des opérations avec les activités de financement	(157)	(193)	(166)
Total	2 700	2 850	2 931

Le détail de l'évolution du poste est donné en note 35.

Les créances sur les concessionnaires de l'activité automobile, cédées aux sociétés de financement du groupe sont exclues de ce poste et figurent au bilan consolidé à la rubrique « Prêts et créances des activités de financement » (Note 21.2).

Par ailleurs, en décembre 2002, Faurecia a conclu une convention de cession de créances commerciales avec l'une de ses banques,

avec un recours limité à un dépôt subordonné, pour une durée d'un an, renouvelable jusqu'en novembre 2012. L'encours de créances cédées et décomptabilisées s'élève à 128 millions d'euros au 31 décembre 2007 (188 millions d'euros au 31 décembre 2006 et 148 millions d'euros au 31 décembre 2005). Le dépôt subordonné inscrit en diminution de la dette financière de Faurecia s'élève à 28 millions d'euros au 31 décembre 2007 (79 millions d'euros au 31 décembre 2006 et 86 millions d'euros au 31 décembre 2005).

● Note 25 – Autres débiteurs

25.1. Activités industrielles et commerciales

(en millions d'euros)	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
États et collectivités publiques hors impôts sur les sociétés	1 034	1 038	1 017
Personnel	88	103	128
Fournisseurs débiteurs	180	194	177
Instruments dérivés ⁽¹⁾	64	13	29
Charges constatées d'avance	117	82	86
Débiteurs divers	299	289	257
Total	1 782	1 719	1 694

(1) Ce poste correspond à la juste valeur des instruments acquis par le groupe pour se prémunir contre les risques de change sur ses créances et dettes d'exploitation réalisées ou planifiées. L'échéancier de ces instruments est indiqué dans la note 37 « Gestion des risques de marché ».

25.2. Activités de financement

(en millions d'euros)	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
États et collectivités publiques hors impôts sur les sociétés	26	32	75
Instruments dérivés ⁽¹⁾	246	236	194
Comptes de régularisation	201	87	156
Débiteurs divers	299	262	217
Total	772	617	642

(1) Ce poste correspond à la juste valeur des instruments acquis par le groupe pour se prémunir essentiellement contre les risques de taux sur les dettes et créances de financement. L'échéancier de ces instruments est indiqué dans la note 37 « Gestion des risques de marché ».

● Note 26 – Actifs financiers courants

Les principes de comptabilisation et d'évaluation sont définis en note 1.14.B (b) pour les prêts et créances, (c1) pour les titres de placement « disponibles à la vente », (c2) pour les titres de placement « comptabilisés selon l'option juste valeur », et en note 1.14.D pour les instruments dérivés.

2007 (en millions d'euros)	Titres de placement				Total
	Prêts et créances	« disponibles à la vente »	« comptabilisés selon option juste valeur »	Instruments dérivés	
À l'ouverture de l'exercice	171	-	918	43	1 132
Acquisitions et augmentations	397	-	651	-	1 048
Cessions	(79)	-	(912)	-	(991)
Revalorisations	-	-	(4)	(5)	(9)
Transferts ⁽¹⁾	10	-	295	-	305
Conversion et variation de périmètre	(2)	-	-	-	(2)
À la clôture de l'exercice	497	-	948	38	1 483

(1) Les titres de placement « comptabilisés selon l'option juste valeur » transférés en actifs financiers courants correspondent à des titres de créances négociables dont l'échéance à fin 2007 était inférieure à un an.



2006	Titres de placement				Total
	Prêts et créances	« disponibles à la vente »	« comptabilisés selon option juste valeur »	Instruments dérivés	
<i>(en millions d'euros)</i>					
À l'ouverture de l'exercice	176	41	971	26	1 214
Acquisitions et augmentations	54	-	300	-	354
Cessions	(69)	(41)	(1 113)	-	(1 223)
Revalorisations	-	-	(2)	17	15
Transferts ⁽¹⁾	10	-	762	-	772
Conversion et variation de périmètre	-	-	-	-	-
À la clôture de l'exercice	171	-	918	43	1 132

(1) Les titres de placement « comptabilisés selon l'option juste valeur » transférés en actifs financiers courants correspondent à des titres de créances négociables dont l'échéance à fin 2006 était inférieure à un an.

2005	Titres de placement				Total
	Prêts et créances	« disponibles à la vente »	« comptabilisés selon option juste valeur »	Instruments dérivés	
<i>(en millions d'euros)</i>					
À l'ouverture de l'exercice	240	103	358	11	712
Acquisitions et augmentations	18	-	149	-	167
Cessions	(94)	(39)	(405)	-	(538)
Revalorisations	-	(23)	6	16	(1)
Transferts ⁽¹⁾	18	-	863	-	881
Conversion et variation de périmètre	(6)	-	-	(1)	(7)
À la clôture de l'exercice	176	41	971	26	1 214

(1) Les titres de placement « comptabilisés selon l'option juste valeur » transférés en actifs financiers courants correspondent à des titres de créances négociables dont l'échéance à fin 2005 était inférieure à un an.

● Note 27 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

Celle-ci, telle que définie dans la note 1.14.B (e), comprend :

27.1. Activités industrielles et commerciales

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Parts d'OPCVM et titres de créances négociables	4 115	5 197	5 164
Comptes courants bancaires et caisses	1 070	1 142	1 187
Total activités industrielles et commerciales	5 185	6 339	6 351
<i>Part déposée auprès des activités de financement</i>	<i>(149)</i>	<i>(292)</i>	<i>(230)</i>
Total	5 036	6 047	6 121

27.2. Activités de financement

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Créances sur établissements de crédit	921	578	625
Comptes courants des banques centrales et valeurs reçues à l'encaissement	22	42	10
Total	943	620	635

● Note 28 – Capitaux propres

28.1. Politique de gestion du capital

La gestion des capitaux propres concerne les capitaux propres tels que définis par les normes IFRS. Elle consiste essentiellement à décider du niveau de capital actuel ou futur ainsi que de la distribution de dividendes.

Les capitaux propres se décomposent en part des minoritaires et part du groupe.

La part des minoritaires est principalement constituée de la part des actionnaires hors-groupe de Faurecia. Elle varie essentiellement en fonction des évolutions des réserves du groupe Faurecia (résultat net et réserves de conversion, notamment) et pourrait évoluer de façon exceptionnelle en cas d'achats, de cessions ou de toute autre opération volontaire en capital de Peugeot S.A. sur Faurecia. Le pourcentage d'intérêt du groupe dans Faurecia est stable depuis 2001.

Les capitaux propres part du groupe comprennent le capital social de Peugeot S.A., diminué des titres d'autocontrôle détenus, ainsi que les réserves et résultats accumulés par les différents secteurs d'activité du groupe.

La gestion des capitaux propres vise à sécuriser les ressources permanentes du groupe et à optimiser le coût du capital. On constate que le niveau de capitaux propres consolidés est proche des capitaux employés :

(en millions d'euros)	2007	2006	2005
Capitaux employés (note 39.1)	13 159	14 131	14 163
Capitaux propres consolidés	14 555	14 106	14 446

Les capitaux propres de la société mère du groupe ne sont soumis à aucune contrainte externe (absence d'engagements contractuels dits « covenants financiers »). En revanche, les capitaux propres de sa banque, Banque PSA Finance, doivent respecter les ratios prudentiels imposés par la réglementation bancaire, et ceux de Faurecia rentrent en ligne de compte dans le calcul de ratios financiers minimums imposés pour l'utilisation de ses lignes de crédit bancaire. Tous ces ratios sont respectés.

Le capital du groupe est détenu à hauteur de 30,3 % par le groupe familial Peugeot au 31 décembre 2007, correspondant à un droit de vote de 44,5 %.

Le groupe mène une politique de rachat de titres d'autocontrôle en vue :

- soit de réduire le capital de la société ;
- soit d'attribuer des actions à des salariés, dirigeants ou mandataires sociaux de la société ou de sociétés ou groupements qui lui sont liés lors de l'exercice d'options d'achat d'actions ;
- soit de remettre des actions dans le cadre d'opérations financières donnant accès au capital.

Afin de couvrir ses besoins au titre des plans d'attribution de stock-options, le groupe procède à des rachats d'actions durant

la période de fixing du cours d'exercice des options. Par ailleurs, des achats sont faits en fonction des opportunités offertes sur les marchés et uniquement lorsque la trésorerie du groupe le permet. Les rachats effectués en 2007 étaient essentiellement destinés à couvrir les plans d'attribution de stock-options.

Le niveau de dividende par action a été maintenu à un niveau stable sur les trois derniers exercices.

28.2. Composition et évolution du capital

Conformément aux autorisations accordées par l'Assemblée Générale du 23 mai 2007, le Directoire de Peugeot S.A. a décidé le 22 novembre 2007 l'annulation de 337 968 actions du capital social.

Le capital au 31 décembre 2007 est fixé à 234 280 298 euros, divisé en actions d'une valeur nominale de 1 euro chacune. Il est entièrement libéré. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire. Conformément à l'article 11 des statuts, toutes les actions inscrites depuis quatre ans au moins au nom d'un même actionnaire bénéficient d'un droit de vote double.

(en euros)	2007	2006	2005
Capital en début d'exercice	234 618 266	234 618 266	243 109 146
Annulations de titres	(337 968)	-	(8 490 880)
Capital en fin d'exercice	234 280 298	234 618 266	234 618 266



28.3. Options d'achat d'actions par certains salariés

A. Caractéristiques des plans

Le Directoire de Peugeot S.A. a consenti, chaque année depuis 1999, au profit de certains membres du personnel salarié et de certains dirigeants et mandataires sociaux de la société et de ses filiales, des plans d'achat d'actions à prix unitaire convenu. Compte tenu de la division du nominal des actions en 2001, les caractéristiques actuelles de ces plans sont les suivantes :

	Date de décision du Directoire	Date de maturité	Date d'expiration	Nombre de bénéficiaires à l'origine	Prix d'exercice en euros	Nombre d'options accordées
Plan 1999	31/03/1999	31/03/2001	31/03/2007	97	20,83	462 900
Plan 2000	05/10/2000	05/10/2002	04/10/2008	154	35,46	709 200
Plan 2001	20/11/2001	20/11/2004	19/11/2008	147	46,86	798 600
Plan 2002	20/08/2002	20/08/2005	20/08/2009	178	46,28	860 100
Plan 2003	21/08/2003	21/08/2006	20/08/2011	184	39,09	996 500
Plan 2004	24/08/2004	24/08/2007	23/08/2012	182	47,59	1 004 000
Plan 2005	23/08/2005	23/08/2008	22/08/2013	169	52,37	953 000
Plan 2006	23/08/2006	23/08/2009	22/08/2014	92	41,14	983 500
Plan 2007	22/08/2007	22/08/2010	21/08/2015	169	60,43	1 155 000

B. Évolution du nombre d'options en cours de validité

Pour l'ensemble de ces plans, l'évolution du nombre d'options (actions de 1 euro) en cours de validité est la suivante :

(en nombre d'options)	2007	2006	2005
Total à l'ouverture de l'exercice	6 078 007	5 274 725	4 615 753
Options distribuées	1 155 000	983 500	953 000
Options levées	(1 348 793)	(178 218)	(257 028)
Options radiées	(18 000)	(2 000)	(37 000)
Total à la clôture de l'exercice	5 866 214	6 078 007	5 274 725
Dont options pouvant être exercées	2 811 714	3 146 507	2 334 225

Le détail du total à la clôture est le suivant :

(en nombre d'options)	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Plan 1999	-	114 930	144 247
Plan 2000	191 607	463 077	561 978
Plan 2001	394 200	726 900	776 900
Plan 2002	534 300	849 100	851 100
Plan 2003	712 607	992 500	992 500
Plan 2004	979 000	995 000	995 000
Plan 2005	931 000	953 000	953 000
Plan 2006	968 500	983 500	-
Plan 2007	1 155 000	-	-

C. Valorisation moyenne pondérée des options et des actions attachées

(en euros)	2007	
	Prix d'exercice de l'option	Valeur de l'action
Valeur à l'ouverture de l'exercice	44,2	
Options distribuées	60,6	60,4
Options levées	40,6	56,8
Options radiées	49,8	56,3
Valeur à la clôture de l'exercice	48,3	

D. Valorisation des plans

Conformément aux principes énoncés en note 1.19, les plans accordés postérieurement au 7 novembre 2002 ont été évalués comme suit :

(en millions d'euros)	Plan 2007	Plan 2006	Plan 2005	Plan 2004	Plan 2003	Total
Valorisation initiale						
Peugeot S.A.	22	9	9	14	12	66
Faurecia	4	3	4	5	-	16
Total	26	12	13	19	12	82
Charge de l'exercice 2007						
Peugeot S.A.	2	3	3	3	-	11
Faurecia	1	-	-	1	-	2
Total	3	3	3	4	-	13

Hypothèses

Peugeot S.A.

Prix de l'action à la date d'attribution (en euros)	60,70	42,92	51,80	48,70	41,60
Volatilité	32 %	27 %	25 %	39 %	39 %
Taux zéro coupon	4,57 %	3,75 %	2,76 %	3,12 %	3,12 %
Prix d'exercice (en euros)	60,43	41,14	52,37	47,59	39,09
Durée de l'option (en années) ⁽¹⁾	6	4	4	4	4
Taux de dividende	2,30 %	3,15 %	2,75 %	2,75 %	2,75 %
Juste valeur de l'option (en euros)	18,65	8,94	8,94	13,82	12,30

Faurecia

Prix de l'action à la date d'attribution (en euros)	56,15	53,15	62,05	58,45
Volatilité	30 %	30 %	40 %	40 %
Taux zéro coupon	4,41 %	3,50 %	2,93 %	3,33 %
Prix d'exercice (en euros)	53,19	53,80	63,70	58,18
Durée de l'option (en années) ⁽¹⁾	6	4	4	4
Taux de dividende	0,00 %	1,50 %	2,00 %	2,00 %
Juste valeur de l'option (en euros)	22,78	13,13	20,40	18,61

(1) La durée de l'option représente la durée moyenne d'exercice constatée. Jusqu'en 2006, la durée moyenne d'exercice était réputée correspondre à la période d'indisponibilité fiscale.



28.4. Titres d'autocontrôle

Dans le cadre des autorisations données par les Assemblées Générales ordinaires, des actions de la société Peugeot S.A. ont été rachetées par le groupe.

La part du capital social détenu a évolué de la façon suivante :

A. Nombre d'actions détenues

<i>(en nombre d'actions)</i>	Autorisations	Réalizations		
		2007	2006	2005
Détentions à l'ouverture		6 534 475	5 612 693	10 230 439
Achats d'actions				
Assemblée Générale ordinaire du 26 mai 2004	24 000 000	-	-	2 957 895
Assemblée Générale ordinaire du 25 mai 2005	24 000 000	-	-	1 172 267
Assemblée Générale ordinaire du 24 mai 2006	23 000 000	-	1 100 000	-
Assemblée Générale ordinaire du 23 mai 2007	16 000 000	1 250 000	-	-
Annulations d'actions				
Assemblée Générale extraordinaire du 25 mai 2005	10 % du capital	-	-	(8 490 880)
Assemblée Générale extraordinaire du 23 mai 2007	10 % du capital	(337 968)	-	-
Ventes d'actions				
Levées d'options d'achat		(1 348 793)	(178 218)	(257 028)
Détentions à la clôture		6 097 714	6 534 475	5 612 693
Couverture des options d'achat		5 866 214	6 078 007	5 274 725
Actions destinées à être annulées		231 500	456 468	337 968

B. Évolution en valeur

<i>(en millions d'euros)</i>	2007	2006	2005
À l'ouverture de l'exercice	(261)	(220)	(431)
Acquisitions de l'exercice	(76)	(45)	(198)
Annulations de titres	17	-	401
Levées d'options d'achat	49	4	8
À la clôture de l'exercice	(271)	(261)	(220)

28.5. Réserves et résultats nets consolidés - part du groupe

Les différents éléments constituant les réserves consolidées, qui comprennent le résultat de l'exercice, sont les suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Réserve légale de Peugeot S.A.	28	28	28
Autres réserves et résultats sociaux de Peugeot S.A.	6 890	6 689	6 250
Autres réserves et résultats consolidés	7 364	7 027	7 611
Total	14 282	13 744	13 889

Les autres réserves et résultats sociaux de Peugeot S.A. comprennent :

(en millions d'euros)	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Réserves distribuables			
Libres d'impôt sur les sociétés	5 822	5 621	5 182
Après déduction d'un complément d'impôt ⁽¹⁾	1 068	1 068	1 068
Total	6 890	6 689	6 250
Impôt dû sur distribution	169	169	169

(1) Il s'agit de la part de la réserve des plus-values à long terme que le groupe n'a pas décidé de transférer avant le 31 décembre 2006, et qui reste soumise à l'imposition complémentaire.

28.6. Intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires concernent essentiellement les actionnaires de Faurecia ainsi que ceux de certaines de ses filiales.

● Note 29 – Provisions courantes et non courantes

29.1. Provisions non courantes

A. Détail par nature

(en millions d'euros)	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Retraites (note 30.1)	885	1 063	1 106
Départs anticipés de certains salariés	92	152	233
Personnel hors retraites	120	126	143
Risques véhicules hors d'usage	30	59	55
Autres	5	6	7
Total	1 132	1 406	1 544

B. Évolutions

(en millions d'euros)	2007	2006	2005
À l'ouverture de l'exercice	1 406	1 544	1 769
Variations par résultat			
Dotations	108	121	152
Utilisations	(236)	(227)	(244)
Reprises de provisions	(102)	(37)	(150)
	(230)	(143)	(242)
Autres variations			
Écart de conversion	(42)	7	23
Variation de périmètre et autres	(2)	(2)	(6)
Total à la clôture	1 132	1 406	1 544

Les reprises de provisions de l'exercice 2005 portent essentiellement sur les retraites, et correspondent aux effets des opérations décrites en note 30.1.F. En 2006, elles comprennent l'effet dû à la cessation d'activité du site de Ryton pour 14 millions d'euros (note 9.5). En 2007, les reprises portent essentiellement sur les retraites et sont liées au dispositif d'adaptation des effectifs (note 9.4).



29.2. Provisions courantes

A. Détail par nature

(en millions d'euros)	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Garantie ⁽¹⁾	1 246	1 093	1 073
Litiges	99	103	98
Restructuration	305	265	93
Pertes futures sur contrats	46	16	29
Contrats de ventes avec clause de rachat (buy-back)	44	26	32
Autres	421	282	310
Total	2 161	1 785	1 635

(1) La provision pour garantie concerne notamment les ventes de véhicules neufs, dont la durée contractuelle est généralement de deux ans. Elle est comptabilisée à hauteur des appels en garantie prévus ; le remboursement attendu au titre des recours fournisseurs est comptabilisé à l'actif en « débiteurs divers » (note 25).

B. Évolutions

(en millions d'euros)	2007	2006	2005
À l'ouverture de l'exercice	1 785	1 635	1 397
Variations par résultat			
Dotations	1 725	1 436	1 137
Utilisations	(1 174)	(1 186)	(852)
Reprises de provisions	(149)	(78)	(65)
	402	172	220
Autres variations			
Écart de conversion	(30)	(6)	21
Variation de périmètre et autres	4	(16)	(3)
Total à la clôture	2 161	1 785	1 635

● Note 30 – Engagements de retraites et assimilés

30.1. Engagements de retraites

A. Description des régimes

Les salariés du groupe bénéficient dans certains pays de compléments de retraites qui sont versés annuellement aux retraités ou d'indemnités de départ à la retraite qui sont versées en une fois au moment du départ à la retraite. Le groupe offre ces avantages à travers, soit des régimes à cotisations définies, soit des régimes à prestations définies. Dans le cadre des régimes à cotisations définies, le groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de ses cotisations. La charge correspondant aux cotisations versées est prise en compte en résultat sur l'exercice. Pour les régimes à prestations définies, les principaux pays concernés sont la France et le Royaume-Uni.

En France, les régimes à prestations définies, encore en vigueur, concernent les indemnités de départ en retraite prévues par les

conventions collectives, le régime de retraites complémentaires des ingénieurs et cadres pour la partie non externalisée en 2002 qui garantit un niveau de retraites, tous régimes confondus égal au maximum à 60 % des derniers salaires (300 actifs et 2 700 allocataires) et le régime de l'ancienne filiale du groupe Chrysler en France (Talbot), régime fermé en 1981 qui couvre 4 000 actifs et 14 900 allocataires à fin 2007.

La plupart des membres des organes de Direction bénéficient également d'un régime de retraite complémentaire, à deux conditions : la première est d'avoir occupé pendant au moins cinq ans des fonctions de membre du Directoire, comité exécutif, état-major ou comité de direction élargi sauf si le dirigeant avait, au moment de sa prise de fonction de dirigeant, moins de cinq ans d'exercice professionnel devant lui ; la deuxième est d'achever sa carrière au sein de l'entreprise. Ce régime garantit un niveau de retraite, tous régimes confondus (régimes légaux et complémentaires) égal à 50 % du salaire de référence déterminé sur la base

des trois meilleures années au cours des cinq dernières années d'activité, avec droit à réversion au profit du conjoint.

Au Royaume-Uni, il existe quatre régimes à prestations définies gérés dans le cadre de «trusts». Ces régimes sont fermés aux

salariés embauchés postérieurement à mai 2002. Ils couvrent au 31 décembre 2007, 25 000 bénéficiaires dont 2 000 actifs, 11 500 anciens salariés et 11 500 allocataires et garantissent un niveau de retraites qui équivaut au maximum à 66 % des derniers salaires.

B. Hypothèses retenues

Les taux utilisés au cours des trois derniers exercices pour l'évaluation des engagements de retraite à la clôture sont les suivants :

	Zone euro	Royaume-Uni
Taux d'actualisation		
2007	5,25 %	5,75 %
2006	4,50 %	5,10 %
2005	4,00 %	5,00 %
Taux d'inflation		
2007	2,00 %	3,10 %
2006	2,00 %	2,80 %
2005	2,00 %	2,50 %
Taux de rendement attendu		
2007	6,00 %	7,00 %
2006	6,00 %	7,00 %
2005	6,00 %	7,00 %

Les hypothèses de taux d'augmentation des salaires correspondent, pour chaque pays, à la somme des hypothèses d'inflation et de prévisions d'augmentations individuelles. En France, l'hypothèse retenue est une augmentation de l'inflation plus 1,0 % pour 2008, et de l'inflation plus 0,5 % pour les années suivantes. Au Royaume-Uni, l'hypothèse retenue est une augmentation de l'inflation plus 1,5 %.

Les hypothèses de mortalité et de rotation du personnel tiennent compte des conditions économiques propres à chaque pays ou société du groupe.

Sensibilité aux hypothèses : une variation de 0,25 point de l'écart actuariel (taux d'actualisation - taux d'inflation) entraînerait une variation des engagements de 2,4 % sur la France et de 4,1 % sur le Royaume-Uni.

Les taux de rendement attendus sont déterminés en fonction de l'allocation des actifs, de la maturité des engagements couverts et des projections de rendement attendus compte tenu des évolutions passées et des hypothèses retenues sur les taux d'actualisation.

C. Informations sur les actifs financiers

L'allocation des fonds est la suivante :

	31/12/2007		31/12/2006		31/12/2005	
	Actions	Obligations	Actions	Obligations	Actions	Obligations
France	34 %	66 %	37 %	63 %	30 %	70 %
Royaume-Uni	55 %	45 %	65 %	35 %	65 %	35 %

Les rendements réels des fonds sur 2007 ont été de 3,9 % sur les fonds français et de 8 % sur les fonds du Royaume-Uni. En France, il s'agit pour les actions, de portefeuilles de gestion purement indicielle représentative de l'indice Eurostoxx 600 tandis que la gestion obligataire est cantonnée à des risques gouvernementaux de premier plan dans l'Union Européenne.

Au Royaume-Uni, la gestion actions est essentiellement « benchmarkée » sur les principaux indices au Royaume-Uni, aux États-Unis et au Japon. La gestion obligataire qui porte sur des obligations en livres sterling sur des risques d'état et d'entreprises est mesurée sur les principaux indices obligataires.



Le groupe PSA PEUGEOT CITROËN n'a pas décidé à la clôture, des contributions qui pourraient être versées dans les fonds sur l'exercice suivant.

Au Royaume-Uni, le nouveau cadre législatif sur les retraites impose, à compter de 2008, une révision des modalités de calcul de la contribution patronale annuelle. Le versement du groupe sera revu en conséquence en 2008.

D. Réconciliation des postes de bilan et des historiques des données

(en millions d'euros)	31/12/2007				31/12/2006				31/12/2005			
	Royaume- France	Uni	Autres pays	Total	Royaume- France	Uni	Autres pays	Total	Royaume- France	Uni	Autres pays	Total
Valeur actuelle des prestations pour services rendus	(1 622)	(1 688)	(458)	(3 768)	(1 838)	(1 891)	(503)	(4 232)	(1 821)	(1 785)	(529)	(4 135)
Juste valeur des actifs financiers	1 400	1 388	235	3 023	1 509	1 474	229	3 212	1 502	1 319	216	3 037
Surplus ou (déficit)	(222)	(300)	(223)	(745)	(329)	(417)	(274)	(1 020)	(319)	(466)	(313)	(1 098)
Écarts actuariels	(10)	(88)	(39)	(137)	54	(113)	19	(40)	48	(125)	72	(5)
(Provisions) actifs nets reconnus au bilan	(232)	(388)	(262)	(882)	(275)	(530)	(255)	(1 060)	(271)	(591)	(241)	(1 103)
Dont provisions	(233)	(388)	(264)	(885)	(276)	(530)	(257)	(1 063)	(272)	(591)	(243)	(1 106)
Dont actifs	1	-	2	3	1	-	2	3	1	-	2	3
Part des régimes non fondés	1,0 %	0,0 %	17,8 %	2,6 %	0,0 %	0,0 %	18,1 %	2,2 %	2,1 %	0,0 %	14,2 %	2,7 %

La valeur actuelle des prestations pour services rendus des sociétés françaises comprend les engagements pris vis-à-vis des membres des organes de Direction (définis en note 43) à hauteur de 24,1 millions d'euros au titre des retraites complémentaires et 1,5 million d'euros au titre des indemnités de départ à la retraite. Le coût des services rendus correspondant à ces deux régimes, pour l'exercice 2007 s'élève à 3,3 millions d'euros.

La loi de financement de la Sécurité sociale pour 2008 soumet les indemnités versées dans le cadre des mises à la retraite avant 65 ans à une contribution sociale supplémentaire de 25 % en 2008 et de 50 % à partir de 2009. Par ailleurs, elle supprime le régime fiscal et social favorable dont bénéficiaient les indemnités de départ à la retraite négociées avant 65 ans et versées entre 2010 et 2014 par les entreprises couvertes par une convention ou accord de branche étendu conclu dans le cadre des dispositions de la loi Fillon.

Cette nouvelle loi a conduit le groupe à ajuster ses hypothèses concernant le mode de départ en retraite et, compte tenu des différences de barème et de cotisations sociales entre mise à la retraite et départ volontaire, ses engagements ont augmenté de 71 millions d'euros au 31 décembre 2007.

Cette augmentation, assimilée à un écart actuariel, sera amortie dès 2008 sur la durée résiduelle de vie active des bénéficiaires au-delà des limites de la méthode du corridor selon les principes actuels du groupe en matière de reconnaissance d'écarts actuariels.

E. Évolution sur l'exercice

(en millions d'euros)	2007				2006				2005			
	France	Royaume-Uni	Autres pays	Total	France	Royaume-Uni	Autres pays	Total	France	Royaume-Uni	Autres pays	Total
Valeur actuelle des prestations pour services rendus												
À l'ouverture de l'exercice	(1 838)	(1 891)	(503)	(4 232)	(1 821)	(1 785)	(529)	(4 135)	(1 882)	(1 543)	(451)	(3 876)
Coût des services rendus	(49)	(19)	(12)	(80)	(48)	(33)	(17)	(98)	(45)	(33)	(13)	(91)
Actualisation de l'année	(81)	(93)	(23)	(197)	(74)	(90)	(22)	(186)	(84)	(81)	(22)	(187)
Prestations servies sur l'exercice	155	173	23	351	139	59	22	220	124	47	15	186
Écarts de réestimation												
- en valeur	127	(18)	52	161	(42)	(18)	40	(20)	20	(130)	(44)	(154)
- en % des engagements	6,9 %	1,0 %	10,3 %	3,8 %	2,3 %	1,0 %	7,6 %	0,5 %	1,1 %	8,4 %	9,8 %	4,0 %
Écart de conversion	-	160	3	163	-	(37)	9	(28)	-	(44)	(5)	(49)
Variations de périmètre et autres	-	-	-	-	-	-	(20)	(20)	2	-	-	2
Effets des fermetures et modifications de régimes	64	-	2	66	8	13	14	35	44	(1)	(9)	34
À la clôture de l'exercice	(1 622)	(1 688)	(458)	(3 768)	(1 838)	(1 891)	(503)	(4 232)	(1 821)	(1 785)	(529)	(4 135)
Couverture des engagements												
À l'ouverture de l'exercice	1 509	1 474	229	3 212	1 502	1 319	216	3 037	1 502	1 084	195	2 781
Rendement attendu des fonds	78	102	10	190	85	94	9	188	78	79	11	168
Écarts de réestimation												
- en valeur	(65)	14	4	(47)	36	13	7	56	27	112	(3)	136
- en % des actifs de couverture	4,3 %	0,9 %	1,7 %	1,5 %	2,4 %	1,0 %	3,2 %	1,8 %	1,8 %	10,3 %	1,5 %	4,9 %
Écart de conversion	-	(131)	(3)	(134)	-	29	(8)	21	-	31	6	37
Dotations employeur	28	66	10	104	15	78	15	108	17	60	11	88
Prestations servies sur l'exercice	(150)	(137)	(15)	(302)	(129)	(59)	(15)	(203)	(122)	(47)	(9)	(178)
Variations de périmètre et autres	-	-	-	-	-	-	8	8	-	-	-	-
Effets des fermetures et modifications de régimes	-	-	-	-	-	-	(3)	(3)	-	-	5	5
À la clôture de l'exercice	1 400	1 388	235	3 023	1 509	1 474	229	3 212	1 502	1 319	216	3 037
Éléments différés												
À l'ouverture de l'exercice	54	(113)	19	(40)	48	(125)	72	(5)	(1)	(153)	21	(133)
Nouveaux éléments différés	(62)	4	(56)	(114)	6	5	(47)	(36)	45	18	48	111
Amortissements des éléments différés	(3)	8	(2)	3	1	10	(3)	8	(2)	9	-	7
Conversion et autres variations	-	10	-	10	-	(4)	(3)	(7)	-	(5)	2	(3)
Effets des fermetures et modifications de régimes	1	3	-	4	(1)	1	-	-	6	6	1	13
À la clôture de l'exercice	(10)	(88)	(39)	(137)	54	(113)	19	(40)	48	(125)	72	(5)



F. Charges comptabilisées

Ces charges sont comptabilisées :

- en « Frais généraux et commerciaux » pour le coût des services rendus, les amortissements des éléments différés et le produit dégagé par l'avenant au contrat d'assurance décrit ci-dessous ;
- en « Produits et charges à caractère financier » pour l'actualisation des droits acquis et le rendement attendu des fonds.
- en « Produits et charges opérationnels non courants » pour les effets liés principalement aux restructurations.

Les charges de retraite sont ventilées pour chaque exercice comme suit :

(en millions d'euros)	2007				2006				2005			
	France	Royaume-Uni	Autres pays	Total	France	Royaume-Uni	Autres pays	Total	France	Royaume-Uni	Autres pays	Total
Coût des services rendus	(49)	(19)	(12)	(80)	(48)	(33)	(17)	(98)	(45)	(33)	(13)	(91)
Amortissements des éléments différés	(3)	8	(2)	3	1	10	(3)	8	(2)	9	-	7
Actualisation des droits acquis	(81)	(93)	(23)	(197)	(74)	(90)	(22)	(186)	(84)	(81)	(22)	(187)
Rendement attendu des fonds	78	102	10	190	85	94	9	188	78	79	11	168
Avenant au contrat d'assurance AGF ⁽¹⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	92	-	-	92
Effets des fermetures et modifications de régimes ⁽²⁾⁽³⁾	65	3	2	70	7	14	11	32	52	5	(3)	54
Total	10	1	(25)	(14)	(29)	(5)	(22)	(56)	91	(21)	(27)	43

(1) Les engagements de retraites des allocataires, anciens salariés de la filiale Chrysler en France (Talbot), font l'objet d'un contrat d'assurance souscrit auprès de la compagnie d'assurance AGF. Au 31 décembre 2004, un écart positif entre la valeur des provisions constituées au sein du contrat et le montant des engagements calculés selon IAS 19 existait sans que les termes du contrat permettent d'utiliser les fonds excédentaires.

Un avenant a été signé début 2005 entre PSA PEUGEOT CITROËN et AGF permettant d'utiliser l'excédent des fonds pour liquider, à l'avenir, au fur et à mesure de leur départ en retraite, les engagements des actifs de ce régime. Cet excédent, dont le paiement avait été constaté en charge dans les exercices antérieurs a constitué, à hauteur de 92 millions d'euros, un profit de l'exercice 2005.

(2) Le régime à prestations définies dont bénéficiaient les cadres et ETAM de certaines sociétés du groupe Faurecia en France a été supprimé et un nouveau dispositif de retraite sur-complémentaire a été mis en place pour l'ensemble des cadres du groupe Faurecia en France. Il est constitué :

- d'un régime à cotisations définies relatif aux tranches A et B du salaire et dont le taux de cotisation varie en fonction de l'ancienneté du salarié au sein de Faurecia ;
- d'un régime à prestations définies relatif à la tranche C du salaire.

Les prestations de l'ancien dispositif ont été maintenues pour les cadres ayant plus de 53 ans et dix ans d'ancienneté au 31 décembre 2005 et pour les ETAM bénéficiaires du dispositif à cette même date. L'ensemble de ces évolutions conduit à une liquidation et/ou réduction sensible des droits futurs. La diminution des engagements (17 millions d'euros) ainsi que la reconnaissance immédiate des écarts actuariels pour la population concernée (23 millions d'euros), ont conduit à constater sur l'exercice 2005 un produit en résultat opérationnel courant de 40 millions d'euros conformément à la norme IAS 19.

(3) Suite au dispositif d'adaptation des effectifs décidé en mai 2007, les engagements liés aux personnes partant en départs volontaires pour projets personnels et congés de reclassements, ont été repris à hauteur de 56 millions d'euros.

Par ailleurs, un montant de 15 millions d'euros a été versé aux personnes ayant adhéré au dispositif (projet professionnel personnel ou congé de reclassement) afin de compenser financièrement la perte définitive de certains droits à la retraite supplémentaire qui avaient été externalisés en 2002 par le versement d'une prime unique à un organisme d'assurance. Devenu sans objet du fait de la perte des droits, un montant identique de 15 millions d'euros a été versé par l'organisme d'assurance dans un contrat destiné à couvrir les indemnités de fin de carrière des salariés du groupe.

G. Versements prévus pour 2008

Les prestations à verser aux intéressés au titre des retraites durant l'année 2008 sont évaluées à 208 millions d'euros.

30.2. Primes liées à l'ancienneté

Le groupe évalue ses engagements liés aux primes accordées sous réserve de certaines conditions d'ancienneté et versées aux salariés, notamment à l'occasion de la remise des médailles du travail en France. La valeur de ces engagements est calculée en appliquant la méthode des hypothèses utilisées pour les évaluations des compléments de retraite et indemnités de départ décrites dans la note 30.1.A ci-dessus. Ces engagements sont entièrement provisionnés dans les comptes consolidés.

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Sociétés françaises	43	46	44
Sociétés étrangères	17	16	16
Total	60	62	60

30.3. Frais médicaux

En complément des engagements de retraite, certaines sociétés du groupe Faurecia, principalement aux États-Unis, ont l'obligation de prendre en charge des frais médicaux concernant leur personnel. Cet engagement entièrement provisionné s'élève à :

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
	27	28	31

● Note 31 – Passifs financiers courants et non courants des activités industrielles et commerciales

Les principes de comptabilisation et d'évaluation sont définis en note 1.14.C pour les emprunts et autres passifs financiers hors instruments dérivés, dont les propres principes sont définis en note 1.14.D.

<i>(en millions d'euros)</i>	Valeur bilan au 31/12/2007		Valeur bilan au 31/12/2006		Valeur bilan au 31/12/2005	
	Coût amorti ou juste valeur		Coût amorti ou juste valeur		Coût amorti ou juste valeur	
	Non courants	Courants	Non courants	Courants	Non courants	Courants
Emprunts obligataires	2 476	-	2 573	-	2 719	144
Fonds de participation des salariés	32	41	73	41	108	30
Emprunts sur locations financement	314	70	318	48	230	49
Autres emprunts d'origine long terme	1 471	82	1 147	283	752	70
Autres financements à court terme et découverts bancaires	-	1 737	-	4 024	-	4 858
Instruments dérivés	1	20	14	4	17	15
Total des passifs financiers	4 294	1 950	4 125	4 400	3 826	5 166



31.1. Détail des passifs financiers non courants

<i>(en millions d'euros)</i>	Valeur bilan au 31/12/2007	Nominal	Échéances du nominal	
	Coût amorti ou juste valeur		de 1 à 5 ans	> 5 ans
Emprunts obligataires	2 476	2 395	1 796	599
Fonds de participation des salariés à long terme	32	32	32	-
Emprunts sur locations financement à long terme	314	314	212	102
Autres emprunts à long terme	1 471	1 474	1 146	328
Instruments dérivés ⁽¹⁾	1	-	-	-
Total des passifs financiers non courants	4 294	-	-	-

<i>(en millions d'euros)</i>	Valeur bilan au 31/12/2006	Nominal	Échéances du nominal	
	Coût amorti ou juste valeur		de 1 à 5 ans	> 5 ans
Emprunts obligataires	2 573	2 393	1 794	599
Fonds de participation des salariés à long terme	73	73	73	-
Emprunts sur locations financement à long terme	318	318	193	125
Autres emprunts à long terme	1 147	1 146	1 087	59
Instruments dérivés ⁽¹⁾	14	-	-	-
Total des passifs financiers non courants	4 125	-	-	-

<i>(en millions d'euros)</i>	Valeur bilan au 31/12/2005	Nominal	Échéances du nominal	
	Coût amorti ou juste valeur		de 1 à 5 ans	> 5 ans
Emprunts obligataires	2 719	2 392	300	2 092
Fonds de participation des salariés à long terme	108	108	108	-
Emprunts sur locations financement à long terme	230	230	150	80
Autres emprunts à long terme	752	745	598	147
Instruments dérivés ⁽¹⁾	17	-	-	-
Total des passifs financiers non courants	3 826	-	-	-

(1) Les échéanciers et notionnels sur l'ensemble des instruments dérivés sont donnés en note 37.

31.2. Caractéristiques des emprunts obligataires et autres emprunts

(en millions d'euros)	Solde au bilan au 31/12/2007		Monnaie d'émission	Échéance	Taux effectif	Taux après couverture
	Non courants	Courants				
GIE PSA Trésorerie						
Emprunt obligataire 2001	1 554	-	EUR	2011	5,98 %	Euribor 6M + 63 bp
Emprunt obligataire 2003	622	-	EUR	2033	6,00 %	Euribor 3M + 92 bp
Faurecia						
Emprunt obligataire 2005 ⁽¹⁾	300	-	EUR	2010	3,63 %	3,63 %
Total	2 476	-				
Peugeot Citroën Automobiles						
Emprunts BEI ⁽²⁾ - 73 M GBP	121	-	GBP	2009	Libor 3M + 5 bp	Eonia + 18 bp
Emprunts BEI ⁽²⁾ - 125 M EUR	125	1	EUR	2011	Euribor 3M + 9 bp	Euribor 3M + 9 bp
Emprunts BEI ⁽²⁾ - 250 M EUR	250	1	EUR	2014	Euribor 3M + 10 bp	Euribor 3M + 10 bp
Emprunts FDES ⁽²⁾ - Zéro coupon	24	-	EUR	2020		
Autres emprunts	28	6				
Faurecia						
Crédit syndiqué ⁽¹⁾	800	-	EUR	2009	Euribor 1M + 42,5 bp	4,45 %
Autres emprunts	23	39	EUR/USD	2008	variable / fixe	variable / fixe
Peugeot Citroën do Brasil Auto-moveis						
	28	30	BRL	2009	variable / fixe	variable / fixe
Autres sociétés						
	72	5				
Total	1 471	82				

(1) Ces contrats contiennent des clauses restrictives notamment en matière de ratios financiers ; ces clauses sont respectées au 31 décembre 2007.

(2) BEI : Banque Européenne d'Investissement ; FDES : Fonds de Développement Économique et Social.

31.3. Caractéristiques des autres financements à court terme et découverts bancaires

(en millions d'euros)	Monnaie d'émission	Solde au bilan au 31/12/2007	Solde au bilan au 31/12/2006	Solde au bilan au 31/12/2005
Billets de trésorerie	EUR	504	484	850
Crédits à court terme	N/A	513	689	1 225
Banques créditrices	N/A	678	820	720
Paiements émis (1)	N/A	42	2 031	2 063
Total		1 737	4 024	4 858

(1) Il s'agit de paiements en attente de débit des comptes de banque, leur échéance correspondant à un jour bancaire non ouvré. Leur contrepartie est une augmentation de la trésorerie à l'actif.



31.4. Dettes sur locations capitalisées

La valeur actualisée des loyers futurs incluse en autres emprunts, et concernant des contrats de location financement, est la suivante par échéance :

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
2006	-	-	68
2007	-	94	59
2008	116	82	54
2009	107	83	50
2010	100	76	49
2011	52	40	22
Années ultérieures	58	43	8
	433	418	310
Moins frais financiers inclus	(49)	(52)	(31)
Valeur actualisée des loyers futurs	384	366	279

● Note 32 – Autres passifs non courants

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Dettes sur véhicules sous clause de rachat	2 872	2 743	2 335
Autres	15	16	19
Total	2 887	2 759	2 354

● Note 33 – Dettes des activités de financement

Les principes de comptabilisation et d'évaluation sont définis en note 1.14.C.

33.1. Dettes par nature

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Titres émis par les FCC dans le cadre des titrisations (note 21)	4 088	2 537	1 846
Autres emprunts obligataires	413	413	91
Autres dettes constituées par un titre	12 165	12 996	12 876
Dettes envers les établissements de crédit	7 626	6 895	7 778
	24 292	22 841	22 591
Dettes envers la clientèle	378	418	337
	24 670	23 259	22 928
<i>Dettes envers les activités industrielles et commerciales</i>	<i>(148)</i>	<i>(215)</i>	<i>(171)</i>
Total	24 522	23 044	22 757

33.2. Échéancier

31/12/2007 (en millions d'euros)	Titres émis par les FCC	Emprunts obligataires	Autres dettes constituées par un titre	Dettes envers les établissements de crédit	Total
0 à 3 mois	203	-	5 896	4 635	10 734
3 mois à 1 an	221	-	2 738	1 385	4 344
1 à 5 ans	1 164	-	3 460	1 606	6 230
+ 5 ans	2 500	413	71	-	2 984
Total	4 088	413	12 165	7 626	24 292

31/12/2006 (en millions d'euros)	Titres émis par les FCC	Emprunts obligataires	Autres dettes constituées par un titre	Dettes envers les établissements de crédit	Total
0 à 3 mois	-	-	4 216	2 472	6 688
3 mois à 1 an	637	-	2 850	1 948	5 435
1 à 5 ans	1 616	-	5 864	2 475	9 955
+ 5 ans	284	413	66	-	763
Total	2 537	413	12 996	6 895	22 841

31/12/2005 (en millions d'euros)	Titres émis par les FCC	Emprunts obligataires	Autres dettes constituées par un titre	Dettes envers les établissements de crédit	Total
0 à 3 mois	167	-	3 523	4 267	7 957
3 mois à 1 an	476	91	2 670	1 536	4 773
1 à 5 ans	1 203	-	6 574	1 975	9 752
+ 5 ans	-	-	109	-	109
Total	1 846	91	12 876	7 778	22 591

33.3. Devises de remboursement

Les emprunts obligataires, ainsi que les titres émis par les Fonds Communs de Créances dans le cadre des titrisations, sont remboursables exclusivement en euros. Les autres dettes s'analysent comme suit par devise de remboursement :

(en millions d'euros)	31/12/2007		31/12/2006		31/12/2005	
	Autres dettes constituées par un titre	Dettes envers les établissements de crédit	Autres dettes constituées par un titre	Dettes envers les établissements de crédit	Autres dettes constituées par un titre	Dettes envers les établissements de crédit
EUR	11 569	7 554	12 495	6 022	12 335	6 192
GBP	204	6	246	385	277	1 210
USD	-	-	-	-	17	-
JPY	264	-	168	-	161	-
BRL	79	-	40	256	24	190
CHF	-	1	-	47	-	50
CZK	49	3	47	85	62	74
Autres	-	62	-	100	-	62
Total	12 165	7 626	12 996	6 895	12 876	7 778



● Note 34 – Autres créanciers

34.1. Activités industrielles et commerciales

(en millions d'euros)	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
États et collectivités publiques hors impôts sur les sociétés	988	934	938
Personnel	1 079	996	1 063
Organismes sociaux	557	590	608
Fournisseurs d'immobilisations	294	426	529
Clients créditeurs	481	370	370
Instruments dérivés ⁽¹⁾	46	2	7
Produits constatés d'avance	386	335	320
Créditeurs divers	410	422	320
Total	4 241	4 075	4 155

(1) Ce poste correspond à la juste valeur des instruments acquis par le groupe pour se prémunir contre les risques de change sur ses créances et dettes d'exploitation réalisées ou planifiées. L'échéancier de ces instruments est indiqué dans la note 37 « Gestion des risques de marché ».

34.2. Activités de financement

(en millions d'euros)	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Personnel et organismes sociaux	51	52	73
Instruments dérivés ⁽¹⁾	164	211	175
Comptes de régularisation	330	313	382
Créditeurs divers	187	271	214
Total	732	847	844

(1) Ce poste correspond à la juste valeur des instruments acquis par le groupe pour se prémunir contre les risques de taux sur les dettes et créances de financement. L'échéancier de ces instruments est indiqué dans la note 37 « Gestion des risques de marché ».

● Note 35 – Notes annexes aux tableaux de flux de trésorerie consolidés

35.1. Trésorerie nette présentée aux tableaux de flux

(en millions d'euros)	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 27.1)	5 185	6 339	6 351
Paiements émis (note 31.3)	(42)	(2 031)	(2 063)
Trésorerie nette des activités industrielles et commerciales	5 143	4 308	4 288
Trésorerie nette des activités de financement (note 27.2)	943	620	635
Élimination des opérations réciproques ⁽¹⁾	(149)	(292)	(230)
Total	5 937	4 636	4 693

(1) L'élimination des opérations réciproques est consécutive à la cession des créances de la division automobile aux sociétés de financement le dernier jour du mois. L'entrée de trésorerie est reconnue le jour de la cession chez le cédant et le lendemain dans la société de financement.

35.2. Détail des flux liés à l'exploitation

A. Activités industrielles et commerciales

(en millions d'euros)	2007	2006	2005
(Augmentation) Diminution des stocks	(116)	(16)	(194)
(Augmentation) Diminution des clients	153	2	241
Augmentation (Diminution) des fournisseurs	190	310	(618)
Dotations nettes aux provisions courantes	409	185	225
Variation des impôts	57	25	(85)
Autres variations	227	(82)	142
	920	424	(289)
<i>Flux vers les activités de financement</i>	(106)	(5)	(24)
Total	814	419	(313)

B. Activités de financement

(en millions d'euros)	2007	2006	2005
Augmentation des créances de financement des ventes	(700)	(464)	(1 136)
Augmentation des placements à court terme	(579)	(53)	(353)
Augmentation des dettes financières	1 612	368	1 293
Dotations nettes aux provisions courantes	(7)	(12)	(1)
Variation des impôts	(1)	(46)	56
Autres variations	(288)	(27)	(7)
	37	(234)	(148)
<i>Flux vers les activités industrielles et commerciales</i>	240	(32)	(24)
Total	277	(266)	(172)

35.3. Détail de la variation des postes de bilan des activités industrielles et commerciales

2007						
(en millions d'euros)	Ouverture	Flux d'exploitation	Changement de périmètre et autres	Écart de conversion	Réévaluation par capitaux propres	Clôture
Stocks	(6 826)	(116)	(31)	60	-	(6 913)
Clients	(3 043)	153	2	31	-	(2 857)
Fournisseurs	10 481	190	23	(94)	-	10 600
Impôts	(58)	57	(9)	(1)	-	(11)
Provisions courantes	1 747	409	5	(29)	-	2 132
Autres débiteurs	(1 719)	(51)	(9)	6	(9)	(1 782)
Autres créanciers	4 075	155	9	2	-	4 241
	4 657	797	(10)	(25)	(9)	5 410
<i>Flux vers les activités de financement</i>	132	(109)	3	-	-	26
Total	4 789	688	(7)	(25)	(9)	5 436



2006 (en millions d'euros)	Ouverture	Flux d'exploitation	Changement de périmètre et autres	Écart de conversion	Réévaluation par capitaux propres	Clôture
Stocks	(6 889)	(16)	6	73	-	(6 826)
Clients	(3 097)	2	(4)	56	-	(3 043)
Fournisseurs	10 240	310	(13)	(56)	-	10 481
Impôts	(80)	25	2	(5)	-	(58)
Provisions courantes	1 582	185	(12)	(8)	-	1 747
Autres débiteurs	(1 694)	(47)	4	18	-	(1 719)
Autres créanciers	4 155	(74)	17	(23)	-	4 075
	4 217	385	-	55	-	4 657
<i>Flux vers les activités de financement</i>	137	(5)	-	-	-	132
Total	4 354	380	-	55	-	4 789

35.4. Variations des autres actifs et passifs financiers des activités industrielles et commerciales

(en millions d'euros)	2007	2006	2005
Augmentation des emprunts	414	705	410
Remboursement des emprunts et conversions d'obligations	(389)	(238)	(389)
(Augmentation) Diminution des actifs financiers non courants	(565)	(318)	(271)
(Augmentation) Diminution des actifs financiers courants	261	855	327
Augmentation (Diminution) des passifs financiers courants	(280)	(799)	(66)
	(559)	205	11
<i>Flux vers les activités de financement</i>	8	(23)	25
Total	(551)	182	36

35.5. Variations des autres actifs et passifs financiers des activités de financement

Ce poste correspond au remboursement de la dette subordonnée, réalisé en 2005.

● Note 36 – Instruments financiers

A. Instruments financiers inscrits au bilan

	31/12/2007		Ventilation par catégorie d'instruments				
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts, créances et autres dettes	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
<i>(en millions d'euros)</i>							
Titres de participation	50	50	-	50	-	-	-
Autres actifs financiers non courants	1 168	1 168	724	254	131	-	59
Prêts et créances des activités de financement	23 223	23 022	-	-	23 223	-	-
Titres de placement des activités de financement	3 310	3 310	3 310	-	-	-	-
Clients des activités industrielles et commerciales	2 700	2 700	-	-	2 700	-	-
Autres débiteurs	2 420	2 420	-	-	2 110	-	310
Actifs financiers courants	1 483	1 483	948	-	497	-	38
Équivalents de trésorerie	4 115	4 115	4 115	-	-	-	-
Trésorerie	1 864	1 864	1 864	-	-	-	-
Actifs	40 333	40 132	10 961	304	28 661		407
Passifs financiers non courants	4 294	4 302	-	-	-	4 293	1
Dettes des activités de financement	24 522	24 465	149	-	-	24 373	-
Fournisseurs d'exploitation et comptes associés	10 571	10 571	-	-	10 571	-	-
Autres créanciers	4 681	4 681	-	-	4 471	-	210
Passifs financiers courants	1 950	1 950	-	-	-	1 930	20
Passifs	46 018	45 969	149		15 042	30 596	231



	31/12/2006		Ventilation par catégorie d'instruments				
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts, créances et autres dettes	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
<i>(en millions d'euros)</i>							
Titres de participation	53	53	-	53	-	-	-
Autres actifs financiers non courants	1 368	1 368	797	283	123	-	165
Prêts et créances des activités de financement	22 703	22 529	-	-	22 703	-	-
Titres de placement des activités de financement	2 818	2 818	2 818	-	-	-	-
Clients des activités industrielles et commerciales	2 850	2 850	-	-	2 850	-	-
Autres débiteurs	2 268	2 268	-	-	2 019	-	249
Actifs financiers courants	1 132	1 132	918	-	171	-	43
Équivalents de trésorerie	5 197	5 197	5 197	-	-	-	-
Trésorerie	1 470	1 470	1 470	-	-	-	-
Actifs	39 859	39 685	11 200	336	27 866	-	457
Passifs financiers non courants	4 125	4 262	-	-	-	4 111	14
Dettes des activités de financement	23 044	23 056	152	-	-	22 892	-
Fournisseurs d'exploitation et comptes associés	10 456	10 456	-	-	10 456	-	-
Autres créanciers	4 661	4 661	-	-	4 448	-	213
Passifs financiers courants	4 400	4 400	-	-	-	4 396	4
Passifs	46 686	46 835	152	-	14 904	31 399	231

	31/12/2005		Ventilation par catégorie d'instruments				
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts, créances et autres dettes	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
<i>(en millions d'euros)</i>							
Titres de participation	46	46	-	46	-	-	-
Autres actifs financiers non courants	1 986	1 986	1 174	263	139	-	410
Prêts et créances des activités de financement	22 238	22 391	-	-	22 238	-	-
Titres de placement des activités de financement	2 709	2 709	2 709	-	-	-	-
Clients des activités industrielles et commerciales	2 931	2 931	-	-	2 931	-	-
Autres débiteurs	2 276	2 276	-	-	2 053	-	223
Actifs financiers courants	1 214	1 214	971	41	176	-	26
Équivalents de trésorerie	5 164	5 164	5 164	-	-	-	-
Trésorerie	1 592	1 592	1 592	-	-	-	-
Actifs	40 156	40 309	11 610	350	27 537	-	659
Passifs financiers non courants	3 826	4 005	-	-	-	3 809	17
Dettes des activités de financement	22 757	22 778	158	-	-	22 599	-
Fournisseurs d'exploitation et comptes associés	10 210	10 210	-	-	10 210	-	-
Autres créanciers	4 773	4 773	-	-	4 591	-	182
Passifs financiers courants	5 166	5 166	-	-	-	5 151	15
Passifs	46 732	46 932	158	-	14 801	31 559	214

Les principales méthodes d'évaluation retenues sont les suivantes : Les éléments comptabilisés à la juste valeur par résultat ainsi que les instruments dérivés de couverture, sont évalués par application d'une technique de valorisation faisant référence à des taux cotés sur le marché interbancaire (Euribor...) et à des cours de change fixés quotidiennement par la Banque Centrale Européenne. Tous les instruments financiers de cette catégorie sont des actifs et passifs financiers désignés comme tels dès l'origine, selon les critères définis en note 1.14.

Les titres de participation et les titres de placement sont, conformément à la norme IAS 39, comptabilisés à leur juste valeur dans le bilan (voir note 1.14.B (a) et (c)).

Les prêts et créances de financement sont évalués au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE). De manière générale, ils font l'objet de couverture du risque de taux. L'application de la comptabilité de couverture entraîne la réévaluation à la juste valeur de la partie couverte des encours. La marge liée aux encours de crédit est donc exclue de la réévaluation ainsi opérée. La juste

valeur présentée ci-dessus est estimée en actualisant les flux futurs au taux auquel des prêts similaires ont été octroyés à la date de clôture.

Les dettes des activités industrielles et commerciales et les dettes des activités de financement sont essentiellement comptabilisées au coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE). Dans ce cas, les passifs financiers couverts par des swaps de taux d'intérêt font l'objet d'une comptabilité de couverture. Ils sont réévalués à la juste valeur pour la part liée à l'évolution des taux d'intérêt. La juste valeur présentée ci-dessus est estimée en intégrant la valeur du risque de crédit du groupe. Exceptionnellement, des passifs financiers sont comptabilisés selon l'option juste valeur.

Cette option de comptabilisation à la juste valeur d'une dette en résultat a été exercée afin d'éviter qu'évoluent de manière dissymétrique les justes valeurs de cette dette d'une part, et les dérivés couvrant économiquement cette dette d'autre part. La variation de valeur liée au risque de crédit comptabilisée sur l'exercice n'est pas significative.



La juste valeur des créances et des dettes fournisseurs des activités industrielles et commerciales est assimilée à leur valeur au bilan, compte tenu des échéances très courtes de paiement de ces créances.

Une évaluation de la juste valeur des instruments financiers du groupe est effectuée dans la mesure où les données des marchés

financiers permettent une estimation pertinente de leur valeur vénale dans une optique non liquidatrice. La juste valeur d'instruments financiers négociés sur un marché actif est donc basée sur les prix de marché à la date de clôture. Les prix de marché utilisés pour les actifs financiers détenus par le groupe sont les cours acheteurs en vigueur sur le marché à la date d'évaluation.

B. Effet en résultat des instruments financiers

	2007	Ventilation par catégorie d'instruments				
	Effet en résultat	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts, créances et autres dettes	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
<i>(en millions d'euros)</i>						
Activités industrielles et commerciales						
Total produit d'intérêts	10	-	-	10	-	-
Total charge d'intérêts	(287)	-	-	-	(287)	-
Réévaluation	257	276	-	-	5	(24)
Résultat de cession	17	-	17	-	-	-
Dépréciation nette	(3)	-	-	(3)	-	-
Total activités industrielles et commerciales	(6)	276	17	7	(282)	(24)
Activités de financement						
Total produit d'intérêts	1 617	-	-	1 617	-	-
Total charge d'intérêts	(978)	-	-	-	(978)	-
Réévaluation	176	127	-	34	(12)	27
Dépréciation nette	(51)	-	-	(51)	-	-
Total activités de financement	764	127	-	1 600	(990)	27
Gains nets ou (pertes nettes)	758	403	17	1 607	(1 272)	3

	2006	Ventilation par catégorie d'instruments				
	Effet en résultat	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts, créances et autres dettes	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
<i>(en millions d'euros)</i>						
Activités industrielles et commerciales						
Total produit d'intérêts	11	-	-	11	-	-
Total charge d'intérêts	(232)	-	-	-	(232)	-
Réévaluation	115	165	-	-	3	(53)
Résultat de cession	24	-	24	-	-	-
Dépréciation nette	(15)	-	-	(15)	-	-
Total activités industrielles et commerciales	(97)	165	24	(4)	(229)	(53)
Activités de financement						
Total produit d'intérêts	1 462	-	-	1 462	-	-
Total charge d'intérêts	(757)	-	-	-	(757)	-
Réévaluation	94	72	-	(78)	68	32
Dépréciation nette	(41)	-	-	(41)	-	-
Total activités de financement	758	72	-	1 343	(689)	32
Gains nets ou (pertes nettes)	661	237	24	1 339	(918)	(21)

	2005	Ventilation par catégorie d'instruments				
		Effet en résultat <i>(en millions d'euros)</i>	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts, créances et autres dettes	Dettes au coût amorti
Activités industrielles et commerciales						
Total produit d'intérêts	16	-	-	16	-	-
Total charge d'intérêts	(190)	-	-	-	(190)	-
Réévaluation	80	138	-	-	(65)	7
Résultat de cession	51	-	51	-	-	-
Dépréciation nette	3	-	-	3	-	-
Total activités industrielles et commerciales	(40)	138	51	19	(255)	7
Activités de financement						
Total produit d'intérêts	1 384	-	-	1 384	-	-
Total charge d'intérêts	(593)	-	-	-	(593)	-
Réévaluation	1	46	-	(63)	41	(23)
Dépréciation nette	(25)	-	-	(25)	-	-
Total activités de financement	767	46	-	1 296	(552)	(23)
Gains nets ou (pertes nettes)	727	184	51	1 315	(807)	(16)

Pour les activités de financement, l'ensemble des résultats dégagés par les actifs et passifs financiers définis par IAS 39 est comptabilisé en résultat opérationnel courant.

● Note 37 – Gestion des risques de marché

37.1. Politique de gestion des risques

A. Risque de change

Les sociétés industrielles et commerciales gèrent leurs positions de change sur les transactions en devises, avec pour objectif de couvrir les risques de fluctuation des parités monétaires qui concernent essentiellement la division automobile. Cette gestion consiste principalement pour la division automobile à souscrire, dès l'enregistrement des factures libellées en devises, des contrats à terme ferme, pour l'essentiel par l'intermédiaire de la filiale spécialisée PSA International S.A. (PSAI). Par ailleurs, PSAI a mis en place des couvertures sous forme d'achat d'options pour des opérations futures en yens et en livres sterling.

Dans le cadre de son activité propre, PSAI effectue dans des limites strictes, contrôlées en permanence, des transactions hors couverture sur des produits de change. Ces opérations, qui sont

les seules de cette nature réalisées par les sociétés du groupe PSA PEUGEOT CITROËN, ont des effets peu significatifs sur le résultat consolidé du groupe.

Le principe de cadrage de ce risque est d'appliquer au portefeuille existant des évolutions simulées des conditions de marché (en niveau de spot et en niveau de volatilité). Les paramètres d'évolution retenus dépendent des volatilités historiques à dix jours ouvrés constatées sur l'année écoulée. Ces paramètres sont mis à jour ou confirmés au moins deux fois par an ou en cas d'évolution forte des marchés. Le *stress testing* défavorable effectué sur le portefeuille existant au 31 décembre 2007 a conclu à un impact non significatif sur le résultat du groupe.



Les hypothèses de variation des devises concernées prises pour effectuer ce test sont les suivantes :

	USD	YEN	CZK	SKK
Hypothèses de variation par rapport à l'euro	5,0 %	10,0 %	5,5 %	5,5 %

Faurecia couvre de façon centralisée le risque de change de ses filiales, lié à leurs opérations commerciales, au moyen principalement d'opérations à terme ou optionnelles ainsi que de financement en devises. Les filiales hors de la zone euro bénéficient de prêts intragroupe dans leur monnaie de fonctionnement. Ces prêts étant refinancés en euros, le risque de change est couvert au moyen de swaps.

La position nette des activités industrielles et commerciales dans les principales devises étrangères est la suivante :

31/12/2007 (en millions d'euros)	GBP	YEN	USD	PLN	CHF	BRL	Autres
Total actifs	262	33	200	21	23	20	317
Total passifs	(582)	(58)	(256)	(80)	-	(14)	(179)
Position nette avant gestion	(320)	(25)	(56)	(59)	23	6	138
Instruments financiers dérivés	311	25	47	52	(23)	(7)	(191)
Position nette après gestion	(9)	-	(9)	(7)	-	(1)	(53)

31/12/2006 (en millions d'euros)	GBP	YEN	USD	PLN	CHF	BRL	Autres
Total actifs	163	57	168	131	27	28	479
Total passifs	(523)	(28)	(168)	-	-	(10)	(108)
Position nette avant gestion	(360)	29	-	131	27	18	371
Instruments financiers dérivés	357	(29)	(5)	(97)	(27)	(21)	(367)
Position nette après gestion	(3)	-	(5)	34	-	(3)	4

31/12/2005 (en millions d'euros)	GBP	YEN	USD	PLN	CHF	BRL	Autres
Total actifs	28	104	173	92	26	11	579
Total passifs	(589)	-	(240)	-	-	(8)	(112)
Position nette avant gestion	(561)	104	(67)	92	26	3	467
Instruments financiers dérivés	549	(120)	61	(95)	(26)	(7)	(452)
Position nette après gestion	(12)	(16)	(6)	(3)	-	(4)	15

La position nette des activités de financement dans les principales devises étrangères est la suivante :

31/12/2007 (en millions d'euros)	GBP	YEN	USD	CHF	Autres
Total actifs	1 425			233	218
Total passifs	(205)	(264)			(49)
Position nette avant gestion	1 220	(264)	-	233	169
Instruments financiers dérivés	(1 220)	264		(233)	(169)
Position nette après gestion	-	-	-	-	-

31/12/2006 (en millions d'euros)	GBP	YEN	USD	CHF	Autres
Total actifs	1 933	-	-	267	210
Total passifs	(246)	(168)	(19)	-	(167)
Position nette avant gestion	1 687	(168)	(19)	267	43
Instruments financiers dérivés	(1 687)	168	19	(267)	(43)
Position nette après gestion	-	-	-	-	-

31/12/2005 (en millions d'euros)	GBP	YEN	USD	CHF	Autres
Total actifs	765	-	-	289	179
Total passifs	-	(161)	(51)	-	(111)
Position nette avant gestion	765	(161)	(51)	289	68
Instruments financiers dérivés	(765)	161	51	(289)	(68)
Position nette après gestion	-	-	-	-	-

Il s'agit de la position du groupe induite par toutes les opérations comptabilisées au bilan au 31 décembre 2007, 2006 et 2005.

Compte tenu de la politique de couverture systématique des créances et dettes libellées en devises, la sensibilité du résultat du groupe au 31 décembre 2007 à une variation de devise est relativement limitée. Les capitaux propres du groupe au 31 décembre 2007 sont quant à eux essentiellement sensibles à une variation de la livre sterling et du zloty polonais.

Les résultats du test de sensibilité se présentent comme suit :

(en millions d'euros)	GBP	YEN	USD	PLN	CHF	BRL	Autres
Hypothèses de variation par rapport à l'euro	4,0 %	10,0 %	5,0 %	10,0 %	3,0 %	12,0 %	N/A
Impact sur le résultat avant impôt	-	-	-	1	-	-	4
Impact sur les capitaux propres	4	-	-	14	-	-	5

B. Risque de taux

Les excédents et besoins de trésorerie des activités industrielles et commerciales, hors équipement automobile, sont pour l'essentiel centralisés auprès du GIE PSA Trésorerie qui place les excédents nets sur les marchés financiers. Ces placements sont indexés sur des taux variables.

L'endettement brut des sociétés industrielles et commerciales, hors équipement automobile, correspond principalement à des ressources longues qui ont été à l'origine consenties pour partie à taux fixe, pour partie à taux révisable. Cet endettement est, par utilisation d'instruments dérivés, transformé à taux variable pour s'adosser aux excédents de trésorerie.

Faurecia gère de façon centralisée la couverture du risque de taux. Cette gestion est mise en œuvre par la Direction du Financement et de la Trésorerie du groupe, sous la responsabilité de la Direction Générale. Les décisions de gestion sont prises au sein d'un comité de gestion des risques de marché qui se réunit mensuellement. Des options de taux plafond (CAP) et d'autres structures optionnelles, en euros et en dollars ont été mises en

place pour couvrir les intérêts d'emprunts payables entre janvier 2008 et décembre 2010. Des swaps taux variable / taux fixe en euros et en dollars ont également été mis en place pour couvrir des intérêts payables sur la même période. Des floors ont été achetés pour profiter d'une éventuelle baisse des taux d'intérêts à moyen terme sur la dette à taux fixe.

Banque PSA Finance qui consent aux clients de l'activité automobile du groupe des prêts à taux fixe, se finance essentiellement avec des ressources indexées à taux révisable. L'impact de la variation des taux d'intérêt est couvert en assurant, par la mise en place de swaps, l'adéquation de la structure de taux de l'actif et du passif.

Par ailleurs, depuis l'exercice 2004, Banque PSA Finance a mis en place des couvertures d'encours de crédits futurs à consentir en euros, à taux fixe (note 37.3).

L'échéancier retrace à la date d'arrêt des comptes l'encours de la dette et des actifs financiers avant et après prise en compte des opérations de couverture. L'échéance des actifs et des dettes à taux révisables est celle de la révision de taux.



La position nette de risque de taux pour les activités industrielles et commerciales est la suivante :

31/12/2007 (en millions d'euros)	Du jour le jour à 1 an	De 1 à 5 ans	Supérieur à 5 ans	Total
Total actifs	7 169	125	85	7 379
Total passifs	(3 320)	(2 014)	(646)	(5 980)
Position nette avant gestion	3 849	(1 889)	(561)	1 399
Instruments financiers dérivés	(2 176)	1 554	622	-
Position nette après gestion	1 673	(335)	61	1 399

31/12/2006 (en millions d'euros)	Du jour le jour à 1 an	De 1 à 5 ans	Supérieur à 5 ans	Total
Total actifs	7 914	100	75	8 089
Total passifs	(5 276)	(2 282)	(755)	(8 313)
Position nette avant gestion	2 638	(2 182)	(680)	(224)
Instruments financiers dérivés	(2 517)	1 834	683	-
Position nette après gestion	121	(348)	3	(224)

31/12/2005 (en millions d'euros)	Du jour le jour à 1 an	De 1 à 5 ans	Supérieur à 5 ans	Total
Total actifs	8 552	85	76	8 713
Total passifs	(5 693)	(699)	(2 446)	(8 838)
Position nette avant gestion	2 859	(614)	(2 370)	(125)
Instruments financiers dérivés	(2 604)	185	2 419	-
Position nette après gestion	255	(429)	49	(125)

Une diminution des taux de 1 % entraînerait un manque à gagner de 2,6 millions d'euros sur l'évaluation 2007 (0,4 million d'euros sur l'évaluation 2006).

Les dettes à taux fixes supérieures à un an correspondent essentiellement à l'emprunt obligataire de Faurecia à échéance 2010, et à la participation des salariés.

La position nette de risque de taux pour les sociétés de financement est la suivante :

31/12/2007 (en millions d'euros)	Du jour le jour à 1 an	De 1 à 5 ans	Supérieur à 5 ans	Total
Total actifs	17 809	9 929	-	27 738
Total passifs	(23 120)	(1 154)	(62)	(24 336)
Position nette avant gestion	(5 311)	8 775	(62)	3 402
Instruments financiers dérivés	5 788	(5 850)	62	-
Position nette après gestion	477	2 925	-	3 402

31/12/2006 (en millions d'euros)	Du jour le jour à 1 an	De 1 à 5 ans	Supérieur à 5 ans	Total
Total actifs	16 749	9 597	-	26 346
Total passifs	(19 264)	(2 350)	(1 316)	(22 930)
Position nette avant gestion	(2 515)	7 247	(1 316)	3 416
Instruments financiers dérivés	2 981	(4 297)	1 316	-
Position nette après gestion	466	2 950	-	3 416

31/12/2005 (en millions d'euros)	Du jour le jour à 1 an	De 1 à 5 ans	Supérieur à 5 ans	Total
Total actifs	16 407	9 347	-	25 754
Total passifs	(19 721)	(2 585)	(261)	(22 567)
Position nette avant gestion	(3 314)	6 762	(261)	3 187
Instruments financiers dérivés	4 271	(4 532)	261	-
Position nette après gestion	957	2 230	-	3 187

Une diminution des taux de 1 % entraînerait un manque à gagner de 1,6 million d'euros sur l'évaluation 2007 (semblable à l'évaluation 2006).

La position nette après gestion dont les échéances sont comprises entre un et cinq ans, correspond aux actifs nets couverts par les fonds propres du groupe Banque PSA Finance.

C. Risque actions

Le risque actions est le risque de prix lié à une variation défavorable du prix des titres de capital détenus.

Les hypothèses de variation sont fixées en fonction des volatilités historiques et implicites moyennes constatées sur le CAC 40 et l'Euro Stoxx 50 sur l'exercice écoulé.

31/12/2007 (en millions d'euros)	Titres de placement « disponibles à la vente »	Titres de placement « comptabilisés selon l'option juste valeur »
Position Bilan	254	59
Sensibilité au résultat	-	(12)
Sensibilité en capitaux propres	(51)	N/A
Hypothèse de variation défavorable	20 %	20 %

31/12/2006 (en millions d'euros)	Titres de placement « disponibles à la vente »	Titres de placement « comptabilisés selon l'option juste valeur »
Position Bilan	283	61
Sensibilité au résultat	-	(6)
Sensibilité en capitaux propres	(28)	N/A
Hypothèse de variation défavorable	10 %	10 %



31/12/2005 (en millions d'euros)	Titres de placement « disponibles à la vente »	Titres de placement « comptabilisés selon l'option juste valeur »
Position Bilan	275	49
Sensibilité au résultat	-	(5)
Sensibilité en capitaux propres	(27)	N/A
Hypothèse de variation défavorable	10 %	10 %

D. Autres risques

Le risque de crédit et le risque de liquidité sont commentés dans le chapitre « Gestion des risques financiers » du rapport de gestion.

37.2. Instruments de couverture des activités industrielles et commerciales

Une description des différents types de couverture et leur comptabilisation sont décrites dans la note 1.14.D (b).

Le groupe n'a pas de couverture d'investissement net à l'étranger.

A. Information sur les notionnels couverts et sur la valeur des instruments de couverture

31/12/2007 (en millions d'euros)	Valeur au bilan		Notionnel	Échéances		
	Actif	Passif		< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
Risque de change						
Couverture de juste valeur :						
- Contrats de change à terme	-	-	14	14	-	-
- Options de change	-	-	-	-	-	-
- Swaps de devises	5	(1)	534	415	119	-
Couverture de flux futurs :						
- Options de change	18	-	832	590	242	-
- Trading ⁽¹⁾	46	(52)	1 448	1 387	61	-
Total	69	(53)	2 828	2 406	422	-
Risque de taux						
Couverture de juste valeur :						
- Swaps de taux	58	-	2 100	-	1 500	600
Trading ⁽²⁾	35	(14)	6 897	3 288	3 609	-
Total	93	(14)	8 997	3 288	5 109	600
Total couvertures de juste valeur	63	(1)	2 648	429	1 619	600
Total couvertures de flux futurs	18	-	832	590	242	-

31/12/2006 (en millions d'euros)	Valeur au bilan		Notionnel	Échéances		
	Actif	Passif		< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
Risque de change						
Couverture de juste valeur :						
- Contrats de change à terme	1	-	45	45	-	-
- Options de change	-	-	154	154	-	-
- Swaps de devises	2	(1)	469	350	119	-
Couverture de flux futurs :						
- Options de change	6	-	2 423	2 159	264	-
Trading ⁽¹⁾	6	(2)	1 180	1 087	93	-
Total	15	(3)	4 271	3 795	476	-
Risque de taux						
Couverture de juste valeur :						
- Swaps de taux	164	(4)	2 610	300	1 710	600
Trading ⁽²⁾	42	(13)	10 427	6 991	3 436	-
Total	206	(17)	13 037	7 291	5 146	600
Total couvertures de juste valeur	167	(5)	3 278	849	1 829	600
Total couvertures de flux futurs	6	-	2 423	2 159	264	-

31/12/2005 (en millions d'euros)	Valeur au bilan		Notionnel	Échéances		
	Actif	Passif		< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
Risque de change						
Couverture de juste valeur :						
- Contrats de change à terme	6	-	378	378	-	-
- Options de change	7	-	187	187	-	-
- Swaps de devises	20	(17)	470	-	470	-
Couverture de flux futurs :						
- Options de change	16	-	1 727	1 727	-	-
Trading ⁽¹⁾	-	(7)	1 237	1 141	96	-
Total	49	(24)	3 999	3 433	566	-
Risque de taux						
Couverture de juste valeur :						
- Swaps de taux	392	(11)	2 582	256	175	2 151
Trading ⁽²⁾	24	(4)	11 998	6 478	5 520	-
Total	416	(15)	14 580	6 734	5 695	2 151
Total couvertures de juste valeur	425	(28)	3 617	821	645	2 151
Total couvertures de flux futurs	16	-	1 727	1 727	-	-

(1) Trading : instruments dérivés non qualifiés de couverture au sens d'IAS 39. Conformément à IAS 21 les dettes et créances libellées en devises devant être systématiquement réévaluées au taux de clôture avec effet en résultat, le groupe a choisi de ne pas mettre en place de documentation de couverture qui aboutirait au même résultat.

(2) Trading : instruments dérivés non qualifiés de couverture au sens d'IAS 39. Correspond à la juste valeur des instruments financiers de couverture économique des dettes ou titres de placement.



B. Informations sur les impacts résultat et capitaux propres des instruments de couverture

Impact des couvertures de flux futurs

(en millions d'euros)	2007	2006	2005
Juste valeur à l'ouverture	6	16	98
Variation part efficace en capitaux propres	2	3	(62)
Variation part inefficace en résultat	(6)	(46)	(55)
Achats d'options	15	33	35
Sortie suite exercice ou cession	-	-	-
Juste valeur à la clôture	17	6	16
Reprise de valeur intrinsèque en résultat pour exercice	2	-	-
Reprise de valeur intrinsèque en résultat pour déqualification	7	-	-
Impact avant impôt sur résultat	3	(46)	(55)
Impact avant impôt sur capitaux propres	4	3	(62)

Les couvertures de flux futurs des sociétés industrielles et commerciales sont des options de change qui concernent les ventes de véhicules prévues sur le marché britannique pour l'exercice 2007. Le groupe a également acheté des options d'achat de yens qui assurent un taux maximum de change à ses achats de voitures en 2007 et 2008 dans le cadre de sa coopération avec Mitsubishi.

Les variations de valeur temps sont enregistrées en autres produits et charges (note 12). Les montants recyclés en résultat lors de la réalisation du chiffre d'affaires sont présentés en résultat opérationnel courant ; les recyclages en résultat lors de la déqualification des couvertures sont présentés en autres produits et charges (note 12).

Impact des couvertures de juste valeur

(en millions d'euros)	2007	2006	2005
Réévaluation en résultat des emprunts couverts	99	147	(62)
Réévaluation en résultat des couvertures sur emprunts	(99)	(145)	58
Impact net sur résultat	-	2	(4)

Le résultat des couvertures sur emprunts présenté en note 11 enregistre également le résultat des couvertures non traitées en comptabilité de couverture selon les règles définies par IAS 39.

37.3. Instruments de couverture des activités de financement

Une description des différents types de couverture et de leur comptabilisation sont décrites dans la note 1.14.D (b).

Le groupe n'a pas de couverture d'investissement net à l'étranger.

A. Information sur les notionnels couverts et sur la valeur des instruments de couverture

31/12/2007 <i>(en millions d'euros)</i>	Valeur au bilan		Notionnel	Échéances		
	Actif	Passif		< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
Risque de change						
Couverture de juste valeur :						
- Swaps de devises	45	-	2 393	2 156	237	-
Risque de taux						
Couverture de juste valeur :						
- Swaps de couverture des emprunts	-	(1)	451	373	25	53
- Swaps de couverture des EMTN/BMTN	1	(29)	2 437	1 466	962	9
- Swaps de couverture des obligations	42	(42)	3 350	-	-	3 350
- Swaps de couverture de l'encours détail	79	(5)	13 215	6 228	6 987	-
- Produits à recevoir / (charges à payer) sur swaps de couverture	27	(35)	-	-	-	-
Couverture de flux futurs :						
- Options de swaps	7	-	2 522	2 522	-	-
Trading ⁽¹⁾	44	(52)	5 877	887	1 640	3 350
Total	245	(164)	30 245	13 632	9 851	6 762
Total couvertures de juste valeur	194	(112)	21 846	10 223	8 211	3 412
Total couvertures de flux futurs	7	-	2 522	2 522	-	-



31/12/2006 (en millions d'euros)	Valeur au bilan		Notionnel	Échéances		
	Actif	Passif		< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
Risque de change						
Couverture de juste valeur :						
- Swaps de devises	4	(31)	2 422	2 004	418	-
Risque de taux						
Couverture de juste valeur :						
- Swaps de couverture des emprunts	-	(3)	2 654	2 577	20	57
- Swaps de couverture des EMTN/ BMTN	1	(38)	3 111	808	2 294	9
- Swaps de couverture des obligations	3	(3)	1 250	-	-	1 250
- Swaps de couverture de l'encours détail	107	-	13 063	6 300	6 763	-
- Produits à recevoir / (charges à payer) sur swaps de couverture	69	(84)	-	-	-	-
Couverture de flux futurs :			-			
- Options de swaps	21	-	5 163	5 163	-	-
Trading ⁽¹⁾	31	(52)	7 228	2 552	3 426	1 250
Total	236	(211)	34 891	19 404	12 921	2 566
Total couvertures de juste valeur	184	(159)	22 500	11 689	9 495	1 316
Total couvertures de flux futurs	21	-	5 163	5 163	-	-

31/12/2005 (en millions d'euros)	Valeur au bilan		Notionnel	Échéances		
	Actif	Passif		< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
Risque de change						
Couverture de juste valeur :						
- Swaps de devises	9	(5)	1 458	1 002	456	-
Risque de taux						
Couverture de juste valeur :						
- Swaps de couverture des emprunts	1	(3)	3 443	3 288	155	-
- Swaps de couverture des EMTN/ BMTN	39	(19)	3 224	603	2 512	109
- Swaps de couverture des obligations	37	-	91	91	-	-
- Swaps de couverture de l'encours détail	35	(12)	13 322	6 123	7 199	-
- Produits à recevoir / (charges à payer) sur swaps de couverture	29	(82)	-	-	-	-
Couverture de flux futurs :						
- Options de swaps	11	-	3 768	3 768	-	-
Trading ⁽¹⁾	33	(54)	7 460	2 852	2 206	2 402
Total	194	(175)	32 766	17 727	12 528	2 511
Total couvertures de juste valeur	150	(121)	21 538	11 107	10 322	109
Total couvertures de flux futurs	11	-	3 768	3 768	-	-

(1) Trading : instruments dérivés non qualifiés de couverture au sens d'IAS 39. Correspond à la juste valeur des instruments financiers à terme de couverture économique des dettes ou des titres de placement évalués selon l'option juste valeur. Les swaps classés en trading se neutralisent au sein de portefeuilles homogènes et comprennent essentiellement des swaps symétriques mis en place lors des opérations de titrisation ; ils ne dégagent pas de résultat significatif.

B. Informations sur les impacts résultat et capitaux propres des instruments de couverture

Impact des couvertures de flux futurs

(en millions d'euros)	2007	2006	2005
Juste valeur à l'ouverture	21	11	7
Variation part efficace en capitaux propres	30	50	5
Variation part inefficace en résultat	(9)	(20)	(9)
Achats d'options	6	24	8
Sortie suite exercice ou cession	(41)	(44)	-
Juste valeur à la clôture	7	21	11
Reprise de valeur intrinsèque en résultat pour exercice	27	10	-
Reprise de valeur intrinsèque en résultat pour déqualification	-	-	-
Impact avant impôt sur résultat	18	(10)	(9)
Impact avant impôt sur capitaux propres	30	50	5

Les couvertures de flux futurs des activités de financement sont des swaps de taux d'intérêt à échéance des premier et deuxième trimestres 2008 afin de garantir un coût maximum de refinancement pour les nouveaux encours de crédit à la « Clientèle finale » qui seront accordés en euros en 2008. Les notionnels et les maturités des swaps (de un à cinq ans), objet de ces options, correspondent aux maturités des encours prévisionnels à produire sur cette même période.



Impact des couvertures de juste valeur

(en millions d'euros)	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005	Variation de juste valeur	Inefficacité en résultat
Écart de réévaluation des encours					
Vente à crédit	(43)	(65)	(10)		
Location avec option d'achat	(7)	(11)	(2)		
Location longue durée	(13)	(21)	(7)		
Total valorisation nette	(63)	(97)	(19)	34	
Instruments dérivés de couverture de l'encours détail					
À l'actif	79	107	35		
Au passif	(5)	-	(12)		
Total valorisation nette	74	107	23	(33)	
Inefficacité en stock	11	10	4		1
Écart de réévaluation des emprunts couverts					
Valorisation nette	1	3	2		
Total valorisation nette	1	3	2	(2)	
Instruments dérivés de couverture des emprunts					
À l'actif	-	-	1		
Au passif	(1)	(3)	(3)		
Total valorisation nette	(1)	(3)	(2)	2	
Inefficacité en stock	-	-	-		-
Écart de réévaluation des EMTN/BMTN couverts					
Valorisation nette	26	37	(20)		
Total valorisation nette	26	37	(20)	(11)	
Instruments dérivés de couverture des EMTN/BMTN					
À l'actif	1	1	39		
Au passif	(29)	(38)	(19)		
Total valorisation nette	(28)	(37)	20	9	
Inefficacité en stock	(2)	-	-		(2)
Écart de réévaluation des obligations couvertes					
Valorisation nette	-	-	(37)		
Total valorisation nette	-	-	(37)	-	
Instruments dérivés de couverture des obligations					
À l'actif	42	3	37		
Au passif	(42)	(3)	-		
Total valorisation nette	-	-	37	-	
Inefficacité en stock	-	-	-		-
Écart de réévaluation des autres dettes représentées par des titres couvertes					
Valorisation nette	1	-	-		
Total valorisation nette	1	-	-	1	
Instruments dérivés de couverture des autres dettes représentées par des titres					
À l'actif	-	-	-		
Au passif	(1)	-	-		
Total valorisation nette	(1)	-	-	(1)	
Inefficacité en stock	-	-	-		-

● **Note 38 – Position financière nette des activités industrielles et commerciales**

38.1. Détail

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Position aux bornes des sociétés industrielles et commerciales			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 185	6 339	6 351
Autres actifs financiers non courants	1 121	1 321	1 940
Actifs financiers courants	1 483	1 132	1 214
Passifs financiers non courants	(4 294)	(4 125)	(3 826)
Passifs financiers courants	(2 091)	(4 551)	(5 298)
Position financière nette aux bornes des sociétés industrielles et commerciales	1 404	116	381
Dont position hors groupe	1 396	(25)	283
Dont position vis-à-vis des sociétés de financement	8	141	98

38.2. Lignes de crédit

Le groupe PSA PEUGEOT CITROËN bénéficie, dans le cadre des lignes de crédits renouvelables dont les échéances s'échelonnent jusqu'en 2010, de possibilités d'emprunts dans les limites suivantes :

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Peugeot S.A. et GIE PSA Trésorerie	2 400	2 400	2 400
Faurecia	1 600	1 600	1 600
Groupe Banque PSA Finance	6 000	6 000	6 000
Lignes de crédits confirmées	10 000	10 000	10 000

Peugeot S.A., le GIE PSA Trésorerie et le groupe Banque PSA Finance n'utilisent pas ces possibilités d'emprunt.

Seule Faurecia utilise les siennes à hauteur de :

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Utilisations de Faurecia	800	700	200

Ce contrat contient des clauses restrictives notamment en matière de ratios financiers ; ces clauses sont respectées au 31 décembre 2007.



● Note 39 – Rentabilité des capitaux employés

39.1. Capitaux employés

Les capitaux employés correspondent aux moyens que l'entreprise met en œuvre pour ses activités opérationnelles. Leur définition diffère entre les activités industrielles et commerciales et les activités de financement.

Sont considérés comme capitaux employés :

- l'ensemble des actifs non financiers, nets des passifs non financiers, des sociétés industrielles et commerciales, tels qu'ils figurent au bilan consolidé du groupe ;
- l'actif net des activités de financement.

Les capitaux employés s'établissent en conséquence comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Écarts d'acquisition	1 488	1 488	1 614
Immobilisations incorporelles	3 885	3 947	3 886
Immobilisations corporelles	14 652	15 221	14 909
Titres mis en équivalence	725	687	699
Titres de participation	47	53	45
Autres actifs non courants	126	96	95
Actifs d'impôts différés	428	499	579
Stocks	6 913	6 826	6 889
Clients des activités industrielles et commerciales	2 857	3 043	3 097
Créances d'impôts courants	169	210	180
Autres débiteurs	1 782	1 719	1 694
Autres passifs non courants	(2 886)	(2 759)	(2 352)
Provisions non courantes	(1 109)	(1 383)	(1 527)
Passifs d'impôts différés	(1 689)	(1 854)	(2 086)
Provisions courantes	(2 132)	(1 747)	(1 582)
Fournisseurs d'exploitation et effets à payer	(10 600)	(10 481)	(10 240)
Passifs d'impôts courants	(158)	(152)	(100)
Autres créanciers	(4 241)	(4 075)	(4 155)
Actif net des activités de financement	2 894	2 652	2 420
Réciprocités	8	141	98
Total	13 159	14 131	14 163

39.2. Résultat économique

Le résultat économique est constitué du résultat net avant prise en compte :

- des charges de financement,
- des produits sur prêts, titres de placements et trésorerie,
- des plus et moins-values nettes de titres de placement,
- des impôts correspondant aux éléments ci-dessus.

Un taux d'impôt égal au taux effectif du groupe pour chaque opération est appliqué pour déterminer le résultat économique net d'impôts à rapporter aux capitaux employés.

Le résultat économique s'établit en conséquence comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Résultat net consolidé	826	70	998
Produits sur prêts, titres de placement et trésorerie	(283)	(178)	(157)
Charges de financement	306	234	219
Plus-value nette sur cessions de titres de placement	-	(26)	(33)
Impôts sur produits et charges financiers	28	9	(8)
Résultat économique, net d'impôts	877	109	1 019

39.3. Rentabilité des capitaux employés

La rentabilité instantanée des capitaux employés, rapport du résultat économique au total des capitaux employés à la clôture de l'exercice s'établit en conséquence comme suit :

	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
	6,7 %	0,8 %	7,2 %

● Note 40 – Engagements donnés hors bilan

40.1. Opérations spécifiques

Les engagements de retraite non inscrits au bilan correspondent aux écarts actuariels différés (note 30.1.E) en conformité avec la méthode du corridor (note 1.18).

40.2. Autres opérations

Pour les opérations courantes, le groupe est engagé à la clôture de l'exercice pour les montants suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Activités industrielles et commerciales			
Commandes fermes pour l'acquisition d'actifs immobilisés	1 291	1 245	1 729
Engagements d'achats de pièces	260	102	69
Commandes d'études et assimilés	8	9	7
Engagements de location non résiliables	868	878	836
	2 427	2 234	2 641
Activités de financement			
Engagements de financement en faveur de la clientèle	1 337	1 306	1 020
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle et d'établissement de crédit	75	111	127
	1 412	1 417	1 147
Avals, cautions et garanties donnés	536	580	551
Actifs nantis, gagés ou hypothéqués	184	251	236

Le groupe PSA PEUGEOT CITROËN dispose par ailleurs d'engagements, reçus comme donnés, dans le cadre de sa politique de coopération industrielle avec ses partenaires.



40.3. Détail des actifs nantis, gagés ou hypothéqués

Échéancier

(en millions d'euros)	Date d'échéance	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Immobilisations corporelles	Indéfinie	15	17	20
Immobilisations financières				
	2006	-	-	9
	2007	-	56	48
	2008	32	49	70
	2009	49	84	76
	2010	11	11	10
	2011	29	34	3
	>2011	48	-	-
		169	234	216
	Total	184	251	236
Total du bilan		68 975	69 094	69 215
	Pourcentage	0,3 %	0,4 %	0,3 %

● Note 41 – Passifs éventuels

41.1. Droit individuel à la formation

Conformément aux dispositions de la loi n° 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle, les sociétés françaises du groupe accordent à leurs salariés un droit individuel d'une durée de vingt heures minimum par année civile cumulable sur une durée maximale de six ans. Au terme de ce délai et à défaut de son utilisation l'ensemble des droits restera plafonné à cent vingt heures.

Peugeot Citroën Automobiles a conclu un accord sur la formation tout au long de la vie professionnelle le 15 avril 2005 avec l'ensemble des organisations syndicales représentatives dans le groupe. Conformément à la loi, chaque salarié bénéficie d'un crédit de droits pédagogiques de vingt heures par an. Les droits acquis depuis 1999 au titre des dispositifs antérieurs à l'accord sont maintenus et la limite cumulée est portée à cent cinquante

heures. L'accord ouvre la possibilité d'utiliser ces droits durant le temps de travail, lorsque l'organisation du travail le permet. Ce crédit d'heures est intégré au plan de formation du groupe. Pour que les formations demandées dans le cadre de ce dispositif soient accordées, il doit être démontré qu'elles sont utiles à l'évolution professionnelle du salarié au sein des métiers du groupe. En conséquence, aucune provision n'a été constatée à ce titre.

Le nombre d'heures accumulées non consommées à la clôture s'élève à 8,7 millions d'heures, ce qui correspond à un taux d'utilisation moyen des droits sur l'année 2007 de 2,3 %. Le taux d'utilisation des droits sur les années 2005 et 2006 était de 1,12 %.

● Note 42 – Transactions avec les parties liées

42.1. Entreprises associées

Il s'agit des entreprises détenues entre 20 % et 50 % sur lesquelles PSA PEUGEOT CITROËN exerce une influence notable et consolidées selon la méthode de la mise en équivalence. Ce sont en majorité des sociétés industrielles et commerciales qui ont pour objet de produire soit des pièces et équipements destinés à la construction automobile soit des véhicules complets.

Les transactions avec les entreprises associées se font sur une base de prix de marché.

Les dettes et créances vis-à-vis des sociétés mises en équivalence sont les suivantes :

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Prêts – part à plus d'un an	9	9	16
Prêts – part à moins d'un an	-	-	48
Créances d'exploitation	367	304	319
Dettes d'exploitation	(1 376)	(1 159)	(1 116)
Crédits à court terme	(16)	(114)	(320)

Les transactions d'achats et ventes réalisées par le groupe avec les sociétés mises en équivalence sont les suivantes :

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Achats	(5 920)	(5 309)	(4 425)
Ventes	1 791	1 690	1 289

42.2. Parties liées ayant une influence notable sur le groupe

Il n'existe pas d'opération significative conclue avec un membre des organes de Direction ou un actionnaire détenant plus de 5 % du capital de Peugeot S.A.



● Note 43 – Rémunération des dirigeants

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Montants des rémunérations allouées			
- aux organes de Direction	10,7	6,4	8,4
- aux membres du Conseil de Surveillance	0,8	0,8	0,8
Total des rémunérations allouées	11,5	7,2	9,2
Charge résultant de l'évaluation des options d'achat d'actions (note 1.19)	5,7	5,5	4,1
Total	17,2	12,7	13,3

Depuis le 6 février 2007, la Direction du groupe est assurée par le Directoire. Les membres du Directoire, avec les autres membres de la Direction Générale et les dirigeants rattachés directement au Président du Directoire, constituent le Comité de Direction élargi. Les dirigeants du groupe ainsi définis constituent les organes de direction du groupe. Précédemment, les organes de Direction du groupe comprenaient le Directoire, le comité exécutif et l'état-major.

Les rémunérations ci-dessus s'entendent hors charges sociales. Pour leur partie variable, les rémunérations du Directoire sont soumises à l'approbation du Conseil de Surveillance du 12 février 2008.

Les bonus relatifs à l'année 2007 sont compris dans les montants indiqués ci-dessus et ont été provisionnés sur l'exercice. Ont également été provisionnés sur 2007 les bonus relatifs à l'année 2006 dont le paiement avait été conditionné à l'atteinte d'un niveau minimum de résultat en 2007 et qui s'élèvent à 1,1 million d'euros.

Les options d'achat d'actions de la société Peugeot S.A. attribuées dans l'exercice et lors des plans consentis depuis 1999 sont présentées ci-dessous. Les options d'achat d'actions détenues à la clôture par les membres des organes de Direction, sont de :

<i>(en nombre d'options)</i>	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Options d'achat d'actions attribuées dans l'exercice	621 000	510 000	435 000
Options d'achat d'actions détenues à la clôture	1 664 760	2 609 000	2 144 000

Les membres des organes de Direction du groupe bénéficient du régime de retraite supplémentaire décrit en note 30.

● Note 44 – Événement postérieur à la clôture

Il n'est survenu, depuis le 31 décembre 2007, aucun événement susceptible d'influer de manière significative sur les décisions économiques prises sur la base des présents états financiers.

● Note 45 – Liste des sociétés consolidées au 31 décembre 2007

Sociétés	I/E	% consolidé
Holding et autres activités		
Peugeot S.A. Paris - France	I	-
Grande Armée Participations Paris - France	I	100
PSA International S.A. Genève - Suisse	I	100
G.I.E. PSA Trésorerie Paris - France	I	100
Financière Pergolèse Paris - France	I	100
D.J. 06 Paris - France	I	100
Pergolèse International Paris - France	I	100
Société Anonyme de Réassurance Luxembourgeoise - Saral Luxembourg - Luxembourg	I	100
Process Conception Ingénierie S.A. Meudon - France	I	100
PCI do Brasil Ltda Rio de Janeiro - Brésil	I	100
Société de Construction d'Équipements de Mécanisations et de Machines - SCEMM Saint-Étienne - France	I	100
Peugeot Motocycles Mandeure - France	I	100
Peugeot Motocycles Italia S.p.A. Milan - Italie	I	100
Peugeot Motocycles Deutschland GmbH Morfelden - Allemagne	I	100
Automobile		
Peugeot Citroën Automobiles S.A. Velizy-Villacoublay - France	I	100
Peugeot Citroën Sochaux S.N.C. Sochaux - France	I	100
Peugeot Citroën Mulhouse S.N.C. Sausheim - France	I	100
Peugeot Citroën Aulnay S.N.C. Aulnay-sous-Bois - France	I	100

Sociétés	I/E	% consolidé
Peugeot Citroën Rennes S.N.C. Chartres-de-Bretagne - France	I	100
Peugeot Citroën Poissy S.N.C. Poissy - France	I	100
Peugeot Citroën Mécanique du Nord- Ouest S.N.C. Paris - France	I	100
Peugeot Citroën Mécanique du Grand Est S.N.C. Paris - France	I	100
Société Mécanique Automobile de L'Est Trémery - France	I	100
Mécanique et Environnement Hérimoncourt - France	I	100
Société Européenne de Véhicules Légers du Nord - Sevelnord Paris - France	E	50
Societa Europea Veicoli Leggeri - Sevel S.p.A. Atessa - Italie	E	50
SnC PC.PR Paris - France	I	100
G.I.E. PSA Peugeot Citroën Paris - France	I	100
Gisevel Paris - France	E	50
Sevelind Paris - France	E	50
Française de Mécanique Douvain - France	E	50
Société de Transmissions Automatiques Barlin - France	E	20
Peugeot Citroën Automoviles España S.A. Pontevedra - Espagne	I	100
Peugeot Citroën Logistic Deutschland GmbH Saarbruck - Allemagne	I	100
Peugeot Citroën Automobiles UK Coventry - Royaume-Uni	I	100
Peugeot Citroën Automoveis Mangualde - Portugal	I	98

I : Intégration globale - E : Mise en équivalence



Sociétés	I/E	% consolidé
Toyota Peugeot Citroën Automobiles Czech s.r.o. Kolin - République tchèque	E	50
Pca Logistika CZ Kolin - République tchèque	I	100
PCA Slovakia s.r.o. Trnava - Slovaquie	I	100
Peugeot Citroën Trnava s.r.o. Trnava - Slovaquie	I	100
Peugeot Citroën Do Brasil Automoveis Ltda Rio de Janeiro - Brésil	I	100
Peugeot Citroën Comercial Exportadora Rio de Janeiro - Brésil	I	100
Peugeot Citroën Argentina S.A. Buenos Aires - Argentine	I	100
Cociar S.A. Buenos Aires - Argentine	I	100
Aupe S.A. Buenos Aires - Argentine	I	100
CISA Buenos Aires - Argentine	I	100
Est. Mecanicos Jeppener Buenos Aires - Argentine	I	100
Dongfeng Peugeot Citroën Automobiles CY Ltd Wuhan - Chine	E	50
Wuhan Shelong Hongtai Automotive KO Ltd Wuhan - Chine	E	10
PCA Automotive China Chine	I	100
Automobiles Peugeot Paris - France	I	100
Peugeot Motor Company Plc Coventry - Royaume-Uni	I	100
Société Commerciale Automobile Paris - France	I	100
Société Industrielle Automobile de Champagne-Ardennes Cormontreuil - France	I	100
Société Industrielle Automobile du Havre Le Havre - France	I	100
Société Industrielle Automobile de Normandie Rouen - France	I	100
Société Industrielle Automobile de L'Ouest Orvault - France	I	100

I : Intégration globale - E : Mise en équivalence

Sociétés	I/E	% consolidé
Seine-et-Marne Automobile Cesson - France	I	100
Peugeot Moteur et Systèmes Paris - France	I	100
Société Industrielle Automobile de Provence Marseille - France	I	100
Grands Garages du Limousin Limoges - France	I	100
Peugeot Media Production France	I	100
Peugeot Belgique Luxembourg S.A. Nivelles - Belgique	I	100
S.A. Peugeot Distribution Service N.V. Schaerbeek - Belgique	I	100
Peugeot Nederland N.V. Utrecht - Pays-Bas	I	100
Peugeot Deutschland GmbH Saarbruck - Allemagne	I	100
Peugeot Bayern GmbH Munich - Allemagne	I	100
Peugeot Berlin Brandenburg GmbH Berlin - Allemagne	I	100
Peugeot Niederrhein GmbH Düsseldorf - Allemagne	I	100
Peugeot Main / Taunus GmbH Francfort - Allemagne	I	100
Peugeot Sudbaden GmbH Saarbruck - Allemagne	I	100
Peugeot Hanse GmbH Hambourg - Allemagne	I	100
Peugeot Nordhessen GmbH Lohfendel - Allemagne	I	100
Peugeot Hannover GmbH Hanovre - Allemagne	I	100
Peugeot Rheinland GmbH Cologne - Allemagne	I	100
Peugeot Rein-Neckar GmbH Rein-Neckar - Allemagne	I	100
Peugeot Saartal GmbH Saarbruck - Allemagne	I	100
Peugeot Sachsen GmbH Dresde - Allemagne	I	100
Peugeot Schwaben GmbH Stuttgart - Allemagne	I	100
Peugeot Weser-Ems GmbH Breme - Allemagne	I	100
Peugeot Mainz Wiesbaden GmbH Wiesbaden - Allemagne	I	100

Sociétés	I/E	% consolidé
Peugeot Automobili Italia S.p.A. Milan - Italie	I	100
Peugeot Milan Milan - Italie	I	100
Peugeot Gianicolo S.p.A. Rome - Italie	I	100
Talbot Exports Ltd Coventry - Royaume-Uni	I	98
Robins & Day Ltd Coventry - Royaume-Uni	I	100
Realtal UK Ltd Coventry - Royaume-Uni	I	100
Boomcite Ltd Coventry - Royaume-Uni	I	100
Aston Line Motors Ltd Coventry - Royaume-Uni	I	100
Melvin Motors (Bishopbriggs) Ltd Coventry - Royaume-Uni	I	100
Warwick Wright Motors Chiswick Ltd Coventry - Royaume-Uni	I	100
Rootes Ltd Coventry - Royaume-Uni	I	100
Peugeot España S.A. Madrid - Espagne	I	100
Hispanomocion S.A. Madrid - Espagne	I	100
Peugeot Portugal Automoveis S.A. Lisbonne - Portugal	I	100
Peugeot Portugal Automoveis Distribucao Lisbonne - Portugal	I	99
Peugeot (Suisse) S.A. Berne - Suisse	I	100
Lowen Garage AG Berne - Suisse	I	97
Peugeot Austria GmbH Vienne - Autriche	I	100
Peugeot Autohaus GmbH Vienne - Autriche	I	100
Peugeot Russie Avto Moscou - Russie	I	100
Peugeot Polska S.p.z.o.o. Varsovie - Pologne	I	100
Peugeot Ceska Republica s.r.o. Prague - République tchèque	I	100
Peugeot Slovakia s.r.o. Bratislava - Slovaquie	I	100
Peugeot Hungaria Kft Budapest - Hongrie	I	100

I : Intégration globale - E : Mise en équivalence

Sociétés	I/E	% consolidé
Peugeot Slovenija d.o.o. P.Z.D.A. Ljubljana - Slovénie	I	100
Peugeot Hrvatska d.o.o. Zagreb - Croatie	I	100
Peugeot Otomotiv Pazarlama AS - Popas Istanbul - Turquie	I	100
Tekoto Motorlu Tastlar Istanbul Istanbul - Turquie	I	100
Tekoto Motorlu Tastlar Ankara Ankara - Turquie	I	100
Tekoto Motorlu Tastlar Bursa Bursa - Turquie	I	100
Peugeot Algérie S.p.A. Alger - Algérie	I	100
Stafim Tunis - Tunisie	E	34
Stafim - Gros Tunis - Tunisie	E	34
Peugeot Motors Of America Little Falls - États-Unis d'Amérique	I	100
Peugeot Chile Santiago du Chili - Chili	I	97
Automotores Franco Chilena S.A. Santiago du Chili - Chili	I	100
Peugeot Mexico S.A. de CV Mexico - Mexique	I	100
Servicios Auto. Franco Mexicana Mexico - Mexique	I	100
Peugeot Japan KK Co Ltd Tokyo - Japon	I	100
Peugeot Tokyo Tokyo - Japon	I	100
Peugeot Motors South Africa Ltd Johannesburg - Afrique du Sud	I	100
Automobiles Citroën Paris - France	I	100
Société Commerciale Citroën Paris - France	I	100
Citroën Champ de Mars Paris - France	I	100
Citroën Dunkerque Paris - France	I	100
Citer Paris - France	I	98
Société Nouvelle Armand Escalier Antibes - France	I	100
Citroën Pau Bizanos - France	I	100



Sociétés	I/E	% consolidé
Centrauto Sarcelles - France	I	100
Prince S.A. Aulnay-Sous-Bois - France	I	100
Citroën Argenteuil Bois-Colombes - France	I	100
Citroën Orléans Olivet-la-Source - France	I	100
Cie Picarde de Logistique Automobile Beauvais - France	I	98
Citroën Belux S.A. - N.V. Bruxelles - Belgique	I	100
Citroën Nederland B.V. Amsterdam - Pays-Bas	I	100
Citroën Deutschland AG Cologne - Allemagne	I	100
Citroën Frankfurt GmbH Francfort - Allemagne	I	100
Citroën Commerce GmbH Cologne - Allemagne	I	100
Citroën Italia S.p.A. Milan - Italie	I	100
Citroën U.K. Ltd Coventry - Royaume-Uni	I	100
Citroën Sverige AB Vallingby - Suède	I	100
Citroën Danmark A/S Copenhague - Danemark	I	100
Citroën Norge A/S Skaarer - Norvège	I	100
Citroën (Suisse) S.A. Genève - Suisse	I	100
Citroën Österreich GmbH Vienne - Autriche	I	100
Automoveis Citroën S.A. Lisbonne - Portugal	I	100
Automoviles Citroën España Madrid - Espagne	I	100
Comercial Citroën S.A. Madrid - Espagne	I	97
Autotransporte Turístico Español S.A. (Atesa) Madrid - Espagne	I	99
Garaje Eloy Granollers S.A. Granollers - Espagne	I	99
Motor Talavera Talavera - Espagne	I	100
Rafael Ferriol S.A. Alboraya - Espagne	I	99

I : Intégration globale - E : Mise en équivalence

Sociétés	I/E	% consolidé
Citroën Hungaria Kft Budapest - Hongrie	I	100
Citroën Polska S.p.z.o.o. Varsovie - Pologne	I	100
Citroën Slovenija d.o.o. Komer - Slovénie	I	100
Citroën - Hrvatska d.o.o. Zagreb - Croatie	I	100
Citroën Slovakia s.r.o. Bratislava - Slovaquie	I	100
Citroën Ceska Republica s.r.o. Prague - République tchèque	I	100
Citroën do Brasil São Paulo - Brésil	I	51
Citroën Japon Tokyo - Japon	I	100
Équipement Automobile		
Faurecia Boulogne-Billancourt - France	I	71
Faurecia Investments Boulogne-Billancourt - France	I	71
Financiere Faurecia Boulogne-Billancourt - France	I	71
Société Foncière pour L'Équipement Automobile SFEA Boulogne-Billancourt - France	I	71
Faurecia Sièges d'Automobile SAS Boulogne-Billancourt - France	I	71
Faurecia Systèmes d'Échappement Boulogne - Billancourt - France	I	71
Blériot Investissements Boulogne-Billancourt - France	I	71
Faurecia Services Groupe Boulogne-Billancourt - France	I	71
Faurecia Global Purchasing Boulogne-Billancourt - France	I	71
Faurecia Cooling System Boulogne-Billancourt - France	I	71
Siemar Sandouville - France	I	71
Faurecia Industries Boulogne-Billancourt - France	I	71
Trecia Étupes - France	I	71
Siebret Redon - France	I	71
Sielest Pulversheim - France	I	71

Sociétés	I/E	% consolidé
Siedoubs Montbéliard - France	I	71
Sienor Lieu-Saint-Amand - France	I	71
Sieval Boulogne-Billancourt - France	I	71
Sieto Somain - France	I	71
Société de Textile de l'Ostrevant Sotexo Somain - France	I	71
Ecsa - Études et Construction de Sièges pour l'Automobile Crevin - France	I	71
EAK - Composants pour L'Automobile S.A.S. Valentigney - France	I	36
EAK - Composants pour L'Automobile SNC Valentigney - France	I	36
Faurecia Automotive Holdings Nanterre - France	I	71
Faurecia Bloc Avant Nanterre - France	I	71
Faurecia Intérieur Industrie SNC Nanterre - France	I	71
Faurecia Exhaust International Nanterre - France	I	71
Faurecia Automotive Industrie SNC Nanterre - France	I	71
Automotive Sandouville Nanterre - France	I	71
Cockpit Automotive Systems Douai Douai - France	E	36
SAS Automotive France Nanterre - France	E	36
Sté Automobile du Cuir de Vesoul Vesoul - France	I	71
Société Internationale de Participations S.I.P. Bruxelles - Belgique	I	71
Faurecia Industrie N.V. Gent - Belgique	I	71
SAS Automotive N.V. Gent - Belgique	I	71
Faurecia Ast Luxembourg S.A. Eselborn - Luxembourg	I	71
Faurecia Autositze GmbH & Co KG Stadthagen - Allemagne	I	71

Sociétés	I/E	% consolidé
Faurecia Kunststoffe Automobilsysteme GmbH Ingolstadt - Allemagne	I	71
Faurecia Abgastechnik GmbH Furth - Allemagne	I	71
Leistriz Abgastechnik Stollberg GmbH Pfaffenhain - Allemagne	I	71
Faurecia Automotive GmbH Frankfort - Allemagne	I	71
Faurecia Innenraum Systeme GmbH Hagenbach - Allemagne	I	71
Industriepark Sassenburg GmbH Sassenburg - Allemagne	I	71
Sas Autosystemtechnik GmbH & Co KG Karlsruhe - Allemagne	E	36
Sas Autosystemtechnik Verwaltung GmbH Karlsruhe - Allemagne	E	36
Faurecia Netherlands Holding B.V. Roermond - Pays-Bas	I	71
Faurecia Automotive Seating B.V. Roermond - Pays-Bas	I	71
Faurecia Exhaust Systems AB Torsas - Suède	I	71
Faurecia Interior Systems Sweden AB Torsas - Suède	I	71
United Parts Exhaust Systems AB Torsas - Suède	I	71
Faurecia Asientos Para Automovil España S.A. Madrid - Espagne	I	71
Asientos de Castilla Leon S.A. Madrid - Espagne	I	71
Asientos de Galicia SL Vigo - Espagne	I	71
Asientos Del Norte S.A. Vitoria - Espagne	I	71
Industrias Cousin Frères SL Burlada - Espagne	I	36
Tecnoconfort Pampelune - Espagne	I	36
Faurecia Sistemas de Escape España S.A. Vigo - Espagne	I	71
Faurecia Automotive España SL Madrid - Espagne	I	71

I : Intégration globale - E : Mise en équivalence



Sociétés	I/E	% consolidé
Faurecia Interior Systems		
España S.A.	I	71
Valence - Espagne		
Faurecia Interior Systems Salc España SL	I	71
Valence - Espagne		
Cartera e Inversiones Enrich S.A.	I	71
Madrid - Espagne		
Componentes de Vehiculos de Galicia	E	36
Porrino - Espagne		
Copo Iberica	E	36
Vigo - Espagne		
SAS Autosystemtechnik S.A.	E	36
Pampelune - Espagne		
Valencia Modulos de Puerta SL	I	71
Valence - Espagne		
Faurecia Assentos de Automovel Limitada	I	71
Saint-Jean-de-Madère - Portugal		
Faurecia Sistemas de Escape Portugal LDA	I	71
Concelho de Braganca - Portugal		
SASAL	I	71
Saint-Jean-de-Madère - Portugal		
Vanpro Assentos Lda	E	36
Palmela - Portugal		
Faurecia Sistemas de Interior Portugal Componentes Para Automovel S.A.	I	71
Palmela - Portugal		
Sas Autosystemtechnik de Portugal Unipessoal Ltda	E	36
Palmela - Portugal		
EDA - Estofagem de Assentos Lda	I	71
Palmela - Portugal		
Faurecia Automotiv Seating UK Ltd	I	71
Coventry - Royaume-Uni		
Faurecia Midlands Ltd	I	71
Coventry - Royaume-Uni		
SAI Automotive Fradley Ltd	I	71
Fradley - Royaume-Uni		
SAI Automotive Washington Ltd	I	71
Washington - Royaume-Uni		
Sas Automotive Ltd	I	71
Royaume-Uni		
Faurecia Fotele Samachodowe Sp.z.o.o.	I	71
Grojec - Pologne		
Faurecia Walbrzych Sp.z.o.o.	I	71
Walbrzych - Pologne		

I : Intégration globale - E : Mise en équivalence

Sociétés	I/E	% consolidé
Faurecia Gorzow Sp.z.o.o.	I	71
Gorzow - Pologne		
Faurecia Legnica Sp.z.o.o.	I	71
Legnica - Pologne		
Faurecia Systemy Kierownicze Sp.z.o.o.	I	71
Walbrzych - Pologne		
Faurecia Seating Talmaciu s.r.o.	I	71
Roumanie		
Euro Auto Plastik	I	71
Roumanie		
Faurecia Technoplast Automotive	I	43
Russie		
Arced d.o.o.	E	36
Novo Mesto - Slovaquie		
Faurecia Interior Systems Bratislava s.r.o.	I	71
Bratislava - Slovaquie		
Faurecia Slovakia s.r.o.	I	71
Bratislava - Slovaquie		
Faurecia Leather Kosice s.r.o.	I	71
Bratislava - Slovaquie		
Sas Automotive s.r.o.	I	36
Slovaquie		
Faurecia Magyarország Kipufogo - Rendszer Kft	I	71
Vasvar - Hongrie		
Faurecia Exhaust Systems s.r.o.	I	71
Bakov - République tchèque		
Faurecia Lecotex AS	I	71
Tabor - République tchèque		
Faurecia Interior Systems Bohemia s.r.o.	I	71
Mlada Boleslav - République tchèque		
Sas Autosystemtechnik s.r.o.	E	36
Mlada Boleslav - République tchèque		
Faurecia Components Pisek	I	71
Mlada Boleslav - République tchèque		
Faurecia Automotive Czech Republic	I	71
Mlada Boleslav - République tchèque		
Teknik Malzeme Ticaret Ve Sanayi A.S.	E	36
Bursa - Turquie		
Faurecia Polifleks Otomotiv Sanayi Ve Ticaret A.S.	I	71
Istanbul - Turquie		
Société Tunisienne d'Équipements Automobiles	I	71
Ben Arous - Tunisie		

Sociétés	I/E	% consolidé
Faurecia Azin Pars Iran	I	71
Faurecia Automotive Seating Canada Ltd Mississauga - Canada	I	71
Faurecia Canada Investment Company Montréal - Canada	I	71
Faurecia USA Holdings Inc. Wilmington – États-Unis d'Amérique	I	71
Faurecia Automotive Seating Inc. Troy – États-Unis d'Amérique	I	71
Faurecia Exhaust Systems Inc. Wilmington – États-Unis d'Amérique	I	71
Faurecia Interior Systems USA Detroit Inc. Detroit – États-Unis d'Amérique	I	71
Sas Automotive USA Inc. États-Unis d'Amérique	E	36
Faurecia Automotive do Brasil Ltda Quatro-Barras - Brésil	I	71
Faurecia Sistemas de Escapamento do Brasil Ltda São Paulo - Brésil	I	71
Sas Automotive do Brasil Ltda São Jose Dos Pinhais Pr - Brésil	E	36
Faurecia Sistemas de Escape Argentina S.A. Buenos Aires - Argentine	I	71
Faurecia Argentina Buenos Aires - Argentine	I	71
SAS Automotriz Argentina S.A. Buenos Aires - Argentine	E	36
Faurecia Duroplast Mexico S.A. de CV Puebla - Mexique	E	36
Servicios Corporativos de Personal Especializado S.A. de CV Puebla - Mexique	I	36
Faurecia Interior Systems Mexico S.A. de CV Mexico - Mexique	I	71
Faurecia Exhaust Mexicana S.A. de CV Mexico - Mexique	I	71
Exhaust Services Mexicana S.A. de CV Mexico - Mexique	I	71
Sas Auto Systems S.A. de CV Mexico - Mexique	E	36

Sociétés	I/E	% consolidé
Sas Auto Systems & Services Mexico - Mexique	E	36
Faurecia Japon KK Tokyo - Japon	I	71
Faurecia NHK Co Ltd Tokyo - Japon	E	36
Faurecia NHK Kyushu Ltd Tokyo - Japon	E	36
CFXAS - Changchun Faurecia Xuyang Automotive Seating Co Ltd Changchun - Chine	I	43
Faurecia (Shanghai) Automotive Systems Chine	I	71
SCHEESC - Shanghai Honghu Ecia Exhaust Systems Company Ltd Shanghai - Chine	I	36
Faurecia Tongda Exhaust System (Wuhan) Co Ltd Wuhan - Chine	I	36
Faurecia Exhaust Systems Changchun Changchun - Chine	I	36
Faurecia (Wuxi) Seating Components Co Ltd Wuxi - Chine	I	71
Faurecia GSK (Wuhan) Automotive Seating Co Ltd Wuhan - Chine	I	36
Faurecia (Changchun) Automotive Systems Co Ltd Changchun - Chine	I	71
Faurecia (Shanghai) Management Cy Ltd Shanghai - Chine	I	71
Faurecia Shanghai Business Consulting Cy Shanghai - Chine	I	71
Faurecia Exhaust Systems Qingdao Shanghai - Chine	I	71
Daeki Faurecia Corp Shiheung City - Corée	I	71
Kwang Jing Faurecia Shiheung City - Corée	E	36
Fesk - Faurecia Exhaust System Korea Shiheung City - Corée	I	71
Faurecia Trim Korea Shiheung City - Corée	I	71

I : Intégration globale - E : Mise en équivalence



Sociétés	I/E	% consolidé
Faurecia Automotive Seating India Private Ltd Bangalore - Inde	I	71
Faurecia Exhaust Systems South Africa (Pty) Ltd Johannesburg - Afrique du Sud	I	71
Faurecia Interior Systems South Africa (Pty) Ltd Port Elisabeth - Afrique du Sud	I	71
Sas Automotive R.S.A. (Pty) Ltd Port Elisabeth - Afrique du Sud	E	36
Transport et Logistique		
Gefco Courbevoie - France	I	100
Gefco Benelux S.A. Ath - Belgique	I	100
Gefco Deutschland GmbH Morfelden - Allemagne	I	100
Gefco Suisse S.A. Fahy - Suisse	I	99
Gefco Österreich GmbH Vienne - Autriche	I	100
Gefco Italia S.p.A. Milan - Italie	I	100
Gefco U.K. Ltd Londres - Royaume-Uni	I	100
Gefco España S.A. Madrid - Espagne	I	100
Gefco Portugal Transitarios Ltd Lisbonne - Portugal	I	100
LLC Gefco (CIS) Moscou - Russie	I	100
Gefco Polska Sp. z.o.o. Varsovie - Pologne	I	100
Gefco Ceska Republica s.r.o. Prague - République tchèque	I	100
Gefco Slovakia s.r.o. Bratislava - Slovaquie	I	100
Gefco Romania Roumanie	I	100
Gefco Hongrie Hongrie	I	100
Gefco Tasimacilik Ve Lojistik AS Istanbul - Turquie	I	100
Gefco Tunisie Tunis - Tunisie	E	50
Gefco Maroc Casablanca - Maroc	I	100

I : Intégration globale - E : Mise en équivalence

Sociétés	I/E	% consolidé
Gefco Participacoes Ltda Rio de Janeiro - Brésil	I	100
Gefco Do Brasil Ltda Rio de Janeiro - Brésil	I	100
Gefco Argentina S.A. Buenos Aires - Argentine	I	100
Gefco Dtw Logistics Co. Ltd Beijin - Chine	E	50
Gefco Hong Kong Hong Kong - Chine	I	100
Financement		
Banque PSA Finance Paris - France	I	100
Société Financière de Banque - Sofib Levallois-Perret - France	I	100
Sofira - Société de Financement des Réseaux Automobiles Levallois-Perret - France	I	100
Société Nouvelle de Développement Automobile - SNDA Paris - France	I	100
Compagnie Générale de Crédit aux Particuliers - Crédipar Levallois-Perret - France	I	100
Gie Foncier Crédipar Levallois-Perret - France	I	100
Dicoma Gestion Levallois-Perret - France	I	100
Compagnie pour la Location de Véhicules - CLV Levallois-Perret - France	I	100
FCC Auto A.B.S - Compartiment 2002.01 Levallois-Perret - France	I	100
PSA Finance Belux Bruxelles - Belgique	I	100
PSA Finance SCS Luxembourg - Luxembourg	I	100
PSA Finance Nederland B.V. Rotterdam - Pays-Bas	I	100
PSA Financial Holding B.V. Rotterdam - Pays-Bas	I	100
Peugeot Finance International N.V. Rotterdam - Pays-Bas	I	100
FCC Auto A.B.S - Compartiment 2004.01 Francfort - Allemagne	I	100

Sociétés	I/E	% consolidé
FCC Auto A.B.S - Compartiment		
Locatif	I	100
Francfort - Allemagne		
FCC Auto A.B.S - Compartiment		
2007.01	I	100
Francfort - Allemagne		
Peugeot Commercial Paper	I	100
Allemagne		
PSA Factor Italia S.p.A.	I	100
Milan - Italie		
PSA Renting Italia S.p.A.	I	100
Italie		
Spv Auto Italy 2007	I	100
Italie		
PSA Wholesale Ltd	I	100
Londres - Royaume-Uni		
Arche Investments Ltd	I	100
Londres - Royaume-Uni		
PSA Finance Plc	I	50
Londres - Royaume-Uni		
Vernon Wholesale Investments Co Ltd	I	100
Londres - Royaume-Uni		
PSA Finance Suisse S.A.	I	100
Ostermudigen - Suisse		
PSA Gestao Comercio e Aluger de Veiculos	I	97
Lisbonne - Portugal		

Sociétés	I/E	% consolidé
PSA Finance Polska	I	100
Varsovie - Pologne		
PSA Finance Hungaria Rt	I	100
Budapest - Hongrie		
PSA Finance Ceska Republika s.r.o.	I	100
Prague - République tchèque		
PSA Finance Slovakia s.r.o.	I	100
Bratislava - Slovaquie		
BPF Pazarlama A.H.A.S.	I	100
Istanbul - Turquie		
Banco PSA Finance Brasil S.A.	I	100
São Paulo - Brésil		
PSA Finance Arrendamiento Comercial	I	100
São Paulo - Brésil		
PSA Finance Argentina S.A.	I	50
Buenos Aires - Argentine		
BPF Mexico S.A. de CV	I	100
Mexico - Mexique		
Dongfeng Peugeot Citroën Automobile Finance Company	E	37,5
Wuhan - Chine		
<i>(dont 12,5 % via Dongfeng Peugeot Citroën Automobile)</i>		

I : Intégration globale - E : Mise en équivalence



